

ÉTUDES DE L'IRSEM

2010 – N°5

LA PERCEPTION DE LA DEFENSE FRANCAISE CHEZ NOS ALLIÉS

Ronald Hatto
Odette Tomescu
(FNSP/CERI)



Ce document constitue le rapport final de l'étude inscrite sous le numéro 2008 - 32, au catalogue des études politiques et stratégiques (EPS) de la DAS et pilotée par l'IRSEM. Cette recherche a été commanditée à la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP/Ceri), au titre d'un marché notifié le 25 juillet 2008.

LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS ALLIÉS

Ronald HATTO

Odette TOMESCU

(FNSP/CERI)

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.

Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

ÉTUDES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUS :

- 1 – LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XIX^e SIÈCLE

- 2 - DES GARDES SUISSES À BLACKWATER / VOLUME 1
ARMÉES PRIVÉES, ARMÉES D'ÉTAT / VOLUME 2

- 3 – ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

- 4 – OTAN : CONTINUITÉ OU RUPTURE ?

- 5 – LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS ALLIÉS

SOMMAIRE

Contexte de l'étude : le processus de transformation de la politique de défense de la France et sa perception chez ses alliés	9
Problématique générale et état de l'art	10
Méthodologie	18
Perceptions objectives de la défense française	25
Budget de la défense et évaluation des armées françaises	25
La professionnalisation de l'armée française	38
Les Opex et la participation de la France aux missions de l'Onu	44
La contribution militaire française à l'Otan et à l'Union européenne	50
Perceptions subjectives de la défense française	65
La France et l'Europe de la défense	65
Perception de la portée de la défense française	71
La France est-elle un allié fiable pour l'Otan ?	80
La défense française et les marges orientales de l'Europe	86
Le rôle de la force française de dissuasion nucléaire dans la sécurité européenne et transatlantique	89
L'adaptation des différentes armes au contexte stratégique international actuel	95
Comment la France pourrait améliorer ses capacités de défense : recommandations des pays alliés	99
Conclusion	105
Perceptions globales de la défense française	105
Propositions d'action	113

Sigles et abréviations

AWACS	<i>Airborne Warning and Control System</i>
CID	Collège Interarmées de défense
EDA	<i>European Defence Agency</i>
EUFOR	<i>European Force</i>
FIAS	Force Internationale d'Assistance à la Sécurité
Finul	Force Intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies pour l'Observation du Désengagement
KFOR	<i>Kosovo Force</i>
NRF	<i>NATO Response Force</i>
OIG	Organisations internationales gouvernementales
OMP	Opérations de maintien de la paix
ONG	Organisation non gouvernementale
Onu	Organisation des Nations Unies
Opex	Opérations extérieures
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
Otan	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PECO	Pays d'Europe Centrale et Orientale
Pesc	Politique étrangère et de sécurité commune
PESD	Politique européenne de sécurité et de défense
PRT	<i>Provincial Reconstruction Team</i>
SHAPE	<i>Supreme Headquarters Allied Powers Europe</i>
TNP	Traité de Non-prolifération
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEO	Union de l'Europe Occidentale
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier tous ceux qui ont eu la gentillesse de les accueillir en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Pologne, en Roumanie, en Suède et aux États-Unis. Nous tenons à remercier plus particulièrement les personnes suivantes pour l'aide qu'elles nous ont apportée dans l'organisation de notre étude de terrain : **Teodor Baconschi**, ambassadeur de Roumanie en France ; **Kristina Bergendal**, conseillère à l'ambassade de Suède ; général de brigade **Antonio Badalucco**, attaché militaire de l'ambassade d'Italie ; **Fernando Carderera**, ministre conseiller à l'ambassade d'Espagne, colonel **Bertil Dahlort**, attaché de défense de l'ambassade de Suède ; **Robert Dooley**, attaché militaire de l'ambassade des États-Unis ; colonel **Helmut Friezsche**, attaché militaire de l'ambassade de l'Allemagne ; lieutenant-colonel **Didier Gros**, assistant de l'attaché de défense, mission militaire, ambassade de France à Washington ; colonel **Waldemar Kozicki**, attaché militaire de l'ambassade de Pologne ; colonel **Michael McGurk**, attaché militaire de l'ambassade des États-Unis, **Liviu Muresan**, président de la Fondation Eurisc ; **Simon Serfaty**, directeur de recherche au *Center for Strategic and International Studies*, **Stefano Silvestri** ; président de l'*Istituto di Affari internazionali* (IAI).

CONTEXTE DE L'ÉTUDE : LE PROCESSUS DE TRANSFOR- MATION DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE LA FRANCE ET SA PERCEPTION CHEZ SES ALLIÉS

La politique de défense de la France a connu, depuis la fin de la guerre froide, des évolutions aux plans doctrinal et organisationnel. En 1994, un *Livre blanc* sur la défense a été publié dans lequel les grandes lignes de la doctrine militaire de la France pour l'après guerre froide étaient précisées. L'évolution de la politique de défense française s'est encore accélérée avec la professionnalisation des armées et la suspension de la conscription, décidées par le président de la République Jacques Chirac, en février 1996 et organisées par la loi du 28 octobre 1997. Le but de cette réforme étant de permettre aux

forces armées françaises d'être mieux préparées pour répondre aux nouvelles réalités géostratégiques nées, en particulier, de la fin de la guerre froide. Ainsi, la menace d'une attaque directe et massive du territoire ouest-européen a fait place au risque d'une multiplication des conflits locaux pouvant embraser des régions entières, et qui nécessitent des réponses rapides. Aussi, la France s'est-elle proposé de porter à 60 000 hommes les forces projetables capables d'intervenir rapidement sur tout théâtre extérieur d'opérations. Enfin, l'engagement des forces armées françaises dans le nouvel environnement international implique des forces immédiatement disponibles et dont la cohésion doit être acquise avant l'engagement, une capacité de s'intégrer rapidement à un dispositif international et une pratique sûre des techniques de plus en plus sophistiquées.

La France est donc un acteur global qui déploie ses militaires aux quatre coins du monde¹. Qu'il s'agisse de déploiements dans le cadre de la protection de la souveraineté nationale dans ses départements ou ses territoires d'outre mer (Dom/Tom), dans des opérations multilatérales sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (Onu), de l'Union européenne (UE) ou dans des missions unilatérales (incluant les ententes d'assistance militaire), la France, est un acteur majeur en termes militaires. C'est ainsi qu'elle se classe au quatrième rang (derrière les États-Unis, la Turquie et le Royaume-Uni) des États ayant des troupes à l'étranger selon le *think tank* *Global Security* avec 28 500 soldats déployés à l'étranger². Il est donc indéniable que les armées jouent un rôle de premier plan dans la politique étrangère de la France ou, pour reprendre la terminologie anglo-saxonne, dans sa grande stratégie.

Problématique générale

La recherche étudie comment sont perçues les évolutions de la défense française par les pays alliés dans le contexte euro-atlantique. L'étude se développe autour de trois axes. Chaque axe répondant à des questions précises. Le premier axe cherche à évaluer si la cen-

1. Certains passages de la proposition s'inspirent d'un travail effectué en collaboration avec Bastien Irondele du Ceri. Voir *L'action militaire extérieure de la France : enjeux et perspectives*, Colloque organisé au Ceri en juin 2007.

2. Voir le document intitulé *World Wide Military Deployment* à l'adresse Internet suivante : <http://www.globalsecurity.org/military/world/deploy.htm>. Il faut toutefois noter que sont comptabilisées les troupes déployées dans les DOM/TOM. Si ces dernières ne doivent pas être considérées comme des troupes à l'étranger, il n'en reste pas moins que la présence militaire française reste globale du point de vue géographique.

tralité de la défense française au sein de l'UE et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) est reconnue et appréciée par les alliés. Notre but a d'abord été de clarifier le concept de centralité pour que les interlocuteurs puissent se positionner clairement. Les Italiens par exemple ont répondu que la France jouait effectivement un rôle central au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul), aux côtés de l'Italie d'ailleurs. Tous nos interlocuteurs ont également reconnu le rôle central et essentiel de la France dans la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Le deuxième axe vise à répondre à la question : « *Comment les militaires alliés perçoivent-ils la défense française ?* » Cette question est particulièrement importante puisque les civils (diplomates, décideurs) et les militaires peuvent avoir des perceptions très différentes à propos de leurs alliés respectifs³. Le troisième axe a été structuré autour des questions suivantes : « *Qui s'exprime sur ces sujets et quel est le degré de connaissance entourant la défense française ? Quel est le degré d'objectivité des acteurs qui s'expriment sur la défense française ?* » En fait, la recherche a démontré qu'il est particulièrement difficile d'évaluer le degré d'objectivité des interviewés même si, dans certains cas, les préjugés anti-français étaient perceptibles.

On constate que peu de travaux portent sur la défense française dans les pays étudiés. Les rares recherches portant sur les actions politico-militaires de la France à l'étranger sont quasiment unanimes : l'interventionnisme de Paris vise d'abord à lui permettre de maintenir son rang de grande puissance internationale. Plus spécifiquement, les travaux datés des années 1990 font, pour la plupart, référence à la menace posée au siège français de membre permanent du Conseil de sécurité. Pour justifier sa position face à des États économiquement plus puissants et prétendants à ce statut – comme l'Allemagne et le Japon – la France aurait décidé de démontrer qu'elle méritait son siège en s'impliquant massivement dans des opérations de maintien de la paix (OMP) de l'Onu à l'échelle du globe. Cette argumentation a été populaire autant en France qu'à l'étranger⁴.

3. Ronald HATTO, *Le partage du fardeau de la sécurité transatlantique : les relations franco-américaines à l'épreuve de la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, Paris, Editions Dalloz, 2006.

4. Pascal Boniface, *La France est-elle encore une grande puissance?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998, p. 53 ; Philippe GUILLOT, "France, Peacekeeping and Humanitarian Intervention", *International Peacekeeping*, Vol. 1, No. 1, 1994, p. 34 ; Ronald HATTO, *Le partage du fardeau de la sécurité transatlantique : les relations franco-américaines à l'épreuve de la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, Paris, Editions Dalloz, 2006, p. 220 ; Alex MACLEOD et Hélène VIAU, « *La France : les institutions internationales au service du rang ?* », *Etudes Internationales*, Vol. 30, No. 2, 1999, Pp. 279-301 ; Monique SALIOU, « *La France et l'ONU. Des ambitions mondiales* », *Politique Étrangère*, Vol. 58, No. 3, 1993 ; Thierry Tardy, *La France et la gestion des*

Certaines études soulignent aussi la volonté de la France d'influer sur le processus de création des normes régissant l'ordre international. L'analyse de la politique française face à la crise irakienne de Macleod et Voyer-Léger - à partir de l'approche constructiviste qui les caractérisent - souligne que : « *à travers son appartenance aux institutions internationales, la France se proclame l'un des principaux créateurs de nouvelles normes de la politique mondiale* »⁵. Ce qu'il faut noter ici, c'est que, face à l'invasion américaine d'Irak, c'est la *non-intervention* militaire de la France qui a permis à ses décideurs de se positionner en défenseurs d'une certaine normativité internationale. L'instrument militaire peut donc être utilisé comme outil d'influence par la négative. En d'autres termes, en n'étant pas utilisé dans une opération non autorisée par le Conseil de sécurité.

Certains travaux anciens, comme ceux de Kalevi Holsti et de Robert Jervis, mettant l'accent sur l'importance de l'auto-perception nationale par les décideurs pour expliquer la politique étrangère d'un État, peuvent également servir à l'analyse des perceptions de la France par ses alliés⁶. Holsti et Jervis sont des précurseurs du constructivisme en relations internationales puisque chacun à sa manière insistait soit sur *l'identité collective* (Holsti et son concept de rôle national), soit sur l'importance des *interactions* entre acteurs (Jervis et son insistance sur les biais perceptuels)⁷. Les travaux plus récents de Jonathan Mercer sur la *réputation* des États sur la scène internationale peuvent eux aussi être mobilisés pour comprendre le positionnement de la France et surtout les *perceptions* de ses alliés à son égard⁸.

conflits yougoslave (1991-1995). Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'Onu, Bruxelles, Bruylant, 1999, p. 67 ; Paul TAVERNIER, *Les casques bleus*, Paris, PUF, 1996, p. 119 ; Rachel UTLEY, "The New French Interventionism", *Civil Wars*, Vol. 1, No. 2, 1998, Pp. 84-85 ; Pia Christina WOOD, "France" in David S. SORENSON & Pia Christina WOOD (dir.), *The Politics of Peacekeeping in the Post-Cold Era*, Londres Frank Cass, 2006, p. 71.

5. Alex MACLEOD et Catherine VOYER-LEGER, « *De la raison à la reconnaissance. Comprendre l'opposition de la France à l'intervention en Irak* » in Alex MACLEOD et David MORIN (dir.), *Diplomatie en guerre. Sept États face à la crise irakienne*, Outremont, Athéna Editions, 2005, p. 152.

6. Kalevi J. HOLSTI, "National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy", *International Studies Quarterly*, Vol. 14, No. 3, 1970, Pp. 233-309 ; Robert JERVIS, *The Logic of Images in International Relations*, New York, Columbia University Press, 1970.

7. À cet égard, la présence du sociologue Erving Goffmann dans le jury de soutenance de thèse de Robert Jervis est représentative de l'orientation interactionniste de ce dernier.

8. Jonathan MERCER, *Reputation and International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1996. Étant donné la position controversée de Mercer, son livre a donné lieu à un débat animé. Voir Dale C. COPELAND, « Do Reputations Matter? », Paul K. HUTH, « Reputations and Deterrence : A Theoretical and Empirical Assessment »

Malgré l'ancienneté de l'article de Kalevi Holsti, celui-ci reste utile puisqu'il met en évidence l'interaction qui existe entre l'acteur agissant (la France par exemple) et la structure internationale qui exerce des contraintes et des prescriptions sur cet acteur, qu'il s'agisse des normes légales internationales, des attentes d'autres gouvernements ou de l'opinion publique internationale⁹. Pour Holsti, contrairement à l'acteur social qui occupe une *position* dans un contexte social bien structuré, les États se caractérisent davantage par leur *statut* dans l'ordre international. La France aurait donc actuellement le statut de puissance moyenne et les États-Unis celui de superpuissance ou de puissance globale. Ceci a pour effet d'influencer non seulement l'auto-perception des décideurs français mais aussi celle des alliés de la France.

Ainsi, une puissance moyenne comme la France qui chercherait à se comporter comme une superpuissance pourrait courir le risque de ne pas être prise au sérieux ou de susciter l'impatience de ses partenaires. L'exemple de Jacques Chirac, qui avait réagi aux divisions internes de l'Europe lors de la guerre en Irak en soulignant que la Bulgarie et la Roumanie « *ont manqué une bonne occasion de se taire* » en plus de les accuser de « *ne pas être très bien élevés et d'être inconscients des dangers d'un trop rapide alignement sur la position américaine* », avait eu pour effet de soulever l'ire des alliés d'Europe centrale et orientale. Bien entendu, ce qui est vrai au plan diplomatique l'est aussi au plan militaire. Si la France a des prétentions globales alors que ses moyens militaires sont ceux d'une puissance régionale, ses alliés pourraient, ici aussi, soit être amusés par la rhétorique de Paris, soit être irrités par les prétentions de la France et le décalage entre son discours et ses moyens réels.

Ce qu'appelle Holsti la *performance du rôle national* (les décisions et les actions de politique étrangère) est donc influencée par le statut de l'État et par les prescriptions provenant de l'environnement extérieur. La France est intéressante lorsqu'on l'analyse à partir du modèle de Holsti dans la mesure où la défense du rang a semblé être une attitude fixe chez pratiquement tous les gouvernements depuis de

et Jonathan MERCER, « Reputation and Rational Deterrence Theory », *Security Studies*, Vol. 7. No. 1, 1997, Pp. 33-71, 72-99 et 100- 113.

9. Kalevi HOLSTI, *op. cit.*, p. 243.

Gaule¹⁰. Or, pour Holsti, la conception du rôle national ne doit pas être considérée comme une attitude fixe de tous les gouvernements qui conduirait invariablement aux mêmes types d'actions dans tous les domaines d'activités¹¹. Pourtant, s'il est vrai que la politique étrangère de la France a évolué, il n'en reste pas moins qu'elle est depuis longtemps marquée par la perception du rôle national de la France, souvent défini en termes de responsabilités. Responsabilités découlant de son rang de puissance moyenne mais globale et défendant des valeurs humanistes.

L'analyse de Holsti souligne toutefois qu'un État actif sur la scène internationale tend à prétendre jouer plusieurs rôles différents dans la politique mondiale. En 1970, la France cherchait ainsi à jouer trois rôles principaux : celui d'équilibreur (*Balancer*) entre les deux blocs, celui d'acteur actif mais indépendant (*Active Independent*) et celui de développeur (*Developer*). Ce dernier rôle visant à aider les pays en développement à améliorer leur situation économique et sociale. Il n'est pas impossible d'établir un parallèle entre la politique étrangère française de cette époque et celle de la période actuelle. La volonté affichée par le président Chirac après l'intervention américaine en Irak de favoriser l'émergence d'un monde multipolaire ressemble à la volonté du général De Gaulle de jouer au *Balancer*. Quant à la volonté d'être actif et indépendante sur la scène internationale, cette situation n'a pas énormément changé sauf en ce qui concerne la place de l'Union européenne dans la politique étrangère de Paris. La France semble toutefois projeter sur l'UE son ancienne volonté d'être active et indépendante (des États-Unis ou de l'Otan). Finalement, la France continue de se considérer comme un acteur relativement important de l'aide au pays en développement.

Enfin, l'implication militaire de la France dans des opérations extérieures semble également viser à exercer une certaine influence sur l'avenir des régions ou des pays où se déroulent les interventions. Déjà en 1991, l'intervention militaire des Français aux côtés des Américains dans la guerre du Golfe n'a pas été entreprise sans réticences et débats. Selon toute vraisemblance, le gouvernement français a choisi

10. À noter que le *Livre blanc* de 2008 ne fait pas référence au rang de la France et que le ton général de ce document est plus modeste que celui du *Livre blanc* de 1994.

11. *Ibid*, p. 254.

de s'impliquer, entre autres raisons, pour avoir un mot à dire dans le règlement d'après-guerre. Ainsi, afin de permettre à Paris d'exercer son influence dans la reconstruction de l'Afghanistan et dans le développement de la région après l'intervention internationale de l'automne 2001, une participation militaire était essentielle¹².

En ce qui concerne l'évaluation de l'importance de la réputation des États dans les relations internationales, elle varie selon les auteurs. Jonathan Mercer souligne dans *Reputation and International Politics* qu'elle n'est pas aussi importante que le laisse croire certains analystes comme Thomas Schelling. Selon Mercer, la réputation en relations internationales n'a pas tellement d'importance pour deux raisons : 1) les *adversaires* ne cessent pas de croire à la détermination d'un État, et ce même si celui-ci recule par rapport à ses engagements initiaux ; 2) les *alliés* de ce même État peuvent de ne pas croire à sa loyauté et à sa fidélité malgré son soutien diplomatique et politique. Dale Copeland, dans sa critique du livre de Mercer, souligne que cet argument a été avancé par certains théoriciens pendant la guerre froide pour discréditer les guerres de Corée et du Vietnam. D'une part, les alliés des États-Unis n'ont pas été impressionnés par l'implication américaine (certains y ont même été hostiles) dans ces deux conflits et d'autre part, l'Union soviétique, dans le cas d'une absence d'intervention américaine, n'en aurait pas moins cru à la détermination de Washington de l'affronter au plan global¹³. À noter que les entretiens ont permis de valider en partie l'argument avancé par Jonathan Mercer. Certains alliés (Américains et Italiens en particulier) hésitent parfois à croire en la loyauté de la France malgré son investissement aux côtés de ses alliés.

D'autres analyses montrent que la réputation d'un État est importante autant pour les adversaires que pour les alliés. Par exemple, pour que la diplomatie coercitive soit efficace elle doit être mise en œuvre par des États qui ont la réputation de respecter leurs engagements. En effet, la crédibilité d'une menace est fonction de la réputation de ceux qui la profèrent. Si ces derniers ont la réputation de reculer à la moindre difficulté et de ne pas punir les comportements déviants, les acteurs menacés auront tendance à douter de la volonté des États à

12. Pia Christina WOOD, "France", *op. cit.*, Pp. 86-87.

13. Dale C. COPELAND, « Do Reputations Matter? », *op. cit.* p. 33.

exécuter leurs menaces. Les Serbes de Bosnie ont d'ailleurs profité du manque de cohésion et de détermination des alliés occidentaux entre 1993 et 1995 pour avancer leur stratégie malgré les avertissements constants de l'Otan. Les Occidentaux ont acquis la réputation de ne pas être fermes face aux manquements des Serbes à respecter les exigences qui leur étaient imposées et n'ont pas réussi à convaincre qu'ils étaient prêts à payer le prix des frappes aériennes¹⁴.

Dans une veine moins guerrière, Robert Keohane attire l'attention sur l'importance de la réputation dans le fonctionnement normal des relations internationales. Pour Keohane, étant donné les conditions d'incertitude et de décentralisation (anarchie) qui caractérisent la scène internationale, les gouvernements, s'ils veulent établir des échanges (économiques, politiques, stratégiques), doivent la plupart du temps s'en remettre à la fiabilité de leurs partenaires potentiels. C'est ici que la réputation des États entre en jeu. Les échanges et la coopération sont plus faciles avec les États qui ont la réputation de respecter leurs engagements qu'avec ceux qui ont un passé douteux à cet égard¹⁵. Ainsi, même les gouvernements égoïstes ou peu enclins à défendre leur honneur ont intérêt à respecter les règles du jeu international (droit, régimes internationaux, traités) afin d'entretenir leur réputation d'acteurs fiables. De plus, les États peuvent défendre divers types de réputation comme celle d'allié militaire fiable par exemple¹⁶.

La réputation d'un État est donc un élément important dans les relations internationales. C'est pourquoi la France cherche à se montrer respectueuse du droit international et loyale à l'égard de ses alliés¹⁷. Cela accentue son influence auprès des États qui ne sont pas directement liés à elle, à l'Onu par exemple, et auprès de ses alliés. Son intervention militaire en Afghanistan peut ainsi être perçue comme un soutien à son allié américain mais aussi un message envoyé aux autres États membres de l'Otan. Cette implication dans une région qui ne fait pas partie de sa zone traditionnelle d'influence s'explique

14. Ronald HATTO, *Le partage du fardeau de la sécurité transatlantique : les relations franco-américaines à l'épreuve de la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, *op. cit.*, p. 216.

15. Robert O. KEOHANE, *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 105.

16. Gregory D. MILLER, "Hypotheses on Reputation: Alliance Choices and the Shadow of the Past", *Security Studies*, Vol. 12, No. 3, pp. 40-78.

17. Frédéric CHARILLON, *Peut-on choisir sa loyauté en politique étrangère ?*, Colloque AFSP-SEI « La loyauté dans les relations internationales », 28 et 29 octobre 2000, 15 pages.

donc davantage par une démonstration de loyauté envers les États-Unis ou de fiabilité comme allié que par une volonté de puissance. Le but étant d'assurer sa réputation d'allié fiable et prêt à payer le prix fort (financièrement et humainement) pour lutter contre le terrorisme en reconstruisant l'Afghanistan.

Pour améliorer leur réputation, les États (mais aussi les organisations internationales) peuvent mettre en œuvre des stratégies de diplomatie publique. Ce type de diplomatie vise à promouvoir l'intérêt national d'un État par la compréhension, l'information et l'influence des publics étrangers. La diplomatie publique n'est pas nouvelle. L'image des nations, des royaumes ou des États a toujours été importante pour les décideurs. Jan Melissen souligne que la France a été une des premières nations modernes à promouvoir son image à l'extérieure dès le XVII^e siècle sous Louis XIV¹⁸. La diplomatie publique est l'un des instruments du *soft power*. Cette forme de puissance repose sur la séduction et sur la capacité d'influence par l'attraction (culturelle ou idéologique par exemple). Il s'agit donc, pour les acteurs de la diplomatie publique, d'améliorer l'image d'un pays à l'extérieur afin de renforcer son pouvoir d'attraction politique. Un État disposant d'un bon capital de *soft power* devrait ainsi détenir une plus grande capacité d'influence politique sur la scène internationale. La diplomatie publique permet également, en améliorant l'image d'un pays, de modifier la *perception* de ce pays par les gouvernements et les opinions publiques à l'étranger.

Un autre concept qui découle de celui de diplomatie publique est celui de *nation-branding or re-branding* (en traduction libre – image de marque). La pratique du *nation-branding* implique un effort de coordination encore plus grand que la diplomatie publique. Cette dernière est la plupart du temps initiée par les décideurs alors que le *branding* repose sur la mobilisation de toutes les forces d'une nation afin de contribuer à la promotion de son image à l'étranger. Jan Melissen observe que « *le nation-branding et la diplomatie publique sont des concepts très proches. Cela explique pourquoi les ministères des affaires étrangères de nombreux pays ont commencé à s'intéresser au lien entre nation-branding et diplomatie publique* »¹⁹. Le politologue néerlandais Peter van Ham a exploré le lien

18. Jan MELISSEN, « The New Public Diplomacy: Between Theory and Practice » in Jan MELISSEN (dir.), *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, p. 3.

19. *Ibid.*, pp. 19-20.

entre diplomatie publique et *branding* dans son étude sur la montée en puissance du *Brand State*. Van Ham souligne que « *de nos jours, les individus, les compagnies, les villes, les régions et les pays essaient de vendre leurs atouts par des techniques de vente parfois agressives. Avoir une mauvaise réputation ou ne pas en avoir du tout représente un handicap sérieux pour un État qui essaie de rester compétitif sur la scène internationale...* ». On évoque la personnalité d'un État de la même manière qu'on discute des produits de consommation. On peut décrire un État comme étant « *amical, occidentalisé, faible, agressif, voyou* »²⁰. Pour Van Ham, la *marque* apposée à un État ou à une organisation internationale est aussi importante que la marque apposée à un produit de consommation. Mark Leonard souligne pour sa part que tout État ou organisation internationale a besoin d'une marque qui lui est propre. Les États et les organisations internationales auront tendance à entrer en compétition les unes avec les autres pour gagner le « *marché des opinions publiques* ». Selon Leonard, « *les opinions publiques étrangères et l'opinion publique globale sont importantes* »²¹. Sans une image positive, aucun État ou organisation internationale ne peut réaliser ses objectifs efficacement.

Un des objectifs de l'étude et de sonder les opinions de pays alliés concernant la défense de la France. Comment la défense française réussit-elle à atteindre ses objectifs? Est-elle bien perçue chez les alliés? A-t-elle une marque de qualité? Pour répondre à ces questions, nous avons effectué une étude de terrain dans huit pays alliés en Amérique et en Europe auprès de personnes ayant une connaissance au moins sommaire de la France. Le but n'est pas de faire un état de l'art sur les grandes questions de défense (dissuasion, professionnalisation, etc.) mais bien de mettre à jour les perceptions des principaux alliés militaires de la France.

Méthodologie

Les alliés et partenaires retenus pour l'étude sont : l'Allemagne, l'Espagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Le choix des pays s'est effectué de façon assez

20. Peter VAN HAM, "The Rise of the Brand State: The Postmodern Politics of Image and Reputation," *Foreign Affairs*, October 10, 2001. Pour une définition du concept de "nation-branding" voir Benjamin R. BARBER, "Brand America or America the Beautiful? Public Diplomacy in the Obama Era" *Public Diplomacy Magazine*, November 2008, pp. 46-48, www.publicdiplomacymagazine.org

21. Mark LEONARD, "Diplomacy by Other Means", Phil Taylor Website, The Institute of Communications Studies, University of Leeds, UK, 2005 paper available at <http://ics.leeds.ac.uk/papers/vp01.cfm?outfit=pmt&folder=7&paper=1062>.

spontanée et est basé sur l'utilisation d'un modèle concentrique qui explique l'intérêt que porte la France à ses alliés. La défense française pourrait ainsi être modélisée comme se situant au centre de cercles de plus en plus éloignés.

Le premier cercle est le triangle Berlin – Londres – Paris sans lequel la Politique européenne de sécurité et de défense est quasiment impossible. À part la Suède, qui est un État neutre mais membre de l'UE (donc forcément impliqué dans certaines opérations aux côtés de la France comme dans les Balkans et en Afrique), les États retenus ont tous des capacités militaires assez importantes et ils sont tous impliqués dans des opérations extérieures²².

Le deuxième cercle, plus éloigné que le premier ou moins essentiel pour la défense française, est celui constitué des puissances maritimes méditerranéennes que sont l'Espagne et l'Italie. Ces deux derniers pays jouent un rôle important dans la stabilité régionale et ils sont impliqués aux côtés de la France dans des missions de maintien de la paix (au Liban avec la Finul 2 par exemple). On peut se demander si la Pologne n'est pas en passe de devenir un quatrième membre de ce deuxième cercle étant donné son implication dans de nombreuses opérations conjointes et l'approfondissement des liens entre les deux pays.

Enfin, le troisième cercle comprend les pays moins directement essentiels pour la défense française. Ici nous retrouvons les pays comme la Roumanie et la Suède. Cette dernière est ce que l'on pourrait appeler *une petite grande puissance* du fait de son histoire. Qui plus est, la Roumanie comme la Suède sont impliquées dans de nombreuses opérations multilatérales. Au Tchad, la Suède a presque obtenu le commandement de la force de l'UE. Cela atténue donc grandement le statut d'État neutre de la Suède et la rend d'autant plus intéressante pour notre étude²³. Les entretiens avec les Suédois ont même permis de comprendre qu'une adhésion de la Suède à l'Otan devenait possible.

22. La Suède possède des forces armées très bien entraînées et équipées avec le meilleur matériel mais en termes numériques, ses forces armées sont peu nombreuses comparées à celles des autres pays étudiés.

23. Nous avons appris que la Suède pourrait rejoindre l'Otan d'ici quelques années. Elle pourrait essayer de le faire si la Finlande rejoignait l'Alliance. Le gouvernement suédois actuel est très « atlantiste ». L'opinion publique l'est beaucoup moins. Si la Finlande rejoignait l'Otan, le gouvernement suédois pourrait essayer de convaincre la population que la Suède ne peut plus rester le seul pays scandinave à l'extérieur de l'Otan.

La plupart de ces pays (sauf l'Allemagne et la Suède) ont fait partie de la coalition mise sur pied par les États-Unis lors de l'intervention en Irak en 2003. Ce qui n'a pas été sans créer des tensions entre Paris et certaines capitales (comme Bucarest, Varsovie et Washington par exemple). Le but est donc de sonder les opinions en provenance de ces pays qui ont des relations de nature différente avec la France.

Un des objectifs de l'étude est de mettre en lumière les points communs et les divergences qui existent dans les perceptions qu'ont les alliés sur les forces et les faiblesses de la politique de défense de la France. Pour ce faire, nous avons élaboré un questionnaire dont le but est de nous éclairer sur les perceptions des alliés à l'égard de la défense de la France. Nous avons donc utilisé des questions ouvertes car elles laissent une plus grande liberté à nos interlocuteurs qui peuvent s'exprimer dans leurs propres mots, faire des nuances et structurer eux-mêmes leurs réponses. Pour maximiser la qualité de nos entretiens, nous avons utilisé un questionnaire qui favorise le déroulement de la conversation entre les interlocuteurs. Les questions ont été ordonnées des plus simples aux plus compliquées et dans un ordre allant du concret (objectif) au subjectif (Voir tableau numéro.1).

La première partie du questionnaire vise à déterminer le degré de connaissance de la défense française de nos interlocuteurs. Les deux premières questions ayant une portée étendue, les réponses ont souvent abordé des sujets qui reviennent plus loin dans le questionnaire. C'est pour cette raison que le compte-rendu pourra sembler répétitif par endroit. Le choix étant de respecter le contenu des entretiens, il en résulte quelques redondances. Dans le même temps, ces répétitions permettent de mettre en lumière certains points qui apparaissent importants pour les interviewés et d'ainsi faire apparaître plus clairement les perceptions réelles des alliés.

La deuxième partie du questionnaire s'intéresse aux perceptions plus personnelles des interviewés à propos de la défense française. Les questions portent sur des sujets moins factuels et davantage liés à la subjectivité des personnes interrogées. C'est pourquoi les réponses sont plus variées que dans la première partie. La question la plus controversée concerne la force de dissuasion nucléaire française. Les réponses ont varié non seulement entre les pays mais aussi entre les personnes interrogées d'un même pays. Au final, il ressort

de l'étude que la défense française est très bien perçue par à peu près tous les alliés, et ce, malgré de légères variations entre pays.

Nous avons tenté de ne pas dépasser le seuil des quarante minutes car passée cette limite les réponses tendent à être influencées par la fatigue de l'interviewé²⁴. Le questionnaire nous a également permis de suivre de près les trois axes de la recherche que nous avons défini auparavant. Nous sommes conscients des limites de l'entretien comme mode de connaissance (biais, manque d'honnêteté des réponses). En revanche, ce type de méthode de recherche était approprié pour le sujet de l'étude (les « perceptions » de la défense française par ses alliés).

En plus des entretiens, nous avons aussi effectué une analyse documentaire des sources primaires (documents officiels, discours, articles de journaux²⁵ et secondaires (articles scientifiques, livres) provenant des pays alliés étudiés. Par croisement des sources, nous sommes arrivés à un certain degré de précision dans l'analyse des perceptions des alliés de la France. À partir de ces résultats, nous avons pu formuler à la fin de l'étude des recommandations claires et précises sur les stratégies à adopter pour améliorer l'image de la France auprès de ses partenaires et alliés.

Les interviews effectuées ont permis de dégager certaines pistes de réflexion concernant les perceptions de la défense française par ses alliés. L'étude de terrain s'est déroulée du mois de novembre 2008 au 22 juillet 2009. Plusieurs rencontres ont été organisées au sein des ministères de la défense et des ministères des affaires étrangères en Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pologne, Roumanie, Suède et États-Unis. Deux missions de terrain au Conseil de l'Union européenne nous ont permis de rendre compte de la manière dont la contribution militaire et les capacités de la France sont perçues au Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne (DG Relations extérieures). Ce terrain n'a pas été essentiel pour l'étude car il s'agit d'une perception émanant de Bruxelles et non pas direc-

24. Cela s'est vérifié dans les cas où les entretiens duraient plus longtemps que prévu. Lorsque les interviewés étaient nombreux (table-ronde), les entretiens étaient plus longs et les dernières réponses tendaient à être de plus en plus courtes

25. Cette analyse a surtout couvert les articles relatifs au retour de la France dans l'Otan étant donné la popularité du sujet.

tement des capitales des pays alliés comme le mentionne l'intitulé de l'étude. De plus, s'il fallait mettre l'accent sur les perceptions qu'on retrouve au sein de l'UE, il aurait fallu insister sur les perceptions au siège de l'Otan à Bruxelles. Le temps consacré à cette étude (12 mois) et les événements récents (retour dans le commandement intégré) nous ont forcés à insister sur les perceptions de la défense française telle qu'elle ressort des capitales des pays alliés.

Au total 63 personnes ont été interviewées. Il s'agit d'un échantillon non-représentatif des élites politico-militaires, des analystes politiques et de journalistes spécialistes des questions de défense. On distingue trois groupes d'interlocuteurs. Il s'agit d'abord des attachés militaires (anciens ou actuels) en France ainsi que des officiers des pays alliés en échange au sein du Collège interarmées de défense (CID). Ces derniers possèdent en général une très bonne connaissance de la France et de la défense française. Notre étude de terrain a donc été complétée par des entretiens réalisés à Paris dans certaines ambassades (Allemagne, Italie, Suède, États-Unis).

Un deuxième groupe est constitué par les hauts fonctionnaires des ministères de la défense et des ministères des affaires étrangères. Ce groupe est le plus hétérogène car il s'agit à la fois de civils et de militaires, de chefs de départements et de directeurs au sein de ces ministères ou d'anciens militaires qui ont participé aux missions conjointes de l'UE ou de l'Otan avec des collègues français. Certains étaient spécialistes de l'Otan, de la PESD ou des questions de défense en général. D'autres travaillaient au sein des départements responsables des relations bilatérales ou dans les sections de l'acquisition et du développement des technologies et du matériel de défense. Le deuxième groupe fut le plus intéressant du point de vue de la spontanéité des réponses. Enfin, le troisième groupe concerne les analystes politiques que nous avons rencontrés dans les think tanks des différents pays et (rarement) les journalistes.

Les réponses à certaines questions (9 et 13) ont pu être quantifiées et présentées sous forme de graphiques qui permettent une meilleure lecture des perceptions. Dans la mesure du possible nous avons essayé de respecter un équilibre pour chaque pays étudié entre le personnel civil et les militaires. Certains terrains (Espagne, Pologne, Suède) ont été plus difficiles que d'autres et le nombre de personnes

interrogées à été moindre qu'en Allemagne, aux États-Unis, en Italie et en Roumanie. La plupart de nos interlocuteurs ont souhaité que leur anonymat soit respecté.

Tableau N° 1 Questionnaire

A. Version française

1ère Partie. Mesures objectives

- 1) Quel est le **budget** de la défense de la France ?
- 2) Comment évaluez-vous les forces armées françaises ?
- 3) La professionnalisation des armées françaises a-t-elle modifié leurs possibilités d'intervention ?
- 4) À combien d'**opérations extérieures** (nationales et multilatérales) la France participe-t-elle ?
- 5) Combien de soldats français sont déployés dans les opérations de paix de l'Onu ?
- 6) Quelles est la contribution militaire française à l'Otan ?
- 7) Quelles est la contribution militaire française à l'UE ?

2ème Partie. Mesures subjectives

- 8) Les capacités de défense françaises sont-elles importantes pour l'Europe de la défense ?
- 9) La politique de défense française est-elle davantage : « européenne », « atlantique » ou « globale » ?
- 10) La France est-elle un allié fiable de l'Otan ?
- 11) La France s'implique-t-elle suffisamment aux marges orientales de l'Europe ?
- 12) La force française de dissuasion nucléaire joue-t-elle un rôle important dans la sécurité européenne et transatlantique ?
- 13) Quelle « arme » (armée, aviation, marine) est la mieux adaptée au contexte international actuel ?
- 14) Que pourrait faire la France pour améliorer ses capacités de défense ?
- 15) Globalement, quelles sont vos perceptions de la défense française ?

B. Version anglaise

Part. 1 Objective Indicators

- 1) How do you evaluate the French defense budget?
- 2) How do you evaluate the strength of the French forces?
- 3) Do you think French forces professionalization modified their intervention's capacity?
- 4) Do you know where France is involved in military operations (national and multinational)?
- 5) Do you know how many French troops are deployed in United Nations PK operations?
- 6) What would you say France contributes to NATO (militarily)?
- 7) What would you say France contributes to the EU (militarily)?

Part. 2 Subjective Indicators

- 8) Would you say that French defense capacities are important for ESDP?
- 9) Do you think French defense policy is rather 'European', '*Atlanticist*' or 'Global'?
- 10) Is France a reliable NATO ally?
- 11) Do you think France is sufficiently involved at the Eastern margins of Europe?
- 12) Does France nuclear deterrence play an important role in European and Transatlantic security?
- 13) Which branch (air force, army or navy) of the French forces is better adapted to the new international environment?
- 14) What do you think France could do to improve its defense capabilities?
- 15) Globally, what are your perceptions of French defense?

PERCEPTIONS OBJECTIVES DE LA DÉFENSE FRANÇAISE

L'objectif de cette section est double : il s'agit en premier lieu d'identifier des indicateurs objectifs qui permettent d'évaluer si les efforts français (Opex, contribution militaire à l'Otan et à l'UE, modernisation des armées) sont connus à l'étranger et ensuite de comprendre les facteurs qui influencent la perception de la défense française chez les alliés de la France.

Budget de la défense et évaluation des armées françaises

Le budget et les forces et faiblesses des armées étant les éléments les plus élémentaires de la défense d'un pays, il a semblé logique de commencer la recherche par ces questions. La deuxième question a toutefois évolué au cours de l'étude. Elle portait initialement sur les effectifs (le nombre de soldats) des forces françaises (*Comment évaluez-vous les forces armées françaises ?*). Or, les réponses des interviewés s'orientant naturellement vers une évaluation plus générale des

forces et des faiblesses des armées françaises, nous avons modifié la question en conséquence. Cette réorientation a débouché sur des réponses plus riches et plus élaborées. Il faut noter que les réponses sur le budget ont varié d'une personne à l'autre. Les réponses les plus intéressantes pour l'étude sont celles s'étant éloignées de la question posée pour se permettre des variations sur celle-ci. L'évaluation du budget de la défense de la France n'a de pertinence qu'à partir de ce que ce pays veut faire dans le monde. Si toutes les personnes interrogées n'ont pas formulé leur réponse de cette façon, la plupart semblaient avoir cette idée en tête avant de répondre. Une autre caractéristique de cette sous-section est qu'elle a aussi fortement reposé sur une comparaison de la France avec les pays d'origine des interviewés. Ainsi, mis à part les États-Unis et la Grande-Bretagne, tous les autres alliés considèrent le budget de la défense et les forces françaises comme étant très positifs. En termes relatifs, la France se positionne donc particulièrement bien par rapport à ses alliés.

Étant donné l'étroite coopération franco-allemande dans le domaine de la défense, la majorité des personnes interviewées au sein des ministères allemands des affaires étrangères, de la défense ainsi que les journalistes ont une très bonne connaissance de la défense française.

Pour ce qui est de la connaissance et de l'évaluation du budget alloué par la France à la défense, la plupart de nos interlocuteurs l'évalue entre 1,4 % et 2,7 % du PIB tout en spécifiant que le budget français de la défense est comparable à ceux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Le budget de la France est *adapté* en fonction de ses besoins qui sont différents de ceux de l'Allemagne, de l'Espagne ou de l'Italie. Comme la Grande-Bretagne, en plus d'être une puissance nucléaire, la France est un des pays qui a le plus de soldats déployés dans le monde. Le budget alloué à la défense vise donc à satisfaire ces besoins²⁶.

La France apparaît comme étant un des pays européens ayant le plus de moyens financiers pour la défense. Les ambitions de la France en matière de défense paraissent cependant trop grandes par rapport

26. *Responsable de la direction relations politico-militaires et bilatérales*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

à ses moyens financiers et matériels²⁷. Cette situation est fréquente et elle renvoie à ce que les Anglo-Saxons appellent le « *ambition/capability gap* ». Cela pourrait d'ailleurs expliquer le blocage de certaines décisions en Afghanistan (comme le déploiement des AWACS) pour des raisons financières. En revanche, nos interlocuteurs allemands reconnaissent que le *Livre blanc* de la défense 2008 semble avoir renoncé à la « *rhétorique pompeuse de 1994* » en faveur d'une approche plus pragmatique qui confère à la France le rôle d'allié important qui ne dépense plus ses moyens financiers pour maintenir sa réputation ou son rang²⁸. Les dépenses en matière de recherche et développement de même que dans l'armement et l'équipement y sont considérées comme des investissements stratégiques et cela est une évolution positive.

La vision allemande des capacités militaires de la France est celle d'une des armées les plus performantes des pays de l'Otan. La France a la réputation de posséder d'excellentes forces armées. Le déploiement rapide des forces françaises en situation de crise de même que la présence continue de la France dans des régions sensibles (Afghanistan, Afrique, Kosovo), témoigne d'une grande capacité en termes de personnels (*man power*)²⁹. Qui plus est, la France a été et continue d'être le leader dans un nombre important de missions multinationales. Les contingents français déployés à l'étranger sont perçus comme une force importante³⁰. Les perceptions allemandes sont donc positives en ce qui concerne les deux premiers indicateurs du questionnaire puisque le budget de la défense est adapté aux besoins de la France. Ses forces armées sont nombreuses, professionnelles et très flexibles.

Les perceptions espagnoles sont également plutôt positives. Malgré une note discordante soulignant que le budget de la défense français était insuffisant pour les visées globales de la France, la perception dominante est que, comparé à l'Espagne, le budget français est plus que suffisant³¹. Pour les fonctionnaires espagnols, la France

27. *Desk Officer Sécurité et Défense Otan et UE*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

28. *Directeur adjoint du département PESD*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

29. *Directeur du département PESD*, ministère des affaires étrangères, 22 janvier 2009. Journaliste spécialiste des questions de Défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009.

30. *Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

31. *Colonel chef du DPTO. De Organizacion y Liderazgo/ESFAS et Colonel, Armée de l'air, Centre Supérieur d'études de la Défense nationale, état-major des armées*, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009. L'élément

est le modèle à suivre en Europe et au sein de l'Otan. Son volontarisme et sa capacité à mener à bien la plupart de ses opérations extérieures devraient être imités. Le budget de la défense français reflète cette implication politico-militaire dans les affaires du monde. La France veut rester une grande puissance et elle fait le nécessaire au niveau du budget de la défense. La France continue de démontrer une véritable volonté d'employer ses forces armées pour défendre ses intérêts et pour respecter ses engagements multilatéraux (alliés, Onu). Une des limites de la défense française concerne les hésitations de la France à partager le fardeau des tâches en Afghanistan en ne participant pas aux opérations des *Provincial Reconstruction Teams* (PRT)³².

Pour les militaires espagnols, les capacités militaires de la France s'inscrivent parmi les meilleures du monde. La France et la Grande-Bretagne ont de loin les deux meilleures armées d'Europe. Les forces françaises sont très complètes puisqu'elles vont de la gendarmerie aux forces nucléaires en passant par la Légion étrangère. La France a donc des forces hautement professionnelles et rapidement déployables. Ses armées placent d'ailleurs la France parmi les grandes puissances. Les forces françaises sont également interopérables et la coopération de l'armée avec la marine est remarquable. Les militaires espagnols ont insisté pour souligner que le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan était une très bonne nouvelle pour l'Alliance mais également pour la PESD. Pendant l'absence de la France, l'Otan a connu quelques problèmes de coordination qui disparaîtront très rapidement avec le retour de cet acteur central. La France est perçue en Espagne comme l'une des principales puissances militaires du monde et comme un acteur incontournable de la sécurité transatlantique³³.

Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, elle est l'un des États les plus importants dans l'environnement de la sécurité euro-atlantique. Comme la France, elle a une longue tradition militaire et un empire

central pour les Espagnols à propos du budget de la défense français est de savoir ce que le président Sarkozy veut faire avec les forces armées. Si le budget est suffisant en termes relatifs, peut-être ne l'est-il pas par rapport aux objectifs de la stratégie nationale de sécurité du *Livre blanc* de 2008.

32. *Deputy Director General for Security Affairs*, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

33. *Colonel chef du DPTO. De Organizacion y Liderazgo/ESFAS et colonel, armée de l'air, Centre Supérieur d'études de la défense nationale, état-major des armées*, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009. *Deputy Director General for Security Affairs*, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

qui s'est étendu à la grandeur du globe. Les relations entre ces deux grandes puissances ont longtemps été conflictuelles et ce n'est qu'au 20^e siècle qu'elles se sont stabilisées sur un mode coopératif. Les deux États ont connu une perte de prestige et de statut importante après 1945. L'après-guerre a vu la décolonisation mettre un terme aux aspirations de grandes puissances de la France et de la Grande-Bretagne. Ceci ne signifie toutefois pas la fin de la rivalité entre ces deux pays. Cette rivalité est dorénavant plus subtile et elle porte sur des questions d'influence internationale ou, plus fréquemment, régionale. La relation avec les États-Unis étant un des domaines où les rivalités entre la France et la Grande-Bretagne ont été les plus vives. Malgré les apparences (retrait de l'Otan de 1966, Irak en 2003), la France n'est pas un mauvais allié des États-Unis. Elle serait même un de ses plus importants alliés, peut-être même davantage que la Grande-Bretagne à l'heure actuelle³⁴. Or, c'est justement sur ce statut d'allié privilégié des États-Unis que la Grande-Bretagne a toujours misé par rapport à la France.

Pour remplir ce rôle, les capacités militaires sont déterminantes. Les différentes administrations américaines se sont plaintes dans le passé que leurs alliés n'investissaient pas suffisamment dans leur défense. Le problème qui risquait de se poser si cette situation perdurait était de voir les forces américaines capables d'intervenir à distance et par tous temps alors que leurs alliés de l'Otan seraient incapables de les suivre. D'où les critiques américaines à propos d'un déficit au niveau du « *partage du fardeau* » au sein de l'Otan qui ont été récurrentes tout au long de la guerre froide. C'est pour éviter ce type de critiques que les Britanniques se sont dotés de moyens de projection de force substantiels au cours des années 1980 et surtout 1990. La guerre du Golfe de 1991 a ainsi démontré une bonne capacité des forces britanniques à suivre les troupes américaines et à soutenir des opérations de haute intensité. Les forces françaises ont bien fait mais tout de même moins que leurs homologues britanniques³⁵. L'appui massif de

34. Lieutenant-colonel US Army, Political-Military Country Desk Officer, The Joint Staff, Strategic Plans and Policy Directorate (J-5), Western Europe and Balkans Division, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

35. Les Britanniques semblent particulièrement fiers de cet épisode et ils n'hésitent pas à rappeler les différences qui ont caractérisé les forces des deux pays et la marginalité relative des forces françaises lors de l'assaut terrestre en Irak. L'invasion de l'Irak aux côtés des Américains en 2003 et la participation aux combats initiaux est aussi une source de fierté et un des arguments avancés contre les forces françaises. Ces dernières acceptent les missions où l'adversaire est faible comme en Afrique mais elles reculent devant les vrais défis comme en Irak ou en Afghanistan. Ce genre d'argument était partagé par pratiquement tous les Britanniques interviewés.

la Grande Bretagne aux États-Unis dans l'invasion de l'Irak en 2003 et la participation très active des forces britanniques aux côtés des Américains semblent avoir laissé des marques profondes. C'est du moins l'impression qui ressort des interviews des fonctionnaires et des militaires britanniques.

Pour les Britanniques, le budget français de la défense est semblable à celui de la Grande Bretagne. Il s'agit de deux pays sérieux au plan de la défense puisqu'ils ont les deux budgets les plus importants en Europe. En revanche, la tendance est la même dans les deux pays : une diminution des crédits alloués à la défense³⁶. Toutefois, la présence de la gendarmerie au sein du ministère de la défense français rend la comparaison difficile entre les deux pays. En d'autres termes, la gendarmerie prélève une partie du budget qui ne devrait être accordée qu'à la défense proprement dite. Malgré cela, le budget reste suffisant pour la France et il est l'un des meilleurs en Europe et au sein de l'Otan. La France offre donc une contribution « honnête » (*decent*) à la sécurité transatlantique³⁷. Comme la Grande-Bretagne, la France est un État sérieux et elle a une longue tradition d'intervention. De plus, le public français, comme le public britannique, respecte ses forces armées³⁸. Enfin, le *Livre blanc* de 2008 a l'avantage d'avoir lancé un débat sur les priorités à accorder dans le budget de la défense mais un effort reste à faire pour mieux cibler les priorités de la défense³⁹.

Pour les Britanniques, les forces françaises sont puissantes et compétentes et elles démontrent la volonté de se distinguer (*to be out of the mainstream*) afin de rejoindre les forces américaines et britanniques. Elles sont flexibles et elles s'adaptent facilement sur le terrain et les deux armées travaillent à peu près de la même façon⁴⁰. En revanche, elles n'ont pas encore atteint le même professionnalisme que ces deux armées. Pour ce faire, les forces françaises devraient s'impliquer davantage dans des opérations de haute intensité comme en Irak ou dans le sud de l'Afghanistan. Ce « retard » s'expliquerait par la longue absence de la France du commandement intégré de l'Otan. Au final,

36. *NATO and Europe Policy Division Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

37. *Ibid. et NATO and Europe Policy Division European Union and France, Assistant Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

38. *Ibid.*

39. Entretiens, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

40. *Capitaine, Royal Navy*, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, 7 mai 2009.

les forces françaises sont tout de même meilleures que toutes les autres forces européennes (à l'exception des forces britanniques)⁴¹. De plus, l'arrivée du président Sarkozy et la publication du *Livre blanc* de 2008 a donné lieu à un effort de rééquilibrage des forces françaises qui devrait porter ses fruits assez rapidement⁴². Au *Foreign Office*, la perception est que la rhétorique européenne de la France est trop volontaire comparée aux moyens réellement dégagés pour la PESD. De plus, à budget égal, les forces françaises sont deux fois plus nombreuses que leurs homologues britanniques tout en étant moins flexibles et déployables. Si les deux pays investissent beaucoup dans la recherche et le développement, la France continue de trop investir dans le personnel. Les mesures prises suite à la publication du *Livre blanc* sont définitivement un pas dans la bonne direction⁴³.

En Italie, comme en Espagne, le budget de la défense de la France est perçu comme un exemple à suivre. De plus, l'opinion publique italienne a une perception plutôt positive de l'effort de défense français mais elle aurait tendance à considérer la France comme un « mini États-Unis ». Certains décideurs italiens souffrent d'ailleurs d'une « *French Fatigue* »⁴⁴. La France est vue comme étant sérieuse au plan de la défense mais les Italiens n'ont pas envie d'être dominés par les français. Des frictions auraient d'ailleurs lieu à Vicenze (police européenne) entre gendarmes et *carabinieri*. Enfin, les industriels italiens n'auraient pas envie de rejoindre l'industrie de défense française. Les militaires italiens admettent pour leur part que le budget de la défense est adapté aux besoins de la France. Il représente plus du double du budget italien. Le gouvernement français est très sérieux en ce qui concerne la défense. Les priorités sont clairement formulées et le *Livre blanc* renforce encore la cohérence d'ensemble de la stratégie de défense. En revanche, contrairement à l'Italie, la France doit entretenir ses forces nucléaires et ses contingents dans les Dom-Tom. Cela représente un fardeau supplémentaire pour le budget de la défense français. Néanmoins, le budget français est un budget suffisamment élevé pour être compatible avec les tâches assignées aux

41. *NATO and Europe Policy Division European Union and France, Assistant Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

42. Entretiens, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

43. *Head of European Defence Policy and Institutions. Security Policy Group, Foreign and Commonwealth Office*, Londres, 3 avril 2009.

44. *Directeur de l'Istituto di Affari Internazionali, ancien Secrétaire d'état à la défense*, 21 novembre 2008.

forces armées⁴⁵. Pour les Italiens, « *le budget français est important pour la défense européenne (le deuxième après celui de la Grande-Bretagne). Il s'agit d'un bon budget pour une démocratie* »⁴⁶.

Du point de vue des civils italiens, les effectifs militaires de la France sont néanmoins trop limités par rapport aux besoins de sa défense. Étant donné l'implication des forces françaises dans de nombreuses opérations, les coupures récentes risquent d'affaiblir davantage les capacités d'intervention françaises⁴⁷. D'un autre côté, les militaires sont unanimes pour admettre que la France est l'une des principales puissances militaires européennes (avec les Britanniques). La France est un grand pays qui a d'excellentes capacités militaires et des soldats parfaitement entraînés. De plus, les forces françaises travaillent avec l'Otan depuis longtemps (malgré le retrait du commandement intégré en 1966). Les militaires français sont efficaces et très professionnels et démontrent une réelle capacité à travailler dans les environnements multinationaux conjoints⁴⁸. Sans oublier que la France a une marine qui intervient partout dans le monde et qu'elle a de nombreuses forces pré-positionnées. À cet égard, les possessions françaises (Dom-Tom) sont un véritable atout de la France puisqu'elles lui permettent d'intervenir rapidement à la grandeur du globe⁴⁹. Si les militaires italiens considèrent que le nucléaire est un avantage politique *pour la France* car peu de pays possèdent l'arme « absolue », ils sont partagés à propos du rôle de la force de frappe française. Les armes nucléaires ne sont vraiment pas populaires en Italie et cela transparaît chez les militaires eux-mêmes.

D'ailleurs, à propos du lien entre puissance militaire et influence politique, une des perceptions les plus répandues chez les Allemands comme chez les Italiens est que les forces françaises sont un véritable outil du pouvoir politique (ce qui ne peut pas être le cas dans ces deux pays pour des raisons historiques). Dans le même temps, cet atout

45. *Général de Brigade Aérienne et colonel, Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.*

46. *Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence General Staff, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, 17 juin 2009.*

47. *Directeur de l'Istituto di Affari Internazionali, ancien Secrétaire d'état à la défense, 21 novembre 2008.*

48. *Général de Brigade Aérienne et Colonel, Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.*

49. *Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence General Staff, ministère de la défense, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.*

comporte un risque et il peut se retourner contre le gouvernement si ce dernier décide de trop miser sur l'instrument militaire pour régler les situations conflictuelles auxquelles il est confronté⁵⁰.

En Pologne la perception de la défense française est très positive. La France serait même le modèle à imiter pour le développement des capacités militaires. Les États-Unis étant beaucoup trop puissants pour que la Pologne puisse prétendre un jour les rejoindre en termes d'opérations extérieures, la France joue donc le rôle de modèle⁵¹. « *Le budget de la défense français est un très bon budget. Il est bien supérieur à celui de la Pologne et il se situe au quatrième rang dans le monde après ceux des États-Unis, de la Chine et du Royaume-Uni* »⁵². Malgré les exigences du *Livre blanc* de 2008, le budget reste stable et il suit le taux d'inflation. Il s'agit donc d'un très bon budget de la défense qui fait envie aux militaires polonais. Le budget français représente une contribution positive à la sécurité européenne et transatlantique⁵³.

Les forces françaises sont nombreuses et bien entraînées. La France vient au cinquième rang mondial en termes de capacités militaires. Ceci découle non seulement des effectifs et du matériel mais également de l'indépendance des armées françaises en termes opérationnels. La structure et l'organisation des forces françaises leur permettent d'intervenir pratiquement partout dans le monde. Cette capacité opérationnelle des armées fait en sorte que la France peut « *protéger ses intérêts* » (*France can take care of its interests*)⁵⁴. Les forces françaises sont très performantes (*very capable*) et parmi les plus efficaces en Europe avec les Britanniques. La capacité de la France à soutenir ses forces en opération extérieure (*sustainability*) en fait un exemple à suivre et il s'agit d'une véritable source d'inspiration pour les militaires polonais⁵⁵.

50. *Ibid.*

51. Conversation au ministère des affaires étrangères polonais, Varsovie, 25 juin 2009. Cette perception positive est très répandue au sein des ministères visités en Pologne. La France semble d'ailleurs être mieux perçue que le Royaume-Uni. Un des fonctionnaires rencontré allant jusqu'à se demander si la Grande-Bretagne était vraiment européenne. La Pologne semble donc être « revenue » de son ambition transatlantique pour miser davantage sur la défense européenne.

52. *Directeur du département Otan*, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.

53. *Chef des affaires politique et de l'Otan*, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

54. *Directeur du département Otan*, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.

55. *Directeur de la division union européenne*, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

Pour les Roumains, la France démontre une grande détermination à maintenir son budget de défense constant malgré la crise actuelle. Une des forces de la France en termes budgétaires est l'importance accordée à la recherche et au développement. La France est très active dans ce domaine au niveau européen (*European Defence Agency* – EDA) et elle pousse ses partenaires à l'être aussi. Les Français sont très efficaces en général⁵⁶. Le budget de la France se compare très avantageusement avec celui du Royaume Uni⁵⁷. La France et le Royaume-Uni ont les deux budgets les plus élevés en Europe⁵⁸. De plus, une part importante du budget français est allouée à l'acquisition de nouveau matériel⁵⁹. À plus de 2 % du PIB, le budget de la défense démontre la volonté du gouvernement français d'être un joueur important sur la scène internationale⁶⁰.

Les forces françaises sont puissantes et elles se comparent à celles du Royaume-Uni. Ce sont les meilleures en Europe. Ses effectifs, près de 300 000 personnes, et sa participation dans une quinzaine d'Opex démontrent les capacités militaires de la France. *La Légion étrangère* a été l'une des premières unités à entrer en Irak en 1991 aux côtés des Américains. Les forces terrestres sont donc très visibles sur le plan international. Les forces aériennes sont moins visibles malgré leur participation active en Afghanistan. La marine aussi soutient les opérations en Afghanistan avec le *Charles de Gaulle* et elle possède des sous-marins d'attaque et lanceurs d'engins très sophistiqués. La France est plus puissante que le Royaume-Uni en termes de dissuasion nucléaire⁶¹. Les forces françaises sont parfaitement adaptées aux environnements d'interopérabilité⁶².

Un problème se pose quelquefois au niveau de la faible maîtrise de l'anglais chez les militaires français. Un autre problème soulevé par les Roumains concerne le soutien logistique des forces françaises.

56. *Chef du bureau des activités de coordination de la RTO et de l'EDA. Directeur des programmes techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

57. *Lieutenant-colonel, conseiller du secrétaire d'état à la défense, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

58. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directeur des programmes techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

59. *Colonel, armée de terre, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

60. *Commandant, directeur du service des programmes d'acquisition, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

61. *Ibid.*

62. *Colonel, armée de terre, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

Malgré les efforts récents, il reste du travail à faire de ce côté. Les Roumains - comme petite puissance – souhaiteraient d'ailleurs voir la France pouvoir soutenir ses alliés dans les Opex multinationales (de l'UE par exemple). Cela favoriserait davantage l'interopérabilité entre les armées françaises et les forces des pays alliés. « *Un partage du fardeau pourrait se dessiner avec la France fournissant surtout le soutien logistique et les nouveaux États de l'UE en troupes de combat (infanterie, blindé, génie)* »⁶³. Enfin, une des forces de la France en termes militaires repose sur ses liens forts avec ses anciennes colonies d'Afrique. Cela lui assure une présence sur ce continent à un coût raisonnable. Une autre force qui pourrait bien se transformer en faiblesse concerne l'indépendance et l'autonomie (*self sufficiency*) de sa force de frappe nucléaire. Étant donné les coûts associés au développement et à l'entretien d'une telle capacité, il n'est pas certain que la France pourra conserver cet outil coûteux tout en investissant dans des moyens conventionnels de haute technologie. Elle pourrait être forcée de faire des choix au détriment de ses forces nucléaires⁶⁴.

En Suède, les perceptions de la défense française sont moins positives que dans la plupart des autres pays étudiés. Le budget est assez élevé et la France, comme le Royaume-Uni, fait beaucoup pour sa défense. La perception est toutefois que les Britanniques focalisent davantage sur les déploiements extérieurs alors que les Français tendent à s'intéresser d'abord à leur industrie de défense. Cela a changé récemment et le gouvernement français semble prêt à s'investir avec ses partenaires européens pour développer une industrie d'armement multinationale⁶⁵. De plus, les coupures prévues dans le *Livre blanc* risquent de mettre la défense française en difficulté. « *La diminution des budgets et des effectifs alliée à une augmentation des interventions étrangères françaises (Afghanistan, Somalie contre les pirates) sera difficile à gérer. Le budget français est toutefois dix fois plus important que celui de la Suède et ce budget a du sens car il représente bien les ambitions globales de la France* »⁶⁶. Si la France

63. *Directeur Général, département pour les politiques de défense et la planification*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

64. *Colonel, directeur de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directorat des programmes techniques et des acquisitions*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

65. *Directeur adjoint du département des affaires militaires*, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009. Ce fonctionnaire suédois semblait obsédé par cette question de l'industrie de défense française. L'idée dominante étant que la France cherche surtout à « faire bande à part » du reste des européens ce qui a été contredit par les fonctionnaires et militaires Roumains par exemple.

66. *Colonel de l'armée de terre*, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

veut rester un joueur majeur sur la scène internationale, elle devra probablement augmenter son budget⁶⁷. Or étant donné la situation économique actuelle, il lui sera certainement difficile non de l'augmenter mais bien de le maintenir au même niveau⁶⁸. Sans oublier que ce qu'englobe dorénavant la définition de la défense a évolué et que faire face à ces nouveaux risques et menaces coûtera plus cher⁶⁹.

La perception de la qualité des forces françaises chez les militaires suédois est là aussi plus ou moins positive. Si le côté militaire du ministère de la défense français est lourd (*heavy* dans le sens positif d'être capable d'effectuer des opérations difficiles), son côté civil est beaucoup moins performant⁷⁰. L'argument invoqué ici était encore celui qui consiste à dire que le ministère de la défense en France cherche d'abord et avant tout à favoriser le développement de l'industrie de défense française, au détriment de l'efficacité opérationnelle s'il le faut. Les perceptions au ministère des affaires étrangères sont plus nuancées. Il y est reconnu par exemple que la longue tradition française d'opérations expéditionnaires fait en sorte que les forces françaises sont très bien organisées pour ce genre de missions. En revanche, les forces terrestres (infanterie en particulier) sont surexploitées et à la limite de leur capacité (*overstretched*). Sans oublier les lacunes au niveau du commandement et du contrôle, des hélicoptères et du transport stratégique. Malgré ces faiblesses, les forces françaises restent parmi les meilleures en Europe et elles possèdent de très grandes capacités⁷¹.

Chez l'allié américain on note une bonne connaissance du budget dédié à la défense (2.6 % du PIB) Cependant, du point de vue américain, ce pourcentage est très peu élevé pour un pays qui a pour ambition d'être un acteur important sur la scène internationale. Il paraît donc « *difficile de prendre ses rêves pour la réalité* »⁷². La France n'a pas les moyens

67. Desk Officer, département pour la sécurité et les affaires internationales, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

68. Colonel de l'armée de terre, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

69. Conseiller politique pour la PESD, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

70. Directeur adjoint du département des affaires militaires, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

71. Colonel de l'armée de terre, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

72. Major, US Army, Paris, ministère de la défense. Entretien réalisé à Paris, décembre 2008.

de s'impliquer de manière substantielle sur plusieurs théâtres à la fois et même pour s'impliquer davantage dans la construction de la PESD. Cela est d'autant plus visible si l'on tient compte des pénuries d'équipement. Ainsi, lorsqu'une unité de l'armée française est envoyée en Opex, l'armée doit retirer l'équipement d'autres unités (les « cannibaliser ») pour pouvoir équiper correctement l'unité qui est déployée. Il est toutefois évident que le budget de la France est plus élevé que celui d'autres grands pays européens tels que l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie. Mais ici il s'agit du pourcentage du PIB. Or, dans le cas de l'Allemagne, le PIB est supérieur à celui de la France⁷³. Un chercheur de Washington a pour sa part souligné « *qu'il y avait deux façons de répondre à la question sur le budget français de la défense. Par rapport aux Européens, le budget français est très élevé ; par rapport au Livre blanc de 2008, il est insuffisant* »⁷⁴. Au Pentagone, le budget français est systématiquement comparé avec celui des autres pays de l'Otan et de l'UE. C'est pourquoi la perception est positive. Il s'agit de l'un des meilleurs en Europe (même si le public américain croit que la France ne dépense presque pas pour sa défense)⁷⁵. Ainsi, comparé aux autres budgets européens de la défense, « *le budget français est « respectable » et il permet à la France de remplir ses obligations. En revanche, trop de ressources sont gaspillées (comme aux États-Unis) pour des activités non militaires* »⁷⁶. Enfin, il reste à espérer que le Livre blanc de 2008 permettra d'augmenter le budget et de moderniser les forces armées⁷⁷.

Pour ce qui est des forces armées, les Américains soulignent qu'il serait injuste de comparer la force militaire de la France avec celle des États-Unis, de la Russie ou de la Chine. Cependant, comparée aux autres pays européens de la même taille, les forces armées françaises apparaissent comme étant supérieures aux autres pays tels que l'Allemagne ou l'Italie. Il reste que malgré tout, les ambitions de la France, en tant qu'acteur international, semblent toujours plus grandes que ses moyens. « *Les forces armées françaises ne correspondent pas tout à fait à ses*

73. Colonel, US Air Force, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, décembre 2008.

74. Senior Research Fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington D.C., 1^{er} juillet 2009.

75. Manager, Programmes internationaux, Bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), coopération internationale, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

76. Director for International Cooperation, Office of the Undersecretary for Acquisition, Technology and Logistics, ministère de la défense, 2 juillet 2009.

77. Lieutenant-colonel, US Army, Political-Military Country Desk Officer, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

grandes ambitions »⁷⁸. Au plan de l'efficacité opérationnelle, les armées françaises sont parmi les plus disposées à utiliser la force, elles sont *high-tech* mais malgré cela, elles ne participent pas tellement à des opérations extérieures (*not a lot of boots on the ground*)⁷⁹. Les forces françaises sont également très complètes (air, mer, terre) ce qui leur permet de couvrir un spectre militaire large et de participer à des opérations de haute intensité⁸⁰. Les armées françaises sont fortes, professionnelles et bien entraînées. Elles ont le respect des militaires alliés car elles sont toujours là où on les attend⁸¹. S'il fallait résumer en quelques mots les caractéristiques principales des forces françaises, on peut dire qu'elles sont « projetables », « déployables » et « soutenables » (*sustainable*). Les forces spéciales françaises sont aussi très efficaces en Afghanistan⁸².

La professionnalisation de l'armée française

La fin de la conscription et la mise sur pied d'une armée professionnelle par la France dans la deuxième moitié des années 1990 visait à adapter la politique de défense aux exigences de l'environnement stratégique de l'après-guerre froide. Les difficultés connues par le contingent français lors de la Guerre d'Irak de 1991 n'étant qu'un des exemples de l'inadaptation d'une armée de conscrit dans un environnement qui nécessite une grande flexibilité politique et opérationnelle. Comme le souligne Bernard Boëne, « *lorsque s'achève la guerre froide, en 1989-1990, l'Amérique du Nord, la moitié des États africains, asiatiques et océaniques (notamment ceux du Commonwealth ou influencés par la tradition britannique), un bon tiers des nations d'Amérique latine et du Moyen-Orient sont dotés d'armées professionnelles* »⁸³. En revanche, si l'Europe reste majoritairement attachée au système de la conscription, assez rapidement certains pays du Vieux continent décideront de professionnaliser leurs forces armées. La Belgique en 1992, les Pays-Bas

78. Major, US Army, Paris, décembre 2008.

79. Colonel, US Air Force, *Coopération internationale, regional Manager, Bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique)*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

80. Consultante, *Bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique)*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

81. *Directeur de la coopération internationale, Bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique)*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

82. Lieutenant-colonel, US Army, *Political-Military Country Desk Officer*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

83. Bernard BOËNE, « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et sociopolitique », *Revue française de sociologie*, Vol. 44, No. 4, 2003, p. 648.

en 1993 et surtout la France en 1996. Si cette dernière – mère de la conscription – pouvait abandonner une institution qu'elle avait inventée deux cents ans auparavant, ses alliés pouvaient certainement en faire autant. C'est ce qui explique la cascade de professionnalisation des armées en Europe après celle de la France. L'Espagne en 1997 et l'Italie en 1999 lui ont emboîté le pas. Le Portugal et la Russie ont aussi amorcé un processus allant dans ce sens. Plus récemment c'est la Roumanie qui a fait de même et la Pologne devrait bientôt s'y mettre⁸⁴. La professionnalisation des armées est donc la tendance dominante de l'organisation des armées. Même les Suédois, pourtant très attachés à ce système comme les Allemands et les autres Scandinaves, cherchent à assouplir le système basé sur la conscription.

Il faut noter que Morris Janowitz avait prédit cette tendance à la professionnalisation (et donc à la diminution de la taille) des armées dès le début des années 1970 après l'adoption par les États-Unis de l'All-Volunteer Force⁸⁵. Janowitz se montrait inquiet de la professionnalisation des forces armées américaines. Le risque selon lui était de voir les militaires se couper de la population pour développer une espèce d'élite ou de caste séparée du reste de la société. C'est pourquoi il insistait sur la nécessité d'un contrôle strict des activités des militaires. Janowitz a donc très tôt compris que la professionnalisation des armées était inévitable et qu'il devenait urgent de réfléchir à la redéfinition du rôle des militaires dans ce type d'organisation. Il proposait d'utiliser les nouveaux soldats de métier dans différentes tâches d'aide à la population civile afin de maintenir le lien civilo-militaire en l'absence de la conscription⁸⁶. Janowitz avait perçu que maintenir la motivation des soldats de métier aux États-Unis ne serait pas facile.

Ce problème renvoie à celui, très actuel, du recrutement et surtout de la rétention des soldats dans les armées de métier. Même les armées avec les plus longues traditions de professionnalisation, britannique et canadienne, ont des difficultés à recruter et à garder leurs soldats pour plus d'un contrat⁸⁷. Cette situation menace les

84. *Ibid.*, p. 649.

85. Morris JANOWITZ, "Volunteer Armed Forces and Military Purpose", *Foreign Affairs*, Vol. 50, No. 3, 1972, pp. 427-443.

86. *Ibid.*, p. 443.

87. Un rapport récent du gouvernement britannique souligne qu'il est même devenu difficile de retenir les

capacités opérationnelles de ces armées. Le problème découle des pressions auxquelles sont soumis les personnels servant dans les opérations extérieures. Avec de plus petits effectifs, les armées de métier doivent toujours faire appel aux mêmes soldats pour servir dans les Opex. Il n'est pas rare de voir un même militaire avoir servi deux, trois ou quatre fois en Irak et/ou en Afghanistan. Ce genre de situation peut avoir des effets catastrophiques sur la vie privée des militaires (abus de drogues, divorce, suicide). Sans oublier que les objectifs des missions sont souvent peu porteurs en termes d'identification à la cause soi disant défendue par ces opérations⁸⁸. Ainsi, les armées professionnelles n'ont pas que des avantages par rapport aux armées de conscrits⁸⁹. Pourtant, lors de l'enquête, rares sont ceux qui ont évoqué ces problèmes. La question a d'ailleurs fait l'unanimité. Tous les interviewés considèrent que le passage à une armée professionnelle est une chose positive. Certains pays s'inspirent d'ailleurs de l'expérience française pour effectuer la même évolution (Italie, Pologne).

En ce qui concerne la professionnalisation des armées françaises et leur capacité d'intervention, en Allemagne, l'avis général est qu'elle a amélioré les capacités de la France. En revanche, malgré une excellente gestion de la transition de la conscription à la professionnalisation, la perception dominante est que la France aura de la difficulté à conserver les mêmes capacités d'intervention. De plus, étant donné le manque de recul depuis 1996, il est difficile d'évaluer l'impact de la professionnalisation sur les capacités françaises⁹⁰. Globalement, la professionnalisation des armées semble entraîner un optimisme marqué ou, dans une bien moindre mesure, une certaine hésitation.

militaires pour la durée de leur contrat qui est en général de trois ans pour les hommes du rang et de cinq pour les officiers. Ces contrats sont renouvelables plusieurs fois. House of Commons Defence Committee, *Recruiting and retaining Armed Forces personnel, Fourteenth Report of 2007–08*, HC 424, Published on 30 July 2008 by authority of the House of Commons London: The Stationery Office Limited, p. 3.

88. Les forces canadiennes inculquent aux soldats en partance pour l'Afghanistan qu'ils défendront les droits des femmes pour essayer de les motiver. Nous sommes bien loin de la défense du territoire ou de l'intérêt national.

89. Le but ici n'est pas de soutenir que la conscription est préférable à la professionnalisation des armées. Il s'agit plus simplement de souligner qu'à part deux officiers italiens et un roumain, pratiquement tous les interlocuteurs semblaient ignorer les problèmes opérationnels qui pouvaient se poser aux armées de métier.

90. Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

Les soldats professionnels sont mieux entraînés et donc plus facilement « *déployables* » même à très court préavis⁹¹. Ce type d'armée confère une plus grande stabilité au sein des armées mais également une flexibilité que ne permet pas une armée de conscrits. D'où l'amélioration des capacités extérieures de la France⁹². De plus, à l'heure de la haute technologie, une armée a besoin de soldats professionnels et bien formés à l'utilisation d'un matériel sophistiqué⁹³. Dans une perspective allemande, il est préférable, pour la défense nationale, d'avoir des soldats professionnels qui passent au moins quelques années au sein des forces armées. Les conscrits, qui ne font que dix /douze mois de service militaire, n'ont pas le temps d'apprendre correctement le maniement des systèmes de haute technologie que possèdent les armées modernes. C'est pourquoi la France a amélioré ses capacités en professionnalisant ses forces armées.

Le caractère positif de la fin de la conscription en France est amplement souligné par les Allemands car les armées de conscrits peuvent poser des problèmes politiques douloureux⁹⁴. Les pertes américaines au Viêt-nam (majoritairement des conscrits) et l'Allemagne actuelle (Afghanistan) ont été mentionnées comme exemples. Pour ce qui est de l'Allemagne, les députés sont harcelés par les familles pour que leurs filles et fils qui servent à l'étranger ne soient pas envoyés en zones de combat. En termes militaires, il a été rappelé la mauvaise réputation des forces françaises lors de la guerre du Golfe en 1991 (opération Daguet). Cette réputation découlait, entre autre, de la présence importante de conscrits au sein du contingent français. Pour ce qui est des hésitations, elles portent surtout sur le coût élevé et les problèmes liés au recrutement et à la rétention des soldats⁹⁵. À terme, ces problèmes (surtout celui du recrutement et de la rétention des soldats) pourraient affaiblir les capacités françaises d'intervention extérieure.

91. *Desk Officer Sécurité et Défense Otan et UE*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009 ; *lieutenant-colonel, responsable Relations politico-militaires et bilatérales*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009 ; *lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

92. *Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales* ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009 ; entretien, *lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

93. *Journaliste spécialiste des questions de défense européenne*, Berlin, 22 janvier 2009.

94. *Directeur du département PESD*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

95. *Desk Officer, sécurité et défense Otan et UE*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009 ; *lieutenant-colonel, responsable Relations politico-militaires et bilatérales*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

Pour l'allié espagnol, il n'y a aucun doute quant aux bénéfices que la professionnalisation de l'armée française peut apporter aux capacités d'intervention de la France. La professionnalisation des armées françaises les rend beaucoup plus flexibles en améliorant leurs capacités de déploiement⁹⁶. Toutefois, selon une perspective britannique il est encore tôt pour évaluer ce que la professionnalisation a pu apporter à l'armée française. «*Théoriquement la fin de la conscription aurait dû transformer les capacités d'intervention de l'armée française en termes de capacité à soutenir les troupes à l'étranger (sustainability), de flexibilité et d'entraînement. Concrètement, il est trop tôt pour évaluer le degré de changement*»⁹⁷. À Londres, la professionnalisation de l'armée est perçue comme un processus de longue durée qui nécessite une conjugaison constante entre capacités et ressources. Cela représente un premier pas dans la modernisation des forces armées et cette volonté de changement semble être accentuée dans le nouveau *Livre blanc* de la défense⁹⁸. La professionnalisation représente une nécessité incontournable pour un pays comme la France qui a des ambitions globales⁹⁹.

La professionnalisation des armées françaises est également bien perçue en Italie à un point tel que cette dernière a suivi l'exemple français. Pour les Italiens, la professionnalisation est une façon d'améliorer les capacités d'intervention en ayant des soldats mieux entraînés et toujours disponibles pour partir en mission. En revanche, une armée professionnelle coûte plus cher à entretenir et elle peut poser des problèmes en termes de recrutement. Ces deux éléments peuvent éventuellement influencer négativement les capacités d'intervention extérieure de la France¹⁰⁰. Les officiers italiens soulignent «*qu'il est de plus en plus difficile (politiquement) d'utiliser des conscrits dans les opérations extérieures*»¹⁰¹. S'il est vrai que des forces professionnelles coûtent plus cher, elles sont absolument nécessaires. Les soldats professionnels sont non seulement mieux entraînés au plan militaire mais ils reçoivent

96. Lieutenant-colonel, armée de terre, centre d'études supérieures de la défense, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

97. Directeur, NATO and European Policy Division ; directeur adjoint, NATO and european policy division european union and France, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

98. Entretien, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

99. Directeur European Defence Policy and Institutions, ministère des affaires étrangères, Londres, 3 avril 2009.

100. Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la Défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

101. Général de Brigade aérienne Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

vent de plus en plus souvent une formation à la « diplomatie » (*Caporal stratégique*) absolument nécessaire en opération extérieure¹⁰².

Les Polonais et les Roumains considèrent également que la professionnalisation de l'armée représente un exemple à suivre afin d'améliorer ses capacités et pour la rendre plus « déployable » et flexible¹⁰³. Au ministère roumain de la défense, la professionnalisation des armées viserait à mettre fin à la lourde doctrine d'auto-défense nationale pour accentuer l'importance de la projection de force. Dans un environnement de haute technologie, les militaires doivent être bien formés et seule une armée professionnelle peut prendre le temps d'entraîner ses soldats assez longtemps pour leur fournir les connaissances nécessaires¹⁰⁴. Cette opinion est également partagée par l'allié Suédois selon lequel « la professionnalisation de l'armée était inévitable pour un pays comme la France qui est très actif au sein de l'Onu, de l'Otan et de l'Union européenne »¹⁰⁵.

Dans une perspective américaine, la professionnalisation des forces armées françaises a modifié leur capacité d'intervention dans le bon sens. Cependant, la professionnalisation des forces armées comme la modernisation de la défense française en général semblent être tributaires des coupures budgétaires et du manque de ressources financières. « Réduire les effectifs ne signifie pas les rendre meilleurs ou plus efficaces. De la même manière, la technologie n'est pas un substitut au manpower. Ceux qui croient une telle chose risquent d'aller à la guerre avec une armée mal préparée. Clausewitz s'applique encore très bien aux guerres modernes »¹⁰⁶. La professionnalisation des forces armées est perçue comme une évolution coûteuse qui implique des décisions politiques importantes. C'est pourquoi il s'agit d'un processus lent et laborieux mais qui à long terme aboutira à des forces armées plus performantes. Il n'y a qu'à regarder l'Allemagne pour se convaincre de l'importance de l'abandon de la conscription¹⁰⁷.

102. Colonel, *Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la Défense*, Rome, 15 juin 2009.

103. Directeur, *European Security and Defence Policy Unit, Department of Security Policy, directeur, département Otan*, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.

104. Commandant, *Directeur du Service des Programmes d'Acquisition*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009. Un officier de l'armée de terre a toutefois tenu à souligner que la conscription avait joué un rôle social important en France et surtout en Roumanie. De nombreux jeunes illettrés ont ainsi pu apprendre à lire durant leur service militaire.

105. Directeur adjoint, *Department for Military Affairs*, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

106. Commandant *US Army*, Paris, décembre 2008.

107. Directeur de la coopération internationale, *Bureau du Sous Secrétaire à la Défense (acquisition, technologie et logistique)*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

Les Opex et la participation de la France aux missions de l'Onu

Les perceptions de la participation de la France à diverses opérations militaires extérieures nationales et multinationales sont assez contrastées. En général, la participation de la France est bien connue sauf en ce qui concerne sa participation aux missions de l'Onu. Les résultats sont surprenants à cet égard. La plupart des répondants n'avaient aucune idée du degré de participation de la France aux opérations de maintien de la paix Onusiennes alors qu'un chercheur américain croyait qu'elle avait 12 000 soldats déployés dans ces missions. Ce constat est étonnant dans la mesure où la France est plutôt efficace dans ce domaine depuis la fin de la guerre froide pour un pays occidental. Pendant les tensions bipolaires, les opérations de maintien de la paix de l'Onu reposaient sur un principe non écrit de neutralité visant à empêcher les membres permanents du Conseil de sécurité d'y participer. Cette pratique permettait d'isoler les conflits locaux des rivalités Est/Ouest et de l'hégémonie des puissances régionales.¹⁰⁸

Pendant la guerre froide, seules deux OMP¹⁰⁹ ont vu le déploiement de soldats provenant de membres permanents du conseil de sécurité : l'opération à Chypre (UNFICYP) à partir de 1964 qui comportait un important contingent britannique et la *Finul* au Liban à partir de 1978 où la France a toujours été présente. Après la guerre froide et la fin des rivalités idéologiques Est/Ouest, l'augmentation du nombre d'OMP de l'Onu a favorisé la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et plus spécifiquement de la France et du Royaume-Uni. Non seulement cette participation leur permettait de justifier leur statut de membres permanents du Conseil de sécurité mais elle offrait à l'Onu des soldats dont elle avait cruellement besoin. Or, même si la France ne participe plus comme elle le faisait au milieu des années 1990, il n'en reste pas moins que sa participation est plus que respectable. Il est donc pour le moins surprenant que les gens connaissant le mieux la France soient incapables, pour un grand nombre d'entre eux, de dire où est déployée la France et combien de ses soldats ser-

108. Adam ROBERTS, "The Crisis in UN Peacekeeping", *Survival*, Vol. 36, No. 3, 1994, pp. 93-120.

109. Nous distinguons ici les opérations de maintien de la paix avec déploiement d'une force d'interposition composée de troupes nombreuses, légèrement armées et portant le casque bleu des missions d'observation n'impliquant qu'un nombre très limité d'officiers et ne portant qu'un pistolet. Les opérations d'interposition, nées à Suez en 1956, sont donc différentes des missions d'observation comme celle de Palestine (1948) et du Cachemire (1949) dans lesquelles les cinq membres permanents pouvaient contribuer.

vent sous le drapeau bleu des Nations Unies. Toutefois, on relève le caractère positif des perceptions à l'égard de la participation française aux différentes Opex. L'argument central étant que la France est déployée partout où cela est nécessaire et que les militaires français sont braves et professionnels.

Les opérations militaires nationales et multilatérales auxquelles la France participe sont relativement bien connues. Les missions les mieux identifiées par les Allemands sont : le Kosovo, la Bosnie, l'Afghanistan, le Tchad, la Somalie, la Côte d'Ivoire et la République Centrafricaine. Les déploiements français en Opex sont évalués à plus ou moins 15 000 hommes avec une participation aux missions de l'UE et de l'Otan¹¹⁰. Une des seules critiques portées aux militaires français participant à des missions multinationales est le « *manque d'approche compréhensive dans des situations particulières* »¹¹¹. La critique concerne les difficultés rencontrées par les militaires français à communiquer avec les populations locales lors des missions en Bosnie Herzégovine ainsi que l'incapacité d'évaluation correcte de l'aide nécessaire aux populations locales. Il s'agirait « *d'un certain manque d'ouverture d'esprit* » des militaires français¹¹².

La contribution française aux missions de maintien de la paix des Nations Unies est cependant très peu connue. La contribution française à la Finul au Liban est souvent oubliée et comme les missions de maintien de la paix changent souvent, cela les rend difficile à suivre¹¹³.

La participation française aux opérations extérieures est bien connue des Espagnols et la perception est très positive puisque « *la France est toujours présente* » et que « *les militaires français ne sont pas là pour la décoration* »¹¹⁴. L'originalité du caractère hybride des opérations en Afrique est mise sur le compte de la France qui a insisté pour que l'UE, l'Union africaine (UA) et l'Onu travaillent davantage en coopération. Les Opex sont bien connues que ce soit dans le cadre de la PESD (Atlanta, Balkans, Tchad/République centrafricaine), de l'Otan (Afghanistan, Kosovo) ou de l'Onu.

110. Directeur du département PESD, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

111. Desk Officer Sécurité et Défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

112. *Ibid.*

113. Directeur du département PESD, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

114. Colonel chef du DPTO. De Organizacion y Liderazgo/ESFAS et colonel, Armée de l'air, Centre supérieur d'études de la défense nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

La participation française aux opérations de maintien de la paix de l'Onu est plutôt bien connue des militaires espagnols. La participation à la Finul au Liban, où les Espagnols et les Français travaillent en coordination, est évoquée en premier lieu suivie de la Palestine (?) et d'Haïti. Le Tchad est oublié peut-être parce que cette opération avait commencé sous mandat européen.

Les Britanniques connaissent assez bien les Opex françaises. Certains considèrent que les armées françaises sont de plus en plus flexibles et réactives y compris en Afrique. Cette tendance est à l'œuvre depuis plusieurs années et le président Sarkozy est un accélérateur de cette dynamique¹¹⁵. La France est déployée en Afghanistan, au Liban et en Afrique¹¹⁶. La France est restée attachée à ses anciennes colonies (attachement émotif à l'Afrique), c'est pourquoi elle continue d'y intervenir. De plus, partout où il y a des troupes de l'Otan il y a aussi des troupes françaises. Les Opex semblent servir à tester et à ajuster les doctrines d'intervention françaises. Du point de vue britannique, les forces françaises ont besoin de développer davantage leurs capacités de combat de haute intensité (*they need more warfighting capabilities*)¹¹⁷. « Les forces françaises présentent un paradoxe puisqu'elles sont très flexibles en termes de déploiement et elles sont capables d'anticiper mais elles auraient de la difficulté à faire du « reeroling opérationel », à s'adapter à de nouveaux environnements stratégiques »¹¹⁸.

Les Britanniques, militaires et civils, ne connaissent absolument pas le degré de participation de la France aux missions de l'Onu. Une seule personne a nommé la Finul comme opération de l'Onu à laquelle participe la France et une autre a évoqué la FNUOD sur les hauteurs du Golan. Les Français n'ont pourtant jamais participé à cette dernière mission¹¹⁹. C'est la plus mauvaise « *performance* » enregistrée au cours de l'étude. Dans les autres pays, les connaissances sur la participation française aux OMP étaient souvent faibles mais jamais à ce niveau¹²⁰.

115. *NATO and Europe Policy Division Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

116. *NATO and Europe Policy Division European Union and France, Assistant Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

117. Entretien, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

118. *Capitaine, Royal Navy*, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, 7 mai 2009.

119. *Head of European Defence Policy and Institutions. Security Policy Group*, Foreign and Commonwealth Office, Londres, 3 avril 2009.

120. Surtout que les personnes rencontrées étaient toutes spécialistes de la sécurité européenne et, pour certaines,

Les responsables italiens de la défense (civils et militaires) connaissent très bien l'implication de la France dans les Opex puisqu'ils sont informés à chaque année par le gouvernement français des évolutions de la situation. La coopération entre les deux pays semble excellente et les fonctionnaires et les officiers italiens apprécient cette attitude coopérative de la France. Les opérations énumérées allaient du Tchad aux Balkans (Bosnie, Kosovo) en passant par l'Afghanistan, le Liban et la lutte contre la piraterie. L'Irak a même été évoqué pour la participation de la France à l'entraînement des militaires et policiers de ce pays¹²¹.

Pour les opérations de maintien de la paix, la contribution française est connue surtout en ce qui concerne la Finul au Liban. Elle est le deuxième contributeur derrière l'Italie avec près de 2 000 soldats¹²². Dans le même temps, la position française à l'égard des OMP de l'Onu est paradoxale. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et étant donné son passé colonial, la France devrait faire davantage pour le maintien de la paix Onusien. Les Pays-Bas font mieux à cet égard en contribuant davantage¹²³.

Les Polonais connaissent relativement bien les opérations impliquant les troupes françaises. L'Afrique vient au premier rang suivi de l'Afghanistan, des Balkans, des « opérations de l'Otan » et des côtes somaliennes. En revanche, personne ne connaît l'implication de la France dans les opérations des Nations Unies¹²⁴. Les interlocuteurs

de la France.

121. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009. Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence general staff, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.*

122. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.*

123. *Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence general staff, ministère de la défense, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.* Cet entretien avance deux points particulièrement controversés : 1) en quoi le passé colonial d'un pays devrait l'inciter à participer à des OMP de l'Onu. Le cas de la Belgique au Rwanda en 1994 tend à démontrer le contraire. 2) Le choix des Pays-Bas comme exemple de « bon élève » aux missions de l'Onu est très peu approprié car comme de nombreux États occidentaux anciennement impliqués dans les OMP (Canada, Danemark, Finlande, Norvège, Suède), les Pays-Bas ne contribuent pratiquement plus aux OMP de l'Onu. Au 30 juin 2009, la France avait 1 879 personnels déployés dans des OMP de l'Onu et les Pays Bas 54 (dont 22 policiers).

Voir le site du DOMP de l'Onu à l'adresse suivante : http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/2009/june09_1.pdf

124. *Directeur du département Otan, ministère des affaires étrangères ; chef des affaires politiques et de l'Otan, ministère de la défense Nationale ; directeur du département Otan, ministère des affaires étrangères ; directeur de la division Union européenne, ministère de la défense nationale, directeur du département de la sécurité européenne et des politiques de défense, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.*

polonais ont été très peu loquaces sur ces questions des opérations extérieures de la France même s'ils les connaissaient assez bien.

La perception roumaine des interventions extérieures de la France est positive. Ainsi, « *partout où il y a une crise en Afrique, la France est là* »¹²⁵. Pour les fonctionnaires du ministère de la défense roumain, ce sont les opérations dans lesquelles la France et la Roumanie (assez peu nombreuses d'ailleurs) participent ensemble qui les intéressent. L'activisme international de la France est très apprécié par Bucarest¹²⁶. Les opérations auxquelles participe la France sont très bien connues. L'Afghanistan, la Bosnie, le Kosovo, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Liban, la Géorgie, le Darfour, le Libéria et l'opération de l'UE en Somalie (*Atalanta*).

Les opérations de maintien de la paix de l'Onu auxquelles la France participe sont également connues comme le Liban, Haïti et le Kosovo dans sa composante civile de la MINUK¹²⁷. En revanche, une observation judicieuse a été faite au ministère de la défense selon laquelle les opérations de l'Onu n'étaient plus une priorité pour la défense française (à l'exception de la Finul)¹²⁸. Cela semble être le cas dans pratiquement tous les pays occidentaux et pas seulement la France. C'est probablement pourquoi peu de répondants connaissaient la participation de la France aux OMP de l'Onu.

La participation militaire française est bien connue des Suédois. Ils ont évoqué l'Afghanistan, le Tchad (et l'Afrique en général), les Balkans (Bosnie et Kosovo) et la récente opération maritime de l'UE *Atalanta*¹²⁹.

Concernant la participation française aux opérations militaires nationales et multilatérales on note une grande différence entre les

125. Commandant, directeur du service des programmes d'acquisition, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

126. Directeur général, département pour les politiques de défense et la planification, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

127. Commandant, directeur du service des programmes d'acquisition ; colonel, directeur de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directorat des programmes techniques et des acquisitions ; lieutenant-colonel, conseiller du Secrétaire d'État à la défense, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

128. Directeur général, département pour les politiques de défense et la planification, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

129. Directeur adjoint du département des affaires militaires et desk officer, département pour la sécurité et les affaires internationales, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

officiels américains qui ont eu un contact direct avec les Français et qui connaissent un nombre important de missions et ceux qui ne mentionnent que les plus connues, telles que la participation française en Afghanistan dans le cadre de l'Otan et en République Démocratique du Congo sous l'Onu. Certains répondants soulignaient que la France intervenait un peu partout dans le monde (avec énumération pertinente des principales opérations françaises) et qu'elle était un allié de pointe des États-Unis¹³⁰. Au Pentagone, les Opex françaises et celles où la France est présente sont bien connues également. L'Afghanistan vient au premier rang étant donné la visibilité de la présence française et la collaboration poussée avec les Américains. Les opérations en Afrique et dans les Balkans viennent au second rang en termes d'importance et enfin le Liban¹³¹. Les Américains insistent pour rappeler que la France est l'un des alliés de l'Otan qui hésitent le moins à utiliser l'outil militaire quand cela est nécessaire¹³². « *La France a une présence globale et pour cette raison, elle est un partenaire naturel des États-Unis* »¹³³.

La contribution française aux missions de maintien de la paix de l'Onu est mieux connue aux États-Unis que dans la plupart des autres pays étudiés (sauf en Espagne et en Italie). Les militaires américains qui ont travaillé auparavant en France ou qui ont été en contact avec leurs homologues français ont une très bonne connaissance des missions françaises de maintien de la paix. Le Liban et la Finul son mentionnés en premier. Pour ceux qui n'ont jamais eu de contacts avec la France ces missions sont naturellement moins connues. Les fonctionnaires du Pentagone ont souligné qu'une des caractéristiques de la France était qu'elle insiste toujours pour obtenir un mandat de l'Onu pour les opérations multinationales (incluant celles de l'Otan)¹³⁴.

130. *Senior research fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington D.C., 1^{er} juillet 2009.*

131. *Manager, programmes internationaux, bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), coopération internationale ; colonel, US Air Force, coopération internationale, regional manager, bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique) ; consultante, bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.*

132. Cette attitude volontaire de la France semble très appréciée des Américains.

133. *Directeur de la coopération internationale, bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.*

134. *Manager, programmes internationaux, bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), coopération internationale ; colonel, US Air Force, coopération internationale, regional Manager, bureau du Sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.*

Donc, même si la France ne participe pas massivement aux opérations de paix de l'Onu (ils ont avancé le chiffre de 2 500¹³⁵), elle reste un soutien solide des Nations Unies. La France est aussi quelquefois perçue comme utilisant l'Onu pour des raisons néocolonialistes¹³⁶.

La Contribution militaire française à l'Otan et à l'Union européenne

La place de la France au sein de l'Otan et de l'UE est particulièrement importante. Cela s'explique par le fait que ces deux organisations soient au centre de la politique de défense française. Il est donc nécessaire de connaître les perceptions des alliés sur la contribution militaire et le rôle de la France dans ces deux institutions.

Même pendant son absence du commandement intégré de l'Otan, la France a toujours maintenu son engagement politique, financier et militaire au sein de l'Alliance atlantique. À partir de 1995, la France a participé aux opérations de l'Otan en ex-Yougoslavie avec la mise en place de la force de réaction rapide (FRR) et la mise en place des accords de Dayton-Paris. En juin 1999, les militaires français ont fait partie des premières troupes à pénétrer sur le territoire du Kosovo où la France s'est vu attribuer le commandement de l'une des quatre brigades de la *Kosovo force* (KFOR)¹³⁷. En 2009, la France est le 3ème contributeur de troupes de la KFOR avec environ 1 700 personnels sur les 15 000 hommes que compte la Force¹³⁸.

Les déploiements en Afghanistan et dans l'océan Indien ont impliqué jusqu'à 4 500 militaires français en 2002. Un détachement de 200 hommes des forces spéciales a servi aux côtés des forces américaines dans la lutte contre les réseaux terroristes. Placée depuis juillet 2004 sous le commandement du corps européen, la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (Fias) comptait en juillet 2009, 64 500 hommes issus de 42 pays. Elle a été commandée par le général fran-

135. *Lieutenant-colonel US Army, Political-Military Country Desk Officer, the Joint Staff. Strategic Plans and Policy Directorate (J-5). Western Europe and Balkans Division*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

136. *Colonel, US Air Force*, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, Décembre 2008.

137. « La France et les opérations de l'Otan », La Représentation permanente de la France au Conseil de l'Atlantique, http://www.rpfrance-Otan.org/article.php3?id_article=280#sommaire_3.

138. « La France et l'Otan », dans L'Otan après la Guerre Froide, Dossier de la *Documentation française*, dossier mis à jour en mars 2009. Disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/Otan/index.shtml>.

çais Jean-Louis Py, commandant du corps européen, jusqu'en février 2005¹³⁹.

La France ne s'est pas absentée des réunions des ministres de la défense des pays membres de l'Otan, elle a siégé au Comité militaire et elle a inséré des officiers au quartier général des forces alliées en Europe (SHAPE), dans les états-majors de niveau opératif et dans certains organismes du commandement pour la transformation. La France a participé à toutes les instances de décision de l'Alliance (Conseil de l'Atlantique Nord, Comité militaire, état-major international notamment), sous réserve de celles traitant de la planification de défense et des armes nucléaires.

Une nouvelle étape a été franchie après 2002, à la suite des décisions du sommet de Prague relatives à la refonte des structures de commandement de l'Otan et à la mise en place de la NRF. D'une part, la France a considéré que le nouveau commandement dédié à la transformation possédait un caractère plus stratégique qu'opérationnel et qu'elle avait donc vocation à y participer pleinement. Elle y voyait un moyen de bénéficier de la réflexion américaine en vue d'améliorer la compatibilité des forces française avec celles des États-Unis. D'autre part, Paris a accentué de manière limitée et ciblée, l'insertion d'officiers français dans les états-majors en charge des planifications opérationnelles qui concernait la France.

La participation française aux états-majors de l'Otan a été formalisée dans l'accord dit « *Flag to posts* » du 18 mars 2004. Cet accord prévoyait une enveloppe de 110 postes pour la France. Les officiers effectivement « insérés » dans ces états-majors étaient au nombre de 107, dont 34 relevant de l'*Allied Command Transformation* de Norfolk et 73 relevant de l'*Allied Command Operations* en Europe. À ces personnels s'ajoutaient 43 autres militaires français insérés dans des organismes ou agences de l'Otan. Le choix des postes occupés par les personnels insérés a été effectué en fonction des priorités de l'Alliance : la transformation et les opérations.

Selon un rapport du Sénat daté de juillet 2007, globalement, même renforcée, la présence française au sein des états-majors de l'Otan

139. « La France et les opérations de l'Otan », la Représentation permanente de la France au Conseil de l'Atlantique, http://www.rpfrance-Otan.org/article.php3?id_article=280#sommaire_3.

restait extrêmement modeste : 110 militaires sur un total de près de 11 000 personnels inclus dans la structure militaire intégrée, soit 1 % de l'effectif. En comparaison, la participation américaine avoisine les 2 800 personnes et celle de la Grande-Bretagne plus de 2 000 personnes. Les Allemands et les Italiens comptent environ 1 200 militaires intégrés et les Turcs près de 600¹⁴⁰.

Malgré son absence du commandement intégré et sa participation modeste aux états-majors de l'Otan, la France figurait aux premiers rangs des contributeurs de l'Otan en termes de budget. Pour le budget civil, la quote-part de la France s'élevait en 2007 à 13,75 %, ce qui en faisait le 4^e contributeur avec 25,5 millions d'euros en 2007 après les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Pour le budget militaire « à 26 », la quote-part de la France était la 3^e en importance s'élevant à 12,87 %, ce qui représentait 113 millions d'euros en 2007, après celle des États-Unis et de l'Allemagne. Au total, la contribution française s'élevait donc à un peu plus de 138 millions d'euros, soit environ 7,5 % du budget total de l'Otan. Elle se plaçait au 5^e rang derrière les contributions des États-Unis (486 millions d'euros, 25,9 %), de l'Allemagne (361 millions d'euros, 19,2 %), du Royaume-Uni (209 millions d'euros, 11,2 %) et de l'Italie (144 millions d'euros, 7,7 %)¹⁴¹.

Cette contribution, certes importante, de la France à l'Otan ne lui a pas toujours apporté une image de contributeur par excellence à l'Alliance. Trois facteurs semblent continuer d'exercer une influence sur la perception des alliés vis-à-vis de la contribution militaire française à l'Otan. D'abord, l'absence effective de la France du commandement intégré de l'Otan entre 1966 et 2009 a laissé des traces. Ensuite, la conception française de l'Alliance, centrée sur sa fonction de défense et de sécurité, est considérée comme trop restrictive par certains alliés qui préconisent une vision plus large comme celle d'une « Otan globale »¹⁴². Enfin, la contribution militaire et politique de la France à la PESD depuis dix ans a eu tendance à occulter ses contributions à l'Otan.

140. Jean FRANCOIS-PONCET, Jean-Guy BRANGER, André ROUVIERE, *Les enjeux de l'évolution de l'Otan*, Rapport d'information No, 405 (2006-2007), juillet 2007. Rapport disponible à l'adresse internet suivante : <http://extranet.senat.fr/rap/r06-405/r06-405.html>

141. *Ibid.*

142. Dans l'esprit de ses promoteurs, une « Otan globale » doit s'étendre en termes géographiques et fonctionnels.

Concernant l'Europe de la défense, outre son ambition politique affichée dans plusieurs arènes de l'UE, la France s'est constamment engagée sur le terrain en fournissant un nombre conséquent de personnel civil et militaire dans le cadre des opérations de PESD¹⁴³. Dans les quatre opérations militaires les plus importantes de l'UE, la France a assuré le rôle de nation cadre à deux reprises (opération *Concordia* dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine et opération *Artémis* en RD Congo) et sur un total de 10 000 militaires déployés elle en a fourni 1100, soit 1/10^e des troupes. Concernant les 15 opérations civiles organisées par l'UE, la France s'est également fortement impliquée avec la nomination de chefs de mission français dans deux opérations (« EUJUST Thémis » en Géorgie, EUSEC en RD Congo) et la présence importante de personnel français avec 69 personnes sur 670 soit encore 1/10^e des effectifs déployés. La France contribue également à améliorer les procédures de décision et la capacité d'action et de planification de l'UE en participant aux groupements tactiques¹⁴⁴.

La France joue un rôle moteur au sein de la PESD afin de consacrer l'Union européenne comme acteur global de la gestion des crises. Ce rôle est reconnu par la plupart des alliés et si les perceptions France/Otan sont variables, il en va différemment pour la relation France/UE. Les réponses sont unanimes : la France est incontournable et « centrale » pour le développement de la PESD, plus encore que l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Cela démontre l'importance de la PESD pour la politique de défense de la France depuis une dizaine d'années. La contribution française à l'Otan est également positivement perçue sauf par certains *sceptiques* qui disaient vouloir attendre le retour effectif dans le commandement intégré avant de se prononcer sur la « loyauté » française à l'égard de l'Alliance. De plus, il faut souligner que la perception de la participation française à l'Otan est très contrastée et qu'elle est souvent liée au seul déploiement des troupes en Afghanistan. Cette perception reste également marquée par les tensions liées à l'invasion américaine de l'Irak et à l'opposition française à cette intervention (Italie, États-Unis).

143. Anne-Claire MARANGONI, « Le financement des opérations militaires de l'UE : des choix *nationaux* pour une politique *européenne* de sécurité et de défense ? » *EU Diplomacy Papers*, No. 6, 2008, Collège d'Europe, www.coleurope.eu

144. « Le rôle de la France dans la PESD », représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, <http://www.rpfrance.eu/spip.php?article770>

En Allemagne, on estime que « sans la France la PESD n'existerait pas »¹⁴⁵. « Aucune opération importante dans le cadre de la PESD ne peut avoir lieu sans la participation de la France »¹⁴⁶. La France possède les capacités militaires nécessaires pour renforcer de manière significative la PESD. Au sein des 27 États de l'Union européenne, seuls quelques pays peuvent prétendre avoir une telle influence sur la PESD¹⁴⁷. La contribution française à l'Otan est également évaluée comme très importante même durant l'absence de la France des structures de commandement intégré et du processus de planification (*Planning Group*). Les forces françaises sont perçues comme une valeur ajoutée au sein de l'Alliance grâce à leur professionnalisme et à leur expérience du terrain. Le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan est perçu comme étant très positif¹⁴⁸.

La perception espagnole de la contribution française à l'Otan est positive. Encore une fois, le retour de la France dans le commandement intégré est perçu comme une excellente nouvelle¹⁴⁹. Les militaires espagnols ont davantage confiance dans l'Otan que dans l'UE. Ce qui explique leur optimisme face au retour de la France dans le commandement intégré. Si, avant 2009, les Français disaient souvent « non » à l'Otan, « ils étaient malgré tout toujours présents quand on avait besoin d'eux. Les forces françaises étaient et sont encore indispensables pour l'Otan. L'Alliance ne peut pas ignorer la France »¹⁵⁰. Pour ce qui est de la PESD, les Espagnols estiment que la France veut donner de l'importance à cette version militaire de l'UE mais que cela n'est peut-être pas partagé par tous les pays membres de l'Union¹⁵¹. De plus, à Madrid certains se demandent si l'UE a une véritable capacité militaire. Pour l'allié espagnol, l'Otan est plus fiable au niveau de la défense collective¹⁵². « En cas de menace, c'est l'Otan qui interviendra et pas l'UE »¹⁵³.

145. Journaliste spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009 ; lieutenant-colonel, Responsable Relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

146. *Ibid.*

147. Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

148. Journaliste spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009.

149. Colonel chef du DPTO. De Organización y Liderazgo/ESFAS et colonel, armée de l'air, Centre Supérieur d'Études de la Défense Nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

150. Deputy Director General for Security Affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

151. Colonel, Armée de l'air, Centre Supérieur d'Études de la Défense Nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid 28 mai 2009.

152. Colonel chef du DPTO. De Organización y Liderazgo/ESFAS, Centre Supérieur d'études de la défense Nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

153. Deputy Director General for Security Affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

Les perceptions britanniques sont unanimement positives à l'égard de la contribution française à l'Otan et à l'UE. La France a toujours contribué à l'Otan militairement. Le problème provenait surtout du niveau politique. Pour les Britanniques, des changements politiques positifs sont attendus pour les quatre ou cinq prochaines années¹⁵⁴. Les contributions françaises ont toujours été importantes. La France pourrait toutefois contribuer davantage en Afghanistan¹⁵⁵. D'un autre côté, si la France a presque toujours été un membre à part entière de l'Otan (*full NATO country*), ses capacités ne sont pas aux standards d'un contributeur de haut niveau de l'Otan. Le cas des dix soldats français tués en Afghanistan étant un exemple de ces lacunes¹⁵⁶. Sous cette critique se cache implicitement une comparaison entre la France et la Grande Bretagne. La première étant moins *performante* que la seconde. Ainsi, malgré l'évaluation positive de la défense française, les Britanniques semblent considérer qu'il y a deux types de *joueurs* au sein de l'Otan : les deux meilleurs, que sont les États-Unis et la Grande Bretagne, et le *reste*. La France serait toute prête à rejoindre les deux meilleurs mais il lui reste encore du chemin à parcourir. Enfin, malgré une contribution importante à l'Otan, la France semble encore réticente à voir le rôle de l'Alliance se renforcer. L'Otan est un peu comme l'outil de dernier recours pour Paris¹⁵⁷.

Concernant le rôle de la France vis-à-vis de la PESD, les Britanniques sont encore plus positifs qu'à propos de l'Otan. « *C'est la France qui a inventé le concept de PESD et elle essaie de démontrer que les opérations militaires de l'UE sont possibles* »¹⁵⁸. La France est sans conteste au centre de la PESD car sans elle il n'y aurait jamais eu d'opérations européennes en Afrique¹⁵⁹. D'ailleurs, les pays comme la France et la Grande Bretagne, qui ont la volonté d'intervenir à l'occasion même sans les États-Unis, sont « nécessaires ». Certaines opérations d'urgence en Afrique (Sierra Leone, Côte d'Ivoire) l'ont bien montré. La France est donc un joueur très important pour l'Europe de la défense¹⁶⁰. Des réserves ont toute-

154. *NATO and Europe Policy Division Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

155. *NATO and Europe Policy Division European Union and France, Assistant Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

156. Entretien, ministère de la défense, Londres, 2 avril, 2009.

157. *Capitaine, Royal Navy*, ministère de la Défense, entretien réalisé à Paris, 7 mai 2009.

158. *NATO and Europe Policy Division European Union and France, Assistant Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

159. *NATO and Europe Policy Division Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

160. *Head of European Defence Policy and Institutions. Security Policy Group*, Foreign and Commonwealth

fois été exprimées au ministère de la défense à propos du fait que la France joue effectivement un rôle moteur dans la PESD (*leading role*) mais que de toute façon, ces opérations sont bien moins exigeantes (*less challenging*) que les « vraies » opérations de haute intensité comme l'Irak¹⁶¹.

Les opérations extérieures françaises sont également assez bien connues en Italie. En revanche, si les interviewés connaissaient bien l'importance de la contribution française à l'Otan (en Afghanistan par exemple) ils ont tenu à souligner que le public italien croyait que les Français n'étaient pas dans l'Otan. La contribution française à l'Alliance atlantique n'est donc pas très connue du public en Italie. À Rome, l'attitude française à l'égard de l'Otan est parfois critiquée. Ainsi, « *même si les alliés peuvent compter sur la France, cette dernière cherche à maintenir son autonomie par rapport à l'Alliance. Cela est très irritant* »¹⁶². De plus, si la contribution de la France à l'Otan est importante, aucun indicateur concernant les forces françaises « promises » à l'Alliance n'existe à l'heure actuelle¹⁶³. D'autres officiers considèrent que la France a toujours soutenu l'Otan, même au temps de son absence du commandement intégré. La France contribue également à la Force de Réaction Rapide (NATO *Response Force*/NRF). C'est pourquoi, « *sa situation était donc un peu paradoxale entre 1966 et 2009* »¹⁶⁴.

Toutefois, malgré une perception positive de la contribution française à l'UE, deux problèmes se posent concernant l'image de la France. En premier lieu, les Italiens, les spécialistes comme le grand public, n'apprécient pas la volonté française de vouloir doter l'UE d'un commandement séparé de celui de l'Otan. Les Italiens sont ici davantage *atlantistes*. Ensuite, ils se posent des questions sur le degré de sincérité de la France à vouloir servir sous le drapeau de l'UE. La crainte étant de voir Paris se servir de l'UE comme d'un véhicule de

Office, Londres, 3 avril 2009.

161. Entretiens, ministère de la défense, Londres, 2 avril, 2009. À noter que les conversations « hors questionnaires » ont démontré que cette vision était assez répandue chez les fonctionnaires britanniques.

162. *Général de Brigade Aérienne et Colonel, Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la Défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

163. *Colonel, Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la Défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009. À noter que le France souligne au moins sa contribution (et même ce qu'elle est prête à mettre à disposition de l'Alliance) sur le site de la représentation de la France à l'Otan. Voir en particulier http://www.rpfrance-Otan.org/rubrique.php?id_rubrique=8

164. *Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence General Staff*, ministère de la défense, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.

l'influence française. Certains officiers considèrent même qu'à l'occasion, les propositions françaises ont affaibli l'UE et la PESD. « À la limite, l'attitude de la France va à l'encontre de l'UE et sa volonté de dupliquer le SHAPE pour les besoins de l'UE est contreproductive »¹⁶⁵. Pour les officiers de l'État major italien, il est difficile de comparer l'UE et l'Otan. Les buts de l'UE sont beaucoup plus vastes que ceux de l'Otan. La PESD ne représente qu'une infime partie des fonctions de l'UE car elle ne concerne que la gestion des crises. « La France est indéniablement le plus important contributeur pour la PESD mais elle veut séparer cette dernière de l'Otan »¹⁶⁶. Malgré une perception relativement négative du rôle de la France en Italie, d'autres voix soulignent que la France a toujours soutenu la défense européenne. « Elle a même mis sur pied des opérations pour le compte de l'UE comme Artémis en RDC en 2003, l'opération au Tchad et Atalanta au large de la Somalie. Tout cela fait de la France un contributeur central pour la PESD »¹⁶⁷.

Les Polonais ont été très peu loquaces à propos de la contribution de la France à l'Otan et à la PESD. La perception est malgré cela très positive dans les deux cas. La contribution de la France à l'Otan a toujours été très importante au plan militaire mais également au niveau de la transformation doctrinale et organisationnelle¹⁶⁸. Le retour au sein du commandement intégré de l'Otan ne pourra qu'améliorer la contribution française à l'Alliance¹⁶⁹. Pour les Polonais, il est bon de voir la France revenir dans le giron de l'Otan¹⁷⁰. Les perceptions à l'égard de la PESD sont tout aussi positives. La France est un acteur « incontournable » (*inescapable*) de la PESD. Il n'y a qu'à voir ce qu'elle a fait au Tchad. La France est donc un acteur clé de la défense européenne¹⁷¹. La France a toujours été le principal promoteur du

165. Colonel, *Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la Défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

166. Général de Brigade Aérienne, *Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la Défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009. Encore une fois, les interlocuteurs italiens avancent des arguments assez peu pertinents si l'on tient compte des propositions du *Livre blanc* de 2008. Le président Sarkozy cherche à réconcilier PESD et Otan.

167. Commandant, *NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence General Staff*, ministère de la défense, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.

168. Chef des Affaires Politique et de l'Otan, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

169. Directeur du département Otan, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.

170. Directeur de la division Union européenne, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

171. Chef des affaires politiques et de l'Otan et directeur de la division Union européenne, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

développement de l'aspect militaire de la politique européenne. « *La France n'a de cesse de vouloir faire avancer les choses (move things forward) de ce côté et cela est très positif* »¹⁷².

En Roumanie, la perception de la contribution française à l'Otan est très positive. La France est l'un des quatre ou cinq plus importants contributeurs¹⁷³. En Afghanistan, la France contribue également à l'effort de l'Otan et les soldats français ont déjà payé de leur vie cet investissement. « *La France fait aussi très bien dans la KFOR où elle est en charge d'une zone dangereuse au nord de la province* »¹⁷⁴. Le retour de la France au sein du commandement intégré de l'Otan est aussi une excellente chose car il permettra d'améliorer la cohésion des opérations de l'Alliance¹⁷⁵.

Pour ce qui est de la défense européenne, les perceptions roumaines sont aussi très positives. La France est considérée comme l'acteur le plus actif au sein de la PESD. « *Elle est en fait le "moteur" pour les autres pays européens* »¹⁷⁶. Un des aspects soulevés par les représentants roumains est l'investissement massif de la France dans le développement de l'industrie européenne de défense. La France et l'Allemagne sont les deux locomotives de l'Agence européenne de défense (EDA)¹⁷⁷. Ce volontarisme de la France, non seulement en termes purement militaires (*Battlegroups*, *Opex*) mais aussi au niveau industriel, est très positif pour les autres pays membres de l'UE. *La France est un modèle à suivre*¹⁷⁸. Pour la division de la planification du ministère roumain de la défense, la contribution française est significative. La France est toujours au centre des opérations militaire de

172. *Directeur du département de la sécurité européenne et des politiques de Défense*, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.

173. *Colonel, directeur de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directeur des programmes techniques et des acquisitions*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

174. *Directeur Général, département pour les politiques de défense et la planification*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

175. *Colonel, directeur de la planification stratégique (J-5)*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

176. *Lieutenant-colonel, conseiller du Secrétaire d'État à la Défense*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

177. *Chef du bureau des activités de coordination de la RTO et de l'EDA. Directeur des Programmes Techniques et des Acquisitions ; colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directeur des programmes techniques et des acquisitions ; commandant, directeur du service des programmes d'acquisition*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

178. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directeur des programmes techniques et des acquisitions*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

l'UE¹⁷⁹. La France devrait toutefois chercher à pousser ses partenaires à mettre sur pied les *Battlegroups* justement grâce à son statut d'acteur incontournable de la PESD¹⁸⁰.

Les Suédois ont également une perception positive de la contribution française à l'Otan et à la PESD¹⁸¹. La France est ainsi le quatrième contributeur de l'Otan et elle a toujours été un allié loyal (même après 1966). La France offre une très importante contribution à la NATO Response Force. « *La France donne parfois l'impression de considérer la PESD peu ambitieuse. Ce qui expliquerait son implication dans l'Otan et dans le Commandement pour la Transformation (ACT)* »¹⁸². Paris reste cependant la « locomotive » (*driving force*) de la PESD¹⁸³. Elle fait pression sur ses partenaires pour qu'ils investissent davantage dans la PESD. La France est le « véhicule » principal de la défense européenne¹⁸⁴. « *Elle s'est montrée capable d'attirer les Britanniques dans ce projet de défense européenne et elle ne cesse de pousser les Allemands à faire plus. C'est la France qui est responsable de la vision stratégique à long terme de la PESD* »¹⁸⁵. Pour les Suédois, la France démontre une volonté de travailler en équipe non seulement avec les Européens mais aussi au sein de l'Otan. « *La France a laissé tomber son attitude "gaullienne"*¹⁸⁶. Le Livre blanc de 2008 démontre également que la France est prête à rapprocher la PESD et l'Otan dans une stratégie de défense et de sécurité globale et non exclusive »¹⁸⁷.

Même pendant l'absence de la France du commandement intégré, la contribution militaire française lors des opérations de l'Otan a toujours été appréciée. « *Il existe aujourd'hui un débat aux États-Unis concernant la participation des pays européens à l'Otan. Selon certains spécialistes*

179. Directeur Général, département pour les politiques de défense et la planification, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

180. *Ibidem*.

181. Desk Officer, département pour la sécurité et les affaires internationales, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

182. Colonel de l'armée de terre ; conseiller politique pour la PESD, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

183. Desk Officer, Département pour la sécurité et les affaires internationales, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

184. Conseiller politique pour la PESD, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

185. Colonel de l'armée de terre, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

186. Desk Officer, département pour la sécurité et les affaires internationales, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

187. Colonel de l'armée de terre ; conseiller politique pour la PESD, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

aucun pays européen ne contribuerait suffisamment militairement à l'Alliance »¹⁸⁸. Pourtant, « à Washington on reconnaît que la France fait ce qu'elle dit. ». Le président Sarkozy est très populaire et comparée au Royaume-Uni, la France est dorénavant perçue comme étant plus « disponible »¹⁸⁹. Au Pentagone, il est possible d'entendre qu'avant 2009, la France n'avait à peu près pas contribué militairement à l'Otan (*until 2009 close to nothing...*)¹⁹⁰. De plus, la France n'aurait pas contribué à l'Otan entre 2002 et 2007 ! Depuis 2007, elle apporte son leadership et ses capacités militaires. La non-participation de la France dans le cadre du commandement intégré est soulignée comme ayant été plutôt négative en semant le doute et la méfiance au sein des alliés sur le degré de loyauté de la France. L'« obstructionnisme » qui a longtemps prévalu dans la politique française à l'égard de l'Otan a créé des tensions entre Paris et Washington. Cela est heureusement en train de disparaître¹⁹¹. Les Américains espèrent que la France aidera l'Otan à se transformer et qu'elle continuera à contribuer financièrement et en termes de capacités militaires proprement dites¹⁹².

En ce qui concerne la participation française aux opérations militaires de l'UE les opinions sont encore une fois partagées. Pour les plus sceptiques, la France comme l'Allemagne font des efforts pour démontrer l'existence de la PESD. Il y a toutefois trop de problèmes qui se cachent derrière le concept de PESD lui-même pour pouvoir évaluer la contribution française à la défense européenne¹⁹³. D'abord, l'UE ne dispose pas d'un commandement en tant que tel. « Si demain il faut envoyer des troupes dans une région en crise il faut attendre les interminables discussions du Conseil de l'UE qui souvent arrivent trop tard »¹⁹⁴.

188. Major, *US Army*, Paris, décembre 2008.

189. Senior Research Fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington D.C., 1er juillet 2009.

190. Colonel, *US Air Force, Coopération Internationale, Regional Manager, bureau du sous secrétaire à la Défense* (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009. À noter qu'aucune des cinq autres personnes présentes n'a cherché à contredire cet argument pour le moins étonnant.

191. Directeur de la Coopération Internationale, Bureau du Sous Secrétaire à la Défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009. Il est curieux d'entendre un haut fonctionnaire du Pentagone dire que la France n'a pas contribué à l'Otan entre 2002 et 2007 alors qu'elle était présente sur le terrain en Bosnie (jusqu'en 2004 cette mission était sous commandement Otan), au Kosovo et en Afghanistan (Fias).

192. Lieutenant-colonel, *US Army, Political-Military Country Desk Officer*, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009. Cet officier a tenu à souligner l'ignorance de ses supérieurs à propos de la contribution militaire française à l'Otan. Un général de l'armée de l'air qui a servi à l'étranger considère ainsi que la contribution française est insignifiante. Cette perception serait assez répandue au Pentagone.

193. Major, *US Army*, Paris, Décembre 2008.

194. *Ibid.*

Les tergiversations de la PESC et de la PESD conviennent aux États-Unis. « Nous n'avons pas intérêt à ce que la PESD se développe au détriment de l'Otan. Il faut regarder les moyens que les pays européens sont disposés à mettre au service de la PESD. Pour l'instant ceux-ci sont infimes »¹⁹⁵. « Un des problèmes qui touchent les États qui, comme la France, voudrait développer les capacités militaires de l'UE est que leurs forces armées sont limitées et qu'elles doivent servir l'Otan et la PESD »¹⁹⁶. L'UE produit des mandats fortement limités pour les opérations de PESD comparé à l'Otan¹⁹⁷. « La France cherche en fait à jouer le rôle de leader au sein de la PESD car cette place est déjà occupée par les États-Unis dans l'Otan »¹⁹⁸. À Washington, la France est cependant considérée comme un acteur essentiel de la PESD car elle contribue au niveau du leadership et des capacités matérielles¹⁹⁹. Enfin, si l'importance de la France pour la PESD n'est plus à démontrer, il faut souligner que le développement de la PESD dépend fortement de la relation entre la France et son allié américain. Sans soutien des États-Unis, les efforts français ont peu de chance de se concrétiser²⁰⁰.

Deux « courants de pensée » sont susceptibles d'expliquer les réactions des États-Unis envers la PESD. La première école regroupe ceux qui croient que la PESD profitera aux États-Unis et aux relations transatlantiques alors que la deuxième soutient que le développement d'une politique européenne indépendante et autonome pourrait représenter un préjudice pour les États-Unis, pour les relations transatlantiques et en dernière instance pour l'Otan²⁰¹.

La position officielle des administrations Clinton et Bush vis-à-vis de la PESD a toujours été très diplomatique et prudente du type *Yes but...* (Oui mais...) ²⁰² Les hésitations américaines à l'égard de la PESD ont été résumées le 7 décembre 1998 par la Secrétaire d'État

195. Colonel, US Air Force, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, décembre 2008.

196. Manager, Programmes Internationaux, bureau du Sous-Secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), Coopération Internationale, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

197. Consultante, Bureau du Sous Secrétaire à la Défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

198. Colonel, US Air Force, Coopération Internationale, Regional Manager, Bureau du Sous Secrétaire à la Défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

199. Lieutenant-colonel, US Army, Political-Military Country Desk Officer, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

200. Senior Research Fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington D.C., 1er juillet 2009.

201. Jolyon HOWORTH, *Security and Defence Policy in the European Union*, chapitre 5, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2007.

202. Stanley SLOAN, "The United States and European Defence", *Chailliot Paper No. 39*, EU Institute for Security Studies, 2000, pp. 10-14.

américaine, Madeleine Albright dans le *Financial Times*. Malgré son enthousiasme initial Albright rappelait trois mises en gardes également appelés les 3D : 1) pas de désengagement (*decoupling*) ; 2) pas de duplication ; 3) pas de discrimination. Le désengagement se rapportait à la manière dont les Européens entendaient équilibrer leur participation concomitante à l'Otan et à la PESD. L'utilisation du mot *decoupling* était chargée de sous-entendus. D'abord, les alliances sont basées sur la confiance. Or, la mise en garde relative au possible désengagement des alliés européens vis-à-vis de l'Otan soulignait un léger manque de confiance de la part des Américains. Ensuite, sur un ton encore plus agressif, affirmer que les États-Unis *would not allow decoupling* sous entendait que Washington aurait pu envisager des mesures de « rétorsion » envers les alliés moins fidèles²⁰³. La deuxième crainte d'Albright était celle de la duplication des ressources matérielles et humaines qui existaient déjà dans l'Otan. Enfin, le troisième « D » de la *discrimination* soulignait le malaise potentiel des alliés européens de l'Otan qui ne sont pas membres de l'UE (en particulier la Norvège et la Turquie).

Il ne fait cependant aucun doute que l'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Europe et de la PESD a évolué d'une position fortement critique (1999-2000) à la recherche de partenariats coopératifs (2005-2009). Aux « 3D » de Madeline Albright ont d'ailleurs succédé les « 3I » du Secrétaire général de l'Otan : *improvement, inclusiveness et indivisibility*. Lord Robertson soulignait ainsi la nécessité d'améliorer les capacités militaires de l'Union européenne, d'inclure dans le projet de développement de la PESD tous les pays de l'Otan et de considérer la sécurité transatlantique comme étant indivisible²⁰⁴. À noter que, si à l'origine les « 3D » comme les « 3I » pouvaient être perçus comme étant des concepts américains ou anglo-saxons, les alliés espagnols, italiens, polonais et roumains semblaient eux aussi partager la vision selon laquelle la PESD ne devrait aucunement dédoubler les ressources existantes dans l'Otan ni diviser les pays alliés au sujet des questions liées à la sécurité transatlantique.

La perception « *l'Otan d'abord* » reste néanmoins une constante du discours américain. Les craintes des États-Unis de voir le développement d'une PESD autonome perdue encore aujourd'hui. Les

203. Jolyon HOWORTH, *Security and Defence Policy in the European Union*, *op.cit.*, p. 141.

204. *Ibid.*

entretiens effectués à Washington ont souligné la nécessité pour Paris de faire ses preuves à l'égard de l'Alliance et de réconcilier sa participation militaire à la PESD avec celle à l'Otan.

Il faut rappeler que le but de cette section était de déceler une perception aussi objective que possible de la contribution militaire française à l'Otan et à l'Union européenne. Le concept d'objectivité implique des références concrètes au degré de contribution militaire française aux deux organisations. Or, la plupart de nos interlocuteurs ont eu tendance à ignorer les chiffres de la contribution effective de la France à l'Otan et à l'UE en mettant davantage l'accent sur le message politique que Paris a pu envoyer en direction des alliés au cours des dernières années à savoir : « *plus de PESD et une PESD autonome* ». Ce message s'est vu renforcé pendant l'absence de la France du commandement intégré de l'Otan. Cette absence semble, en effet, avoir porté préjudice à la contribution financière et militaire française à l'Alliance atlantique.

PERCEPTIONS SUBJECTIVES DE LA DÉFENSE FRANÇAISE

Cette partie vise à analyser les perceptions plus personnelles des alliés à l'égard de la défense française. Contrairement aux indicateurs objectifs, les indicateurs subjectifs ne sont pas dépourvus d'ambiguïté et peuvent donner lieu à des controverses. Les réponses aux questions portant sur ces indicateurs sont fondées sur l'opinion d'experts (haut-fonctionnaires des ministères de la défense et des ministères des affaires étrangères, chercheurs et analystes politiques). L'utilité des indicateurs subjectifs est qu'ils permettent de mesurer les tendances générales des perceptions à l'égard de la défense française. Les réponses ne donnent donc qu'une idée générale de ce qu'est l'image de la France et de la défense française dans les pays étudiés.

La France et l'Europe de la défense

Le sommet franco-britannique de Saint-Malo (1998) a donné une impulsion décisive à la PESD et le Conseil européen de Nice (2000) a été assorti d'objectifs capacitaires ambitieux. Au cours des années,

l'UE est devenue un outil diplomatique et « *militaire* » qui, malgré son déficit de *hard power*, commence à se faire entendre dans les instances internationales. Depuis la fin des années 1990 la France a été l'un des défenseurs les plus acharnés du développement de la PESD. La France a souhaité développer la capacité autonome de gestion de crise de l'UE et promouvoir sa particularité, fondée sur la capacité à couvrir la totalité du spectre de gestion de crises, du civil au militaire²⁰⁵. Paris a fait de la politique européenne de sécurité et de défense une priorité de sa présidence (2^e semestre 2008).

L'investissement de la France dans la PESD est à la hauteur des sentiments que les Français éprouvent à l'égard de l'UE et de la perception qu'ils ont du rôle que la France joue en son sein. Selon un sondage d'opinion réalisé par TNS Sofres en juillet 2007 (*Observatoire de l'Opinion sur la perception de la politique étrangère de la France*), 61 % des Français déclaraient se sentir attaché à l'UE, 57 % des interviewés estimaient que le rôle de la France au sein de l'UE se renforçait alors que 58 % des interviewés déclaraient que la France joue un rôle de leader au sein de l'UE. De plus 61 % des Français estimaient que l'appartenance de la France à l'UE renforce la position internationale de la France en lui donnant plus de poids²⁰⁶.

La question 8 sur *l'importance des capacités de défense françaises pour le développement de la PESD* visait à recouper la question 7 sur *l'appréciation de la contribution militaire française à l'UE* en mettant davantage l'accent sur l'importance « *politique* » de la France pour la PESD et sur la volonté de s'investir dans l'Europe de la Défense. Le but étant de déterminer si la volonté politique de la France de pousser au développement de la PESD est appréciée par ses alliés mais également de voir si les capacités militaires allouées par la France à la défense européenne sont considérées importantes pour le développement de la PESD.

Les capacités de défense française et l'Europe de la défense ont fait l'unanimité chez nos interlocuteurs européens et américains. En Allemagne, la France est considérée comme un acteur incontournable de la PESD. Cette importance est autant militaire que politique. La

205. Pour une description exhaustive de la contribution politique et militaire de la France à la PESD voir le site internet de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, [www. http://www.rpfrance.eu/spip.php?article770](http://www.rpfrance.eu/spip.php?article770)

206. *Observatoire de l'Opinion sur la perception de la politique étrangère de la France*, TNS Sofres, juillet 2007.

France est centrale pour le développement politique de la PESD (en termes doctrinaux entre autre) mais également pour ce qui concerne ses capacités opérationnelles sur le terrain. L'importance militaire (mais aussi politique) de la France dans les missions en Afrique et, dans une moindre mesure, dans les Balkans est clairement reconnue. En fait, sans la France, il n'y aurait probablement pas de PESD²⁰⁷.

Le rôle politique de la France depuis l'élection du président Sarkozy en tant que *leader* de la PESD est également reconnu²⁰⁸. « *Ce rôle est renforcé par le potentiel militaire de la France* »²⁰⁹. Les Allemands soulignent d'ailleurs l'impact positif de la présidence française sur la PESD²¹⁰. Certains ont admis avoir initialement éprouvé de l'animosité à l'encontre des exigences de la présidence française (trop de travail) mais qu'au final, celle-ci a réellement fait bouger les choses, elle a fait avancer l'Europe. Cette opinion est également celle des fonctionnaires européens qui tout en admettant que « *la présidence française a été un SarkoShow, elle a débouché sur des résultats concrets* »²¹¹. À noter que le couple franco-allemand a souvent été privilégié par la France et elle a été mise au centre des projets de défense européenne.

Pour l'allié espagnol, la France a une expérience importante de la force de projection et cette expérience est incontournable pour le développement de la PESD²¹². La présence française dans les missions de l'UE fait en sorte que l'Europe de la défense existe. « *Il y a deux pays capables de faire avancer la PESD : la Grande-Bretagne et la France. C'est toutefois cette dernière qui représente le moteur politique de la PESD* ». Si la France « *européanisait* » sa force de frappe nucléaire, cela accentuerait encore son influence en Europe²¹³.

207. Desk Officer, sécurité et défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009, entretien, journaliste spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009 ; lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

208. Journaliste spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009 ; lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

209. Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

210. Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

211. Porte-parole relations extérieures et politique de voisinage, Commission européenne, 29 janvier 2009.

212. Lieutenant-colonel, armée de terre ; lieutenant-colonel de l'armée de l'air, centre d'études supérieures de la défense, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

213. Deputy Director General for Security Affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

Pour les Britanniques, « sans la France la PESD n'aurait jamais existé ! »²¹⁴. Une vision également exprimée par les Allemands à propos de la participation militaire française à l'UE. La France et ses capacités militaires sont essentielles et fondamentales pour la PESD. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne représentent les trois pays qui forment le cœur de la PESD. Sans ces trois pays les capacités de l'Europe seraient drastiquement réduites pour ne pas dire inexistantes²¹⁵. Malgré le fait que la France et la Grande-Bretagne ont des approches différentes vis-à-vis de la PESD, les deux pays contribuent de manière considérable à son développement. Cette contribution découle également du fait que les deux pays ont des capacités techniques et humaines sans lesquelles « l'Europe de la défense » ne pourrait pas exister. « Il n'en reste pas moins que la Grande-Bretagne reste moins obsédée que la France par l'autonomie technologique de l'Europe vis-à-vis des États-Unis »²¹⁶. Cette obsession avec l'Europe de la défense est justifiable. « À travers la PESD la France peut utiliser l'Europe en tant que démultiplicateur de puissance. Son rôle de leader dans les différentes missions de la PESD lui confère une meilleure image vis-à-vis de ses alliés »²¹⁷.

Du point de vue britannique, la PESD reste un projet franco-anglais qui trouve ses racines dans la déclaration de Saint-Malo de 1998. Depuis la fin des années 1990, la Grande-Bretagne a démontré une certaine hésitation en ce qui concerne l'engagement effectif dans le développement de la PESD alors que la France, malgré sa volonté politique, a dû faire face à un « *capability gap* » en termes de capacités et de ressources de même qu'en termes de mobilisation des autres partenaires européens. A cet égard, l'Allemagne « pourrait et devrait contribuer davantage à l'Europe de la défense »²¹⁸. Les Britanniques semblent toutefois déplorer la manière dont la France a jusqu'à récemment géré ses relations PESD-Otan en soulignant que l'absence du commandement intégré et l'obsession avec la PESD (auxquels s'ajoutent des épisodes difficiles tels que la guerre en Irak) peuvent laisser des traces au niveau de la perception de la fiabilité de la France au sein des pays membres

214. Directeur, NATO and European Policy Division, ministère de la défense ; directeur Adjoint, NATO and European Policy Division European Union and France ; conseiller politique étrangère, spécialiste de la France, NATO and European Policy Division European Union and France, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

215. Entretien, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

216. Directeur, NATO and European Policy Division, ministère de la défense ; directeur adjoint, NATO and European Policy Division European Union and France, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

217. Capitaine, Royal Navy, ministère de la défense, entretien réalisé à Paris, 7 mai 2009.

218. Directeur, European Defence Policy and Institutions, ministère des affaires étrangères, Londres, 3 avril 2009.

de l'Otan. Cependant, « *il faut surtout regarder ce que fait la France et non pas ce qu'elle dit* »²¹⁹. Autrement dit, les militaires français sont toujours là où on les attend malgré les vociférations politiques de Paris. Selon certaines analyses, la Grande-Bretagne représenterait aujourd'hui le principal obstacle au développement de la PESD. Le premier Ministre Gordon Brown est beaucoup moins *europophile* que son prédécesseur Tony Blair. De plus, si les prochaines élections sont remportées par les Conservateurs (qui sont encore plus eurosceptiques que Brown), il y a peu de chances que Londres soutienne l'Europe de la défense²²⁰.

Les Italiens considèrent également que les capacités de défense française sont importantes pour l'Europe de la défense. La qualité des forces françaises procure à la défense européenne des capacités de défense et d'intervention extérieure considérables. La défense française est l'une des principales forces au sein de l'UE²²¹. L'allié italien met en avant que les capacités opérationnelles et la volonté politique de Paris sont cruciales pour la PESD. Toutefois, la PESD ne peut pas exister sans la conjugaison des « forces » de tous les pays membres de l'UE²²². La France met à la disposition de l'UE un état major « *déployable* », des forces aériennes, navales et terrestres très importantes et une volonté politique très forte. Tout ce qui manque, c'est la mise en commun de la « *force de frappe* »²²³.

Pour la Pologne, les capacités de la France sont cruciales pour la PESD. « *La France est le pays qui s'investit indiscutablement le plus dans la construction de l'Europe de la défense* »²²⁴. Sans les Français, aucune opération d'envergure de la PESD ne serait possible²²⁵. Les Roumains soulignent également que les capacités de la France sont très importantes pour la PESD. « *La France est un des principaux contributeurs avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La France est celle qui offre une vision à long*

219. *Ibid.*

220. F. Stephen LARRABEE, "The United States and the Evolution of ESDP" in *What Ambitions for European defence in 2020?*, Alvaro DE VASCONCELOS (dir.), EU Institute for Security Studies, 2009, p. 47.

221. *Attaché militaire*, ambassade d'Italie en France, novembre 2008.

222. *Général de brigade aérienne et colonel, Policy and Plans Division, Deputy Branch Chief, Policy Branch, état-major de la défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

223. *Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian Defence General Staff*, ministère de la défense, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.

224. *Directeur de la Division Union européenne*, ministère de la défense Nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

225. *Chef des affaires politiques et de l'Otan et directeur de la division Union européenne*, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

terme au plan doctrinal et de la mise sur pied d'une industrie européenne de défense (EDA). Ce sont presque systématiquement toujours les Français qui élaborent et mettent en place les grandes stratégies de la PESD »²²⁶. La France est l'acteur le plus important (number one) de la PESD et elle doit rester la locomotive (driving force) pour l'avenir²²⁷. Cette opinion est partagée par les Suédois : « *France is paramount for the ESDP* »²²⁸. La Suède en tant que pays officieusement neutre est très intéressée par le développement de la PESD qui constitue d'ailleurs une des priorités de la présidence suédoise de l'UE pour 2009.

Aux États-Unis la contribution politique française à la PESD est plus appréciée que sa contribution militaire. La France est perçue comme étant le moteur du développement de la PESD. La France a pratiquement inventé le concept. Sans la France, pas de PESD²²⁹. Quant à la contribution militaire, celle-ci semble encore une fois limitée par les ressources matérielles et par le développement balbutiant de la PESD. Cependant, puisqu'au niveau européen « *la France est l'un des plus grand pays et qu'elle possède des capacités militaires importantes comparées aux autres pays, sa contribution militaire à la PESD reste cruciale* »²³⁰. Et tant que les Allemands seront aussi discrets, cette importance de la France perdurera²³¹.

La contribution française n'est cependant pas suffisante pour que la PESD devienne une politique robuste. Malgré les contributions britannique et française la PESD reste fragile. « *Une mobilisation des principaux pays européens dotés des capacités militaires et technologiques tels que l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie serait nécessaire pour que la PESD décolle* »²³². La contribution de la France à la PESD reste malgré cela essentielle du point de vue politique et technologique²³³. Dans une perspective

226. Lieutenant-colonel, conseiller du secrétaire d'État à la Défense, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

227. Directeur général, département pour les politiques de défense et la planification, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

228. Conseiller politique PESD, ministère des affaires étrangères. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

229. Lieutenant-Colonel, US Army, Political-Military Country Desk Officer, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

230. Colonel, US Air Force ; Major, US Army. Entretiens effectués à Paris, Décembre 2008.

231. Senior Research Fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington, 1er juillet 2009.

232. Conseiller, Otan et PESD, office of the under-secretary of Defense, acquisition, technology and logistics, international cooperation, ministère de la défense, 2 juillet, 2009.

233. Directeur de la coopération internationale, bureau du Sous Secrétaire à la Défense (acquisition, technologie

américaine, « *les relations entre la PESD et l'Otan devraient être clarifiées* »²³⁴. Comme nous l'avons mentionné dans la section précédente, les États-Unis ont toujours eu une position ambivalente à l'égard du développement de la PESD et surtout des relations entre l'Otan et la PESD. Or, l'un des sujets sensibles a été la proposition par l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg lors du Sommet de Tervuren le 29 avril 2003, de créer une cellule de planification et de commandement européenne autonome. La proposition de création de cette cellule a été perçue par Washington comme une tentative de mise sur pied d'un mini-Shape concurrent du quartier général de l'Otan. Pourtant, pour les Américains, la défense collective représentant la principale mission de l'Otan depuis sa création, il n'est pas nécessaire de créer une structure concurrente. Si certains décideurs politiques et analystes européens soutiennent que l'UE devrait garantir la sécurité de ses membres la vision est tout autre aux États-Unis. D'abord, l'UE ne possède pas les capacités militaires nécessaires pour s'engager militairement à défendre ses membres. L'Europe a près de 1,7 millions de soldats mais seul 10 % sont « déployables ». Ensuite, les États-Unis sont en faveur d'une « Otan globale » dans le sens géographique, dans son rôle et dans ses buts alors que les Européens (France en particulier) soutiennent que c'est l'UE qui devrait jouer un rôle global et non pas l'Alliance atlantique. Enfin, les Américains sont en faveur du développement d'une PESD à condition que cette dernière renforce le lien transatlantique²³⁵. Au final, les hésitations à l'égard de la PESD n'empêchent pas les Américains de reconnaître que les capacités de la France, même si elles sont insuffisantes, sont incontournables pour l'Europe de la défense.

Perception de la portée de la défense française

La question visant à déterminer si la politique de défense française était davantage « *Européenne* », « *atlantique* » ou « *globale* » a fait ressortir un grand nombre de points de vue chez les alliés de la France. C'est la question qui a suscité le plus de points de vue différents avec celle portant sur la dissuasion nucléaire.

et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

234. Senior Research Fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington, 1er juillet 2009.

235. Stephen LARRABEE, "The United States and the Evolution of ESDP" in *What Ambitions for European defence in 2020?*, Alvaro DE VASCONCELOS (dir.), EU Institute for Security Studies, 2009, p. 54.

Le graphique ci-dessous présente les réponses des 63 interlocuteurs avec l'adjectif qu'ils ont utilisé en premier pour décrire la politique de défense française. À noter que près de 22 % de nos interlocuteurs ont utilisé plusieurs qualificatifs à la fois en soulignant que l'utilisation simultanée des trois adjectifs souligne que la défense française est bien équilibrée entre les volets européen, atlantiste et global. Près de 10% de nos interlocuteurs ont également répondu spontanément que la défense française est d'abord nationale. Cette qualification a été utilisée dans deux sens différents. Le premier est celui selon lequel « la défense est toujours nationale. Le rôle de l'armée étant de servir le pays ». Le deuxième sens fait référence à la tradition gaulliste de la France et met en avant le caractère nationaliste de la politique de défense.

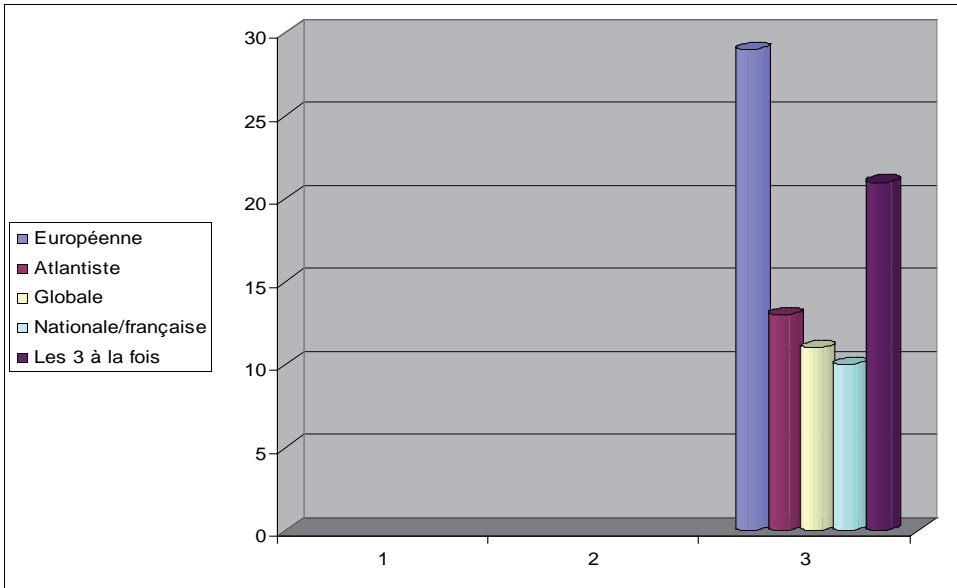


Fig.1 La politique de défense française est-elle davantage «européenne», «atlantiste» ou «globale» ou «les trois à la fois» ?

Pour les Allemands, avec l'arrivée du président Sarkozy à l'Élysée, la politique a changé et elle semble être un peu tout cela à la fois. La réponse qui est revenue le plus souvent en Allemagne est que la politique de défense française est d'abord et avant tout *nationale*²³⁶. La

236. Desk Officer Sécurité et Défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères ; journaliste spécialiste des questions de défense européenne ; lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales,

politique de défense est « nationaliste » mais au bon sens du terme. En effet, cette politique servirait ouvertement les intérêts de la France (ce que l'Allemagne ne peut pas faire étant donné son passé)²³⁷. Cette politique est peut-être encore partiellement gaullienne (force de frappe) malgré une approche plus pragmatique à l'égard de l'Otan²³⁸.

Pour l'allié allemand, « si la politique française n'est pas perçue comme transatlantique »²³⁹, « sa participation aux missions de l'Otan fait tout de même de la France une nation transatlantique »²⁴⁰. « La France est "pragmatiquement" de plus en plus transatlantique »²⁴¹. « La politique française utilise l'Europe comme démultiplicateur de puissance. La France utiliserait ainsi la PESD pour agir globalement²⁴² ou pour faire contrepoids aux États-Unis²⁴³. Malgré cela, la défense française sert également la défense européenne et la sécurité globale²⁴⁴. « La politique française est nationale et européenne, avec une touche de globale et une vision pragmatique de la défense transatlantique »²⁴⁵. La défense française n'est en tout cas pas globale.

En Espagne, les réponses ont varié assez fortement. D'un côté, la politique de défense française est perçue comme étant nationale (défense des intérêts nationaux) même si cela n'est pas incompatible avec la PESD ou l'Otan²⁴⁶. Elle est également globale (du moins, elle se veut globale) grâce à ses capacités de déploiement²⁴⁷. « Enfin, elle est d'abord européenne, ensuite globale et depuis peu, atlantiste »²⁴⁸.

ministère de la défense ; lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

237. Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

238. Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

239. Desk officer sécurité et défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères; journaliste spécialiste des questions de défense européenne.; Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

240. Directeur du département PESD, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

241. Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

242. Desk officer sécurité et défense Otan et UE ; directeur du département PESD, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

243. Journaliste spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009.

244. Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

245. Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

246. Deputy director general for security affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

247. Colonel, armée de l'air, centre supérieur d'études de la défense nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

248. Colonel, chef du DPTO. De organizacion y liderazgo/ESFAS, centre supérieur d'études de la défense

En Grande-Bretagne, on évoque des périodes, des points de rupture et les opinions sur la politique française de défense sont très partagées. D'un côté, il y a des interlocuteurs pour qui la politique de défense française serait européenne depuis la fin des années 1990 et peut-être davantage atlantiste depuis l'arrivée au pouvoir du Président Sarkozy en avril 2007. Il s'agit pour ce groupe d'une politique plus équilibrée entre l'Europe et les États-Unis. Pour un autre groupe, la politique française de défense est d'abord et avant tout « française ». L'adjectif français est utilisé pour désigner une politique de défense perçue comme étant nationaliste ("It is French. France is the most nationalist country in the EU")²⁴⁹. « Il ne s'agit pas de diluer son identité dans celle de l'UE mais d'imposer l'identité française au reste de l'Europe. Ainsi, la France utiliserait l'Union européenne pour projeter la force française »²⁵⁰. La politique de défense française ne serait donc globale qu'en utilisant l'Union européenne pour renforcer son rôle d'acteur international.

Enfin, selon une troisième perspective britannique, la politique de défense française serait à la fois européenne, atlantiste et globale. « Tout dépend des sujets examinés. Si on prend l'épisode de la guerre en Irak, la France fut à la fois nationaliste (gaullienne) et européenne. Si on analyse le contenu du nouveau Livre blanc, la politique de défense française est à la fois atlantiste et globale »²⁵¹. La politique de défense française de défense peut-être considérée comme étant globale étant donné la vision holiste du monde et la volonté de la France d'être présente sur plusieurs continents à la fois.

Le président Sarkozy est perçu comme étant atlantiste et le Livre blanc souligne le lien transatlantique et l'équilibre entre l'Otan et la PESD. La complémentarité de l'UE et de l'Otan et le retour de la France dans l'Otan sont perçus comme étant la démonstration d'une politique plus atlantiste. La France « aurait ainsi compris que les États-Unis sont toujours nécessaires pour assurer la sécurité du continent européen. Paris a tenté à plusieurs reprises de démontrer que l'Europe était capable de se passer des États-Unis ». Cependant, il faut reconnaître que les capacités parfois réduites (manque d'hélicoptères par exemple ou de porte-avions)

nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

249. Directeur, NATO and EU policy division, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

250. Ibid.

251. Entretiens, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

font en sorte que « la France toute seule ne peut pas agir pour stabiliser une région. Nous devons dorénavant agir de façon collective, ensemble avec les moyens de l'Otan et de l'UE, pour résoudre les situations de crise »²⁵².

La perception en Italie est que « la France « voudrait » être une puissance globale mais comme elle n'en a pas les moyens, elle se rabat sur une défense surtout européenne mais également atlantiste »²⁵³. Le Livre blanc est à nouveau cité pour souligner que malgré les « intonations » atlantistes il est difficile de percevoir la défense française comme étant autre chose que française ou européenne. « Les preuves de l'atlantisme ne sont pas encore là »²⁵⁴. D'autres soulignent que la défense française est d'abord nationale mais également globale puisqu'elle insiste sur le développement de la PESD sans négliger l'Otan. Sans oublier que la France joue un rôle global dans le monde²⁵⁵.

En tant que nouveau membre de l'Otan et de l'Union européenne, la Pologne a longtemps été perçue comme le pays le plus « atlantiste » en Europe étant donné l'alignement de sa politique étrangère et de défense sur celle des États-Unis. Pourtant, l'allié polonais perçoit la politique de défense française comme étant euro-atlantique avec des velléités globales. Ainsi, « si des malentendus relatifs à la position française vis-à-vis de l'Otan et de l'Union européenne ont perduré pendant et après l'intervention des États-Unis en Irak, avec les changements d'administrations des deux côtés de l'Atlantique (Sarkozy et Obama) les choses ont repris un cours beaucoup plus naturel. Le retour de la France dans l'Otan vient confirmer que la politique de défense française est euro-atlantique »²⁵⁶. « Il s'agit d'une politique plus nuancée et plus équilibrée à l'égard de l'Otan comme à l'égard de l'Union européenne »²⁵⁷.

En Roumanie, on estime que la politique de défense française est « est née nationale, elle est devenue européenne par la force des choses, elle tolère l'atlantisme et elle cherche à devenir globale »²⁵⁸. Il s'agit d'une politique de dé-

252. *Ibid.*

253. *Directeur de l'istituto di affari internazionali, ancien Secrétaire d'État à la défense, Rome, 21 novembre 2008 ; senior research fellow, spécialiste des questions de défense européenne, istituto di affari internazionali, Rome, novembre 2008.*

254. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.*

255. *Commandant, NATO & EU Force planning section, Italian defence general staff, ministère de la défense, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.*

256. *Directeur, european security and defence policy unit, department of security policy ; directeur, département pour l'Otan, ministère des affaires étrangères, Varsovie, 25 juin 2009.*

257. *Directeur, EU Section ; directeur NATO Section, ministère de la défense, Varsovie, 25 juin 2009.*

258. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Direktorat des programmes*

fense flexible qui, à l'occasion, peut s'adapter en fonction des intérêts de la France et devenir plus nuancée et mieux équilibrée. Pour l'allié roumain, « *la France ne peut pas être considérée comme un pays atlantiste* »²⁵⁹. La défense française est européenne avec un volet global mais elle reste d'abord et avant tout française et nationale. Cette qualification n'implique aucune connotation négative car « *le but de toute armée est d'assurer la sécurité nationale* »²⁶⁰. Un officier a souligné qu'un pays qui possède une base de lancement de fusée en Guyane est forcément un acteur global²⁶¹. Un autre a rappelé que la perception de la défense française dépendait de la position de l'observateur. Les Australiens ou les Néozélandais par exemple doivent percevoir la défense française comme étant globale²⁶².

La perception de l'allié suédois sur la portée de la défense française est qu'elle est « *globale avec une base européenne et bien entendu nationale* »²⁶³. Nicolas Sarkozy a démontré sa volonté de renforcer les liens transatlantiques. En même temps, les ambitions de la France sont globales. La France est considérée comme un acteur global qui défend ses intérêts à l'intérieur de l'Union européenne afin de « *projeter la gloire de la France* » à l'extérieur de son territoire. « *En fin de compte, la politique de défense de la France est à la fois européenne, atlantiste et globale. Le statut d'acteur global fait qu'il est difficile de séparer les trois qualificatifs* »²⁶⁴.

Aux États-Unis, la défense française est d'abord perçue comme étant européenne, peut-être plus Atlantiste depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, tout en ayant des aspirations globales. « *Il n'y a plus de contradiction à être européen et atlantiste. Les problèmes de sécurité sont aujourd'hui globaux. Il faut donc chercher des solutions globales dans un cadre plus large que le cadre européen. À cet égard le Livre blanc est édifiant car il met l'accent sur le lien*

techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

259. *Directeur général, department for defence policy and planning*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

260. *Colonel, armée de terre, département pour l'armement*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

261. *Commandant, directeur du service des programmes d'acquisitions*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

262. *Lieutenant-colonel, conseiller du Secrétaire d'État à la défense*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

263. *Directeur adjoint, department for military affairs ; desk officer, department for security and international affairs*, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

264. *Conseiller PESD*, ministère des affaires étrangères ; *colonel armée de terre*, ministère de la défense. Entretiens réalisés à Paris, 10 juillet 2009.

transatlantique en tant que solution aux problèmes de sécurité »²⁶⁵. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Sarkozy on constate « *une convergence entre la stratégie de sécurité de l'Otan (dans le sens d'une approche plus globale), la stratégie européenne de sécurité (Solana Paper) et le Livre blanc de Sarkozy* ». La France aurait donc compris que pour répondre aux problèmes de sécurité actuels, « *il faut arriver mais il ne faut pas arriver seul. Le Livre blanc souligne également qu'il faut avoir les moyens d'arriver vite mais aussi de pouvoir assurer la durée des opérations. À cet égard, le Livre blanc rejoint les doctrines allemandes, américaines et britanniques* »²⁶⁶.

Au Pentagone, on évoque une certaine flexibilité dans l'orientation de la politique de défense française qui, à l'échelle historique de la seconde moitié du XX^e siècle, a changé au moins trois fois. Ainsi, en 1967 la politique de défense française était gaulliste et franco-française (*franco-centric policy*)²⁶⁷. A partir du début des années 1990, la politique de défense française est devenue plus européenne. Cette orientation a ensuite été renforcée par le sommet de Saint-Malo en 1998. La dernière période coïncide avec l'élection du président Sarkozy. « *À partir de 2008, on constate une véritable volonté de réorienter la politique de défense française qui devient plus atlantiste* »²⁶⁸.

Pour les Américains, comme pour les Britanniques, les élections de 2007 représentent un point de rupture. Il s'agit d'un nouveau type de leadership « plus atlantiste et plus ouvert ». Aux yeux de l'allié américain, le nouveau gouvernement français partage une vision équilibrée entre les quatre approches : nationale-européenne-atlantiste-globale. « *Cette ouverture vers le monde extérieur et en direction des États-Unis n'aurait pas été possible sous la présidence de Mme Royal et des socialistes qui auraient eu tendance à promouvoir une France influente à l'intérieur de l'UE* »²⁶⁹. Le volet atlantiste n'est cependant pas encore complètement affirmé et il faudra attendre des preuves concrètes de la nouvelle orientation française.

265. Senior research fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington DC, 1 juillet 2009.

266. Ibid.

267. Manager, programmes internationaux, bureau du Sous-Secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), coopération internationale, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

268. Colonel, US Air Force, coopération internationale, regional manager, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009

269. Lieutenant-colonel, US Army, political-military country desk officer, the joint staff, strategic plans and policy directorate. Western Europe and Balkans division, ministère de la défense, Washington DC, 2 juillet 2009.

Une autre perception est celle selon laquelle la France n'aurait aucun autre choix que de promouvoir une politique de défense globale. En premier lieu, les exportations d'armement ont toujours été un « *business* » global pour la France²⁷⁰. Cette dernière investit d'ailleurs encore beaucoup dans la recherche et le développement²⁷¹. En termes économiques, sa politique de défense ne peut pas être autrement que globale²⁷². Ensuite, la France a un rôle global qui peut être décelé à travers l'engagement de la France dans plusieurs régions du monde²⁷³. « *La France veut encore jouer un rôle global. Elle a donc des responsabilités globales. Enfin, à l'heure actuelle, nous portons un regard global sur à peu près tout : industrie de défense globale, opérations de maintien de la paix globales, menaces globales* »²⁷⁴.

L'analyse de la perception à l'égard de la portée de la défense française démontre une évolution dans les attitudes des alliés vis-à-vis de la France. Ainsi, pour ce qui est des questions de défense, l'image de la France repliée sur elle-même (*franco-centric*) ou à la limite sur l'Europe (*euro-centric*) a été remplacée par l'image d'un pays euro-atlantique qui favorise le lien transatlantique. Les perceptions semblent être influencées par le degré de connaissance qu'ils ont de la France et de sa défense, par les expériences vécues (poste à Paris, opérations conjointes) et enfin, par les actions et les discours des leaders politiques français.

270. Colonel, *US Air Force*, coopération internationale, regional manager, bureau du Sous Secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

271. Consultante, bureau du Sous Secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

272. Directeur de la coopération internationale, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

273. Consultant, industrie de défense, *Booz Allen Hamilton*, Washington D.C., 2 juillet 2009.

274. Directeur de la coopération internationale, bureau du Sous Secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

Tableau n° 2.
La politique de défense française est-elle davantage
« européenne », « atlantique » ou « globale » ?

Pays	Résumé des opinions
Allemagne	<p>« La France est pragmatiquement de plus en plus transatlantique ».</p> <p>« La politique française utilise l'Europe comme démultiplicateur de puissance. La France utiliserait ainsi la PESD pour agir globalement ».</p>
Espagne	<p>« Nationale (défense des intérêts nationaux) même si cela n'est pas incompatible avec la PESD ou l'Otan ».</p> <p>« Enfin, elle est d'abord européenne, ensuite globale et depuis peu, atlantiste ».</p>
Grande-Bretagne	<p>"It is French. France is the most nationalist country in the EU".</p> <p>« Tout dépend des sujets examinés. Si on prend l'épisode de la guerre en Irak, la France fut à la fois nationaliste (gaullienne) et européenne. Si on analyse le contenu du nouveau Livre blanc, la politique de défense française est à la fois atlantiste et globale ».</p>
Italie	<p>« La France voudrait être une puissance globale mais comme elle n'en a pas les moyens, elle se rabat sur une défense surtout européenne mais également atlantiste ».</p>
Pologne	<p>« Si des malentendus relatifs à la position française vis-à-vis de l'Otan et de l'Union européenne ont perduré pendant et après l'intervention des États-Unis en Irak, avec le changement des administrations des deux côtés de l'Atlantique (Sarkozy et Obama) les choses ont repris un cours beaucoup plus normal. Le retour de la France dans l'Otan vient confirmer que la politique de défense française est euro-atlantique ».</p>
Roumanie	<p>« Est née nationale, elle est devenue européenne par la force des choses, elle tolère l'atlantisme et elle cherche à devenir globale ».</p> <p>« La France ne peut pas être considérée comme un pays atlantiste »¹. La défense française est européenne avec un volet global mais elle reste d'abord et avant tout française et nationale. Cette qualification n'implique aucune connotation négative car « le but de toute armée est d'assurer la sécurité nationale ».</p>
Suède	<p>« Globale avec une base européenne et bien entendue nationale ».</p> <p>« En fin de compte, la politique de défense de la France est à la fois européenne, atlantiste et globale. Le statut d'acteur global fait qu'il est difficile de séparer les trois qualificatifs ».</p>
États-Unis	<p>« Il n'y a plus de contradiction à être européen et atlantiste. Les problèmes de sécurité sont aujourd'hui globaux. Il faut donc chercher des solutions globales dans un cadre plus large que le cadre européen. À cet égard le Livre blanc est édifiant car il met l'accent sur le lien transatlantique en tant que solution aux problèmes de sécurité ».</p> <p>« À partir de 2008, on constate une véritable volonté de réorienter la politique de défense française qui devient plus atlantiste ».</p> <p>« La France veut encore jouer un rôle global. Elle a donc des responsabilités globales. Enfin, à l'heure actuelle, nous portons un regard global sur à peu près tout : industrie de défense globale, opérations de maintien de la paix globales, menaces globales »</p>

1. Directeur Général, Department for Defence Policy and Planning, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

La France est-elle un allié fiable pour l'Otan ?

Le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan a fait la une des médias internationaux pendant plusieurs mois. Plus de quarante ans se sont écoulés depuis la décision du général de Gaulle de retirer la France du commandement militaire intégré de l'Alliance. En mars 2009, le président Sarkozy a évoqué le retour de la France dans l'Otan comme « une décision stratégique pour la nation ». Le retour de la France dans l'Otan est dans « *l'intérêt de la France et de l'Europe* » et il représentera « un renforcement de notre souveraineté ». « Nous ne pouvons pas risquer la vie de nos soldats sans participer à la planification des missions »²⁷⁵. En mars 2009, le journal italien *Corriere della Sera* rappelait que De Gaulle avait quitté le commandement intégré en 1966 en pleine Guerre Froide, peu après que la « Grande Nation » soit devenue une puissance nucléaire. De Gaulle était déterminé à créer les conditions nécessaires pour que la France devienne une grande puissance²⁷⁶. Une de ces conditions était de regagner son « autonomie » par rapport aux États-Unis et à ce qu'il appelait le « *condominium anglo-saxon* ».

La « course à la grandeur » qui a poussé de Gaulle à retirer la France du commandement intégré a été mal vécue par les alliés. Dans le monde bipolaire de la Guerre Froide la décision française a été perçue comme une trahison. Après la mort du général de Gaulle, la France a développé une politique de sécurité à deux niveaux. Sur un plan pratique, cette politique reposait sur une coopération étroite avec les États-Unis et l'Otan pour les questions de sécurité globale telles que le terrorisme international et l'URSS. D'un autre côté, Paris a cherché à restaurer la liberté d'action de la France (et de l'Europe)²⁷⁷. Avec la fin de la Guerre Froide et la création de l'UE (et plus tard de la PESD), la France a cherché à s'affirmer comme le leader de la construction d'une Europe de la défense autonome. L'équilibre entre l'Otan et la PESD a très souvent constitué une source de tension dans les relations entre la France et certains de ses alliés.

275. Président Sarkozy cité par Stefan SIMONS, « France's return to NATO: Sarkozy breaks with de Gaulle and tradition » *Spiegel Online*, 3 décembre 2009.

276. Massimo NAVA, « Sarkozy « rientra » nella NATO e interesse della Francia », *Corriere della Sera*, 12 mars 2009.

277. Steven Philip KRAMER, « French NATO Return: Beginning of a Beautiful Friendship? » *Atlantic Council*, 3 juin 2009.

Avec le retour dans le commandement intégré, le président Sarkozy a voulu montrer sa volonté de rompre avec le passé gaullien de la France en défiant les nombreux opposants à cette réintégration. En revanche, pour certains analystes, le retour de la France dans l'Otan ne représente rien d'autre que la culmination d'un processus qui avait déjà commencé sous la présidence de Jacques Chirac lorsque la France participait aux missions de l'Otan dans les Balkans et en Afghanistan²⁷⁸. La recherche a toutefois démontré que l'histoire mouvementée entre la France et l'Otan a laissé des traces sur la perception de la France en tant qu'allié fiable de l'Alliance.

C'est pourquoi à la question de savoir si *la France est un allié fiable de l'Otan*, la réponse unanime chez les alliés est OUI mais avec certaines réserves. En Allemagne on considère « *qu'il faut juger la France sur ses actions et non pas sur sa rhétorique* »²⁷⁹. Et même si la France voit les choses différemment elle n'en est pas moins toujours là quand il le faut aux côtés de ses alliés de l'Otan²⁸⁰. En revanche, cet état de fait peut s'améliorer et une façon de procéder serait de s'impliquer efficacement (et positivement) dans le commandement intégré de l'Otan. La France peut maintenant jouer un rôle plus constructif et cesser d'utiliser son veto pour influencer les décisions (seul recours avant la réintégration dans le commandement intégré)²⁸¹.

Pour l'allié espagnol, « *Il n'y a aucune doute. La France est un allié très fiable de l'Otan autant sur le théâtre des opérations qu'au niveau de la contribution budgétaire* »²⁸². À Madrid, l'absence du commandement intégré ne faisait pas de la France un allié moins fiable. « *La France est cependant un allié difficile. C'est sa vocation d'être un allié difficile mais fiable* »²⁸³.

Pour les Britanniques, la France semblait jusqu'à récemment percevoir l'Otan comme un rival de la PESD. La France n'a pas la même perception du rôle de l'Otan que la Grande-Bretagne. « *C'est la raison pour laquelle la France ne s'est pas suffisamment engagée au sein de l'Alliance*

278. Jeremy GHEZ & F. Stephen LARRABEE, « France and NATO », *Survival*, Vol. 51, N° 2, 2009, pp. 77-90.

279. Desk Officer Sécurité et Défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

280. Journaliste spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009 ; lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

281. *Ibid.*

282. Colonel, Chef du DPTO. *De Organizacion y Liderazgo/ESFAS*, centre supérieur d'études de la défense nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

283. Deputy director general for security affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

en particulier en Afghanistan au sein de l'ISAF »²⁸⁴. Quand les opérations de l'Alliance ne servent pas directement la sécurité du continent européen, la France a tendance à être plus hésitante²⁸⁵. « Il s'agit d'une perception différente du rôle de l'Otan. Pour la Grande-Bretagne, l'Alliance est vitale pour la sécurité de l'Europe. Pour la France elle est nécessaire mais pas indispensable. Le mot fiable n'est peut-être pas approprié. Il faut essayer de mesurer la fiabilité et la tester à travers des actions concrètes. Fiable jusqu'où ? »²⁸⁶.

Les perceptions britanniques vis-à-vis de la fiabilité de la France dans l'Otan est celle du wait and see (attendre et voir les résultats). En ce qui concerne les politiques (*policy side*), la France est considérée comme étant très fiable. Du point de vue militaire, les Britanniques semblent être plus hésitants. Cette hésitation provient de l'absence française du commandement intégré et des débats autour des relations entre la PESD et l'Otan. Le retour de la France dans le commandement intégré et la publication du dernier *Livre blanc* ont cependant renforcé l'idée de confiance vis-à-vis de la France en tant qu'allié fiable au sein de l'Alliance. « Les prérogatives du Livre blanc relatives aux liens transatlantiques et le retour dans le commandement intégré augmentent le niveau de confiance »²⁸⁷. La complémentarité entre la PESD et l'Otan telle qu'elle est décrite dans le *Livre blanc* font de la France un allié plus fiable²⁸⁸.

La question concernant l'image de la France dans l'Otan en tant qu'allié fiable a également constitué l'un des points saillants de l'étude de terrain en Italie. À Rome, la France a une mauvaise image comme allié de l'Otan. Il faudrait faire des efforts pour améliorer cette perception (qui n'est d'ailleurs pas fondée). La France est un allié fiable mais le public et certains décideurs continuent de croire que ce n'est pas le cas. « Il est difficile de "lire" la politique étrangère française à l'égard de l'Otan et surtout à l'égard de l'Otan et de la PESD ensemble »²⁸⁹. C'est en effet l'obsession de la France avec le développement d'une PESD indépendante de l'Otan qui semble perturber l'allié italien.

284. Directeur, NATO and European policy division, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

285. *Ibid.*

286. *Ibid.*

287. Entretien, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

288. Head of European Defence Policy and Institutions. Security Policy Group, ministère des affaires étrangères, Londres, 3 avril 2009.

289. Directeur de l'istituto di affari internazionali, ancien secrétaire d'État à la défense, 21 novembre 2008.

La manière dont Paris conçoit le développement de la PESD ne semble pas faire l'unanimité chez les alliés. Ainsi, à Rome comme à Londres, la mise en place éventuelle d'un quartier général militaire de l'UE qui dupliquerait le SHAPE de l'Otan est mal perçue. « *Il faut rester cohérent. On ne peut pas gaspiller les ressources matérielles et humaines là où cela n'est pas nécessaire. La France s'accroche à promouvoir sa propre image dans l'UE et dans le monde en utilisant la PESD et en "négligeant" l'Otan* »²⁹⁰. Qui plus est, selon les officiers italiens, Paris devrait tenir compte de ce que tous les pays alliés veulent y compris les nouveaux membres de l'UE et de l'Otan pour lesquels l'Otan a une tout autre signification. Pour la majorité des alliés, l'Otan et la PESD sont complémentaires et il y a de grandes attentes quant à la mise à l'épreuve des prérogatives du Livre blanc de Nicolas Sarkozy. « *L'Otan et la PESD doivent être promus ensemble et les règles de l'engagement des pays alliés ne doivent pas être différentes* »²⁹¹.

Pour les Polonais comme pour les Roumains il n'y a aucun doute : la France est un allié fiable de l'Otan. La fiabilité de la France au sein de l'Otan trouve également ses racines dans l'attitude amicale et dans le soutien que la France a accordé à ces deux pays lors de leur candidature à l'Otan et à l'Union européenne. Les Roumains soulignent que la France est le seul pays qui est fortement réactif lors des réunions de l'Otan. « *Au sein de l'Otan, il y a beaucoup de "Yes Men", d'autres qui disent « oui, mais... »*. La France elle ne se gêne pas pour dire non. Cela ne veut pas dire que les Français s'opposent systématiquement mais plutôt qu'ils préfèrent analyser sous tous les angles une situation donnée »²⁹². Quand il s'agit de la sécurité collective il n'y a cependant aucun doute que la France est un allié fiable. Même avec son « attitude particulière » la France reste un allié fiable²⁹³. Elle pourrait cependant devenir un allié encore plus fiable en s'impliquant davantage dans le processus de transformation de l'Alliance²⁹⁴.

Vue des États-Unis, la France est « un allié insupportable mais indispensable. Le meilleur allié que les États-Unis peuvent avoir. On ne

290. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.*

291. *Ibid.*

292. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directorate des programmes techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

293. *Commandant, directeur du service des programmes d'acquisition, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

294. *Chef du bureau des activités de coordination de la RTO et de l'EDA. Directorate des programmes techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

peut se passer l'un de l'autre et ce malgré les périodes de tension »²⁹⁵. Quelques années auparavant, la tendance chez les Américains aurait été de dire que la France n'était pas un allié fiable. Ce constat découle du fait que l'intervention en Irak (et l'opposition de la France) a laissé des traces. Une autre source d'irritation aux États-Unis est que la France a longtemps été « hésitante » à suivre les ordres des autres pays. On assiste cependant à un changement radical de discours des deux côtés de l'Atlantique. En France, les changements les plus radicaux à l'égard de Washington et de l'Otan datent de l'élection du président Sarkozy²⁹⁶. Mais malgré ce changement d'attitude, *il n'en reste pas moins que la France est encore peu disposée (reluctant) à intervenir à l'étranger avec l'Otan*²⁹⁷. Le retour au commandement intégré est en règle générale grandement apprécié au Pentagone. La relation entre les États-Unis et la France a été construite au cours des siècles. Et si des différences d'opinions ont toujours existé, celles-ci ont toujours été surmontées. « *La relation entre la France et les États-Unis est une relation spéciale et la France est définitivement considérée comme un allié fiable de l'Otan et des États-Unis* »²⁹⁸.

295. *Senior research fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington, 1^{er} juillet, 2009.*

296. *Colonel, US Air Force, coopération internationale, regional manager, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.*

297. *Ibid.* Cette réponse est en adéquation avec les autres perceptions (négatives) de la France de cet officier américain. Pour lui, la France ne fait jamais assez. Même si ses propos sont contredits par d'autres interlocuteurs américains, cela ne semble pas avoir d'influence sur ses perceptions à l'égard de la France. Il soulignait d'ailleurs qu'un allié aussi imprévisible que la France ne pouvait pas être considéré comme complètement fiable.

298. *Manager, programmes internationaux, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), Coopération Internationale ; consultante, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique) ; lieutenant-colonel, US Army, political-military country desk officer, the joint staff, strategic plans and policy directorate. Western Europe and Balkans division, ministère de la défense, Washington DC, 2 juillet 2009.*

Tableau N° 3.
La France est-elle un allié fiable pour l’Otan ?
Résumé des opinions

Pays	Résumé des opinions
Allemagne	<p>« il faut juger la France sur ses actions et non pas sur sa rhétorique ».</p> <p>« même si la France voit les choses différemment elle n’en est pas moins toujours là quand il le faut aux côtés de ses alliés de l’Otan ».</p>
Espagne	<p>« La France est un allié très fiable de l’Otan autant sur le théâtre des opérations qu’au niveau de la contribution budgétaire ».</p> <p>« La France est un allié difficile. C’est sa vocation d’être un allié difficile mais fiable ».</p>
Grande-Bretagne	<p>« La France percevait l’Otan jusqu’à récemment comme un compétiteur pour la PESD ».</p> <p>« Il s’agit d’une perception différente du rôle de l’Otan. Pour la Grande-Bretagne, l’Alliance est vitale pour la sécurité de l’Europe. Pour la France elle est nécessaire mais pas indispensable. Le mot « fiable » n’est peut-être pas approprié. Il faut essayer de mesurer la fiabilité et la tester à travers des actions concrètes. Fiable jusqu’où ? ».</p> <p>« Les prérogatives du Livre blanc relatives aux liens transatlantiques et le retour dans le commandement intégré augmentent le niveau de confiance ».</p>
Italie	<p>« Il est difficile de ‘lire’ la politique étrangère française à l’égard de l’Otan et surtout à l’égard de l’Otan et de la PESD ensemble ».</p> <p>« L’Otan et la PESD doivent être promues ensemble et les règles d’engagement des pays alliés ne doivent pas être différentes ».</p>
Pologne	<p>« Oui, encore plus depuis le retour dans le commandement intégré »</p>
Roumanie	<p>« Au sein de l’Otan, il y a beaucoup de « <i>Yes Men</i> », d’autres qui disent « oui, mais... ». La France elle ne se gêne pas pour dire non. Cela ne veut pas dire que les Français s’opposent systématiquement mais plutôt qu’ils préfèrent analyser sous tous les angles une situation donnée ».</p> <p>« Quand il s’agit de la sécurité collective il n’y a cependant aucun doute que la France soit un allié fiable. Même avec son « attitude particulière » la France reste un allié fiable ».</p>
Suède	<p>« Oui, un allié fiable ».</p>
États-Unis	<p>« La France est un allié insupportable mais indispensable ».</p>

La défense française et les marges orientales de l'Europe

Le programme de la présidence française de l'Union européenne (2008) a mis l'accent sur le développement des relations entre l'UE et ses voisins orientaux. Cette présidence soulignait ainsi l'ouverture d'une nouvelle étape dans les relations UE-Ukraine, le lancement des négociations en vue d'un nouvel accord avec la Russie notamment dans le domaine économique, de l'énergie, de la sécurité et des droits de l'Homme. La présidence devait également développer la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale, en particulier dans le domaine de la sécurité énergétique²⁹⁹. Le contenu du programme de la présidence française ainsi que la gestion de la crise entre la Russie et la Géorgie par le président Sarkozy en août 2008 ont pu laisser croire que la France était particulièrement intéressée par les marges orientales de l'Europe et que cette région devrait constituer une priorité pour l'UE.

Il n'y a pourtant pas d'unanimité chez les alliés concernant l'attention accordée par Paris aux marges orientales de l'Europe et la perception finale est plutôt négative. Vue d'Allemagne, les marges orientales de l'Europe sont relativement peu importantes pour la France. La priorité étant plutôt accordée à son approvisionnement en pétrole (Golfe persique), son rapprochement avec les États-Unis et l'immigration en provenance du Maghreb. La question du gaz russe n'est pas non plus prioritaire pour la France. Il faudrait savoir si l'importance des marges orientales de l'Europe pour la France se résume à la question du gaz russe. De la même manière, limiter les marges orientales de l'Europe à l'Asie centrale³⁰⁰ ou au rôle de la France en Géorgie en août 2008³⁰¹ est peut-être un peu réducteur.

L'Asie centrale et l'Afghanistan sont ressortis comme prioritaires pour la France. Cette région est toutefois ignorée ou négligée par l'UE et l'Otan. La France semble être davantage impliquée économi-

299. Présidence française de l'Union européenne, programme de travail, 1^{er} juillet-31 décembre 2008.

300. *Directeur adjoint du département PESD*, ministère des affaires étrangères ; *journaliste spécialiste des questions de défense européenne*, Berlin, 22 janvier 2009. Il faut noter que ce sont les fonctionnaires allemands du ministère des affaires étrangères qui semblaient obsédés par l'Asie centrale et non la France. L'un d'entre eux a pourtant fait de la projection en laissant croire que le gouvernement français s'intéressait trop exclusivement à cette région.

301. *Desk officer sécurité et défense Otan et UE*, ministère des affaires étrangères ; *directeur du département PESD*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

quement (investissements) que militairement ou politiquement³⁰². La France est également impliquée dans la région de la Mer Noire (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et elle a des conseillers militaires et politiques dans ces pays³⁰³. De plus, Paris s'est toujours impliqué (après 1989) dans les Balkans³⁰⁴. Au final, à Berlin on estime que la France donne malgré tout l'impression que cette région est importante pour la défense de l'UE³⁰⁵.

Pour les Britanniques, « *il serait exagéré de dire que la France est impliquée économiquement et politiquement aux marges de l'Europe* ». Les priorités restent la Méditerranée et le Moyen-Orient³⁰⁶. Il n'y a cependant aucun doute que la France a d'excellentes relations avec les pays de la région³⁰⁷. La même opinion est partagée par l'allié espagnol qui estime que la France n'a pas les moyens économiques et politiques pour s'impliquer partout. Les priorités restent l'Afrique et la Méditerranée. Pendant la présidence française de l'UE, la France a toutefois démontré que cette vaste région (dans laquelle on peut inclure les voisins directs de l'UE que sont l'Ukraine et la Moldavie, les Balkans et les Républiques Caucasiennes) est importante pour la sécurité européenne. Le président Sarkozy a ainsi réussi à gérer la crise en Géorgie en aout 2008 et à négocier habilement avec la Russie au nom de l'UE³⁰⁸.

En Italie, l'implication de la France aux marges orientales de l'Europe se résume d'abord à l'attitude à adopter à l'égard de la Turquie. À ce propos, l'Italie aurait une politique beaucoup plus dynamique et constructive que la France. Il faudrait donc que Paris revoie cette relation pour améliorer les capacités d'influence de l'UE dans cette région³⁰⁹. Ensuite, il semble que la rhétorique « *pro-engagement à l'Est* » n'est pas suivie d'actions concrètes sur le terrain³¹⁰. Par rapport à

302. *Desk officer sécurité et défense Otan et UE*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

303. *Directeur et directeur adjoint du département PESD*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

304. *Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

305. *Ibid.*

306. *Directeur, NATO and EU policy division*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

307. *Conseiller politique étrangère, NATO and Europe policy division*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

308. *Deputy director general for security affairs*, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

309. *Directeur de l'istituto di affari internazionali, ancien secrétaire d'État à la défense*, 21 novembre 2008.

310. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la Défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

l'Allemagne, la France semble peu engagée à l'est de l'Europe. Cette attitude pourrait s'expliquer par les positions différentes adoptées par les PECO lors de la guerre en Irak. Les PECO sont ouvertement plus « *otaniens* » que la France³¹¹.

Pour la Pologne et la Roumanie, la France est un des pays avec lesquels ils ont eu le plus de relations économiques, politiques et militaires depuis la fin des régimes communistes. Les Roumains évoquent avec nostalgie le temps où la France exerçait une véritable influence culturelle dans la région³¹². Les relations avec Paris ne s'effectuent actuellement qu'au niveau bilatéral et peu de signes laissent croire que la France est suffisamment impliquée aux marges de l'Europe. À Varsovie, « être impliquée » se traduirait par une politique plus stricte à l'égard de la Russie. « *La France est un grand pays de l'Otan et de l'UE. On aimerait la voir adopter une politique plus ferme à l'égard de la Russie. Ce n'est pas à la Russie de décider des politiques d'élargissement de l'Otan et de l'UE vers l'Est. Les grands pays membres doivent être plus fermes et plus critiques à l'égard de Moscou* »³¹³. Dans l'optique polonaise, la France n'est pas absente des marges de l'Europe mais son engagement n'est pas ce que la Pologne attendrait par rapport à la Russie et par rapport aux problèmes de sécurité régionaux tels que les conflits gelés³¹⁴.

La Roumanie évalue l'intérêt de la France pour les marges de l'Europe à deux niveaux. En premier lieu, au niveau de la coopération dans les industries de défense. Ainsi, les Israéliens, les Italiens et les Allemands seraient plus impliqués en Europe de l'Est dans ce secteur que la France³¹⁵. Ensuite, il ne semble pas avoir de proposition émanant de Paris par rapport à la résolution des « conflits gelés » qui se trouvent dans le voisinage immédiat de l'UE (en Géorgie et en Moldavie en particulier)³¹⁶. La position géographique et l'histoire font en sorte que la Pologne et la Roumanie sont directement intéressées à voir les membres de l'UE et de l'Otan s'impliquer sur les marges

311. *Commandant, armée de terre, NATO & EU force planning, Italian defence general staff, ministère de la défense. Entretien réalisé à Paris, 17 juin 2009.*

312. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directorat des programmes techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

313. *Directeur, département pour l'Otan, ministère de la défense, Varsovie, 25 Juin 2009.*

314. *Head of EU section, Head of NATO section, ministère de la défense, Varsovie, 25 juin 2009.*

315. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directorat des programmes techniques et des acquisitions, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.*

316. *Ibid.*

orientales de l'Europe. « Cette région est importante. Elle s'appelle 'espace de la Mer Noire Elargie' et elle fait référence aux nouveaux voisins orientaux de l'UE incluant les Républiques Caucasiennes. On rencontre ici un éventail assez large de problèmes de sécurité qui vont de l'immigration illégale jusqu'au crime organisé. C'est également une route importante pour le transport des ressources énergétiques. La France, comme d'autres grands pays européens, ne semble pas s'intéresser à cette région hautement stratégique. La France est totalement inactive et elle n'a pas de stratégie régionale vis-à-vis de cet espace »³¹⁷.

En Suède on estime également que la France n'est pas intéressée par les marges orientales de l'UE. Cela n'est pas tellement surprenant car « qui l'est vraiment aujourd'hui ? »³¹⁸ Depuis, l'arrivée du président Sarkozy on constate cependant un changement de discours vis-à-vis des nouveaux pays membres de l'UE et de l'Otan. La France semble avoir compris que cette région est importante pour la PESD³¹⁹.

Aux États-Unis on note une certaine volonté française d'être présente sur les marges orientales de l'Europe. La présence économique et les investissements directs sont évoqués. La coopération militaire française bilatérale avec les pays de la région est peu connue. La volonté du président Sarkozy d'apaiser la crise géorgienne d'août 2008 a démontré comment la France utilisait sa position au sein de l'UE pour se positionner dans la région³²⁰. Les hésitations de la France à s'impliquer davantage dans cette partie du continent européen sont perçues comme un symptôme de la crainte de l'UE à s'immiscer dans l'étranger proche de la Russie.

Le rôle de la force française de dissuasion nucléaire dans la sécurité européenne et transatlantique

Les armes nucléaires, par leur potentiel destructeur, occupent une place à part dans la panoplie des arsenaux nationaux. Elles ont la particularité de n'avoir été utilisées que deux fois et dans un même épisode guerrier : contre le Japon en août 1945. C'est ce qui explique que certains parlent de « tabou » nucléaire. Leur destructivité est telle

317. Directeur, department for defence policy and planning, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

318. Desk Officer, department for security and international affairs, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009. Bien entendu les Suédois sont intéressés par cette région. C'est pourquoi ils soutiennent les États baltes. La Suède se méfie de la Russie et les fonctionnaires et les officiers ne se sont pas gênés pour nous le dire.

319. Conseillère PESD, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

320. Colonel, US Air Force, attaché militaire, ambassade des États-Unis en France, Paris, Décembre 2008.

qu'il est devenu presque impensable de les utiliser³²¹. De plus, la rationalité des décideurs confrontés à la menace de destruction par les armes nucléaires est censée expliquer pourquoi la dissuasion entre États possesseurs a fonctionné³²². Bruno Tertrais rappelle que « *la dissuasion consiste à prévenir un acte en persuadant l'acteur concerné que les coûts d'une telle action excèdent ses bénéfices. Ces coûts peuvent être directs (dissuasion par interdiction) ou indirects (dissuasion par représailles).* »³²³ Or, si en théorie les principes de la dissuasion repose sur un principe universel (punition en cas d'infraction), il peut en aller autrement en pratique. C'est ce que démontre Bruno Tertrais dans ce document sur les limites de la dissuasion. En fait, les cas où la dissuasion pourrait être inopérante sont tellement nombreux, allant des limitations psychologiques individuelles en passant par les dimensions culturelles idéologiques et religieuses pour finir avec les dimensions stratégiques (mauvaise perception de l'adversaire, structuration du pouvoir), qu'il est permis de se demander pourquoi elle continue d'exercer une influence si importante.

Pourtant, la dissuasion a encore de beaux jours devant elle. Depuis 1998, l'Inde et le Pakistan sont des puissances nucléaires avérées, la Corée du Nord a testé deux armes de faible puissance (la première n'a pas vraiment fonctionné) et l'Iran semble en très bonne voie de développer son arsenal. Si l'Iran développe effectivement un arsenal nucléaire (avant que les forces israéliennes détruisent les sites iraniens), il est probable que d'autres pays de la région se lancent dans un programme nucléaire militaire. Ainsi, plus il y a d'États nucléaires et plus il est justifié aux yeux des États déjà en possession de ces armes de conserver leur arsenal. De plus, l'attitude de l'administration américaine du Président Obama à l'égard de la Pologne et de la République tchèque ne rassure pas les Européens de l'est. Le Président américain a semblé prêt à négocier directement avec la Russie,

321. Nina TANNEWALD, "The Nuclear Taboo: The United States and the Normative Basis of Nuclear Non-Use", *International Organization*, Vol. 53, No. 3, 1999, pp. 433-468. Voir aussi Richard PRICE & Nina TANNEWALD, "Norms and Deterrence: The Nuclear and Chemical Weapons Taboos" in Peter J. KATZENSTEIN (dir.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, pp. 115-152.

322. C'est la conviction d'un Kenneth Waltz par exemple qui est allé jusqu'à prôner la prolifération pour mettre fin aux conflits armés. Voir Kenneth N. WALTZ, "The Spread of Nuclear Weapons: More May Better," *Adelphi Papers*, Number 171, 1981; Scott D. SAGAN & Kenneth N. WALTZ, *The Spread of Nuclear Weapons: A Debate*, New York, W.W. Norton, 1995.

323. Bruno TERTRAIS, *Les limites de la dissuasion*, Fondation pour la Recherche Stratégique, recherches et documents, No. 03/2009, p. 5.

sans consulter ses alliés, pour arriver à un accord sur les armes nucléaires dans la région. Cette attitude américaine ressemble, pour les Européens de l'est, à l'attitude passée des grandes puissances européennes à leur égard. Elle redonne également de l'importance aux capacités nucléaires britanniques et françaises comme assurance de sécurité en cas de désengagement américain. Surtout que le président Sarkozy, lors du discours de Brest du 21 mars 2008, a plaidé pour un dialogue européen sur le nucléaire en évoquant la menace iranienne. À noter que le président Chirac, toujours à Brest mais deux ans auparavant, avait souligné que « *la garantie de nos approvisionnements stratégiques ou la défense de pays alliés, sont, parmi d'autres, des intérêts qu'il convient de protéger.* »³²⁴

Même le concept stratégique de l'Otan de 1999 reconnaît un rôle important aux capacités britanniques et françaises dans la sécurité des alliés. Le paragraphe 62 souligne que « *la garantie suprême de la sécurité des Alliés est apportée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis; les forces nucléaires indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des alliés.* » En revanche, de nombreux Européens restent opposés à la présence d'armes nucléaires sur le continent non seulement par principe mais également car ils n'en voient pas l'utilité opérationnelle³²⁵. L'Europe n'a jamais été aussi en sécurité que maintenant. Pourquoi alors s'encombrer d'armes de destruction massive couteuses et dangereuses ? Sans oublier que non seulement les armes nucléaires sont inutilisables contre les acteurs transnationaux comme les groupes terroristes, mais qu'en plus les armes de précision ont démontré une grande efficacité dans les conflits récents. L'accent devrait donc être mis sur la précision et non sur la destruction. Toutefois, l'idéologie continue de jouer un rôle dans l'opposition aux armes nucléaires en Allemagne et en Italie.

Ce constat se reflète dans les résultats de l'étude. Concernant la capacité nucléaire française, les perceptions sont presque unanimes. La réponse à la question de savoir si la force française de dissuasion

324. Allocution de M. Jacques CHIRAC, président de la République, lors de sa visite aux forces aériennes et océaniques stratégiques. Landivisiau - l'Île Longue / Brest (Finistère) - Jeudi 19 janvier 2006. C'est nous qui soulignons. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.elysee.fr/elysee/root/bank/print/38406.htm>

325. L'idéologie continue de jouer un certain rôle dans l'opposition aux armes nucléaires en Allemagne et en Italie selon toute vraisemblance.

nucléaire jouait un rôle important dans la sécurité européenne et transatlantique a été négative en Allemagne et en Italie et positive dans la plupart des autres pays pris en compte par l'étude.

En Allemagne, presque tous nos interlocuteurs se sont contentés de répondre « non » sans vraiment élaborer leur réponse³²⁶. Deux raisons ont été évoquées pour justifier une réponse négative : 1) la force de dissuasion française n'est pas intégrée à l'Otan (elle reste une force nationale) et 2) la tendance actuelle est de réduire les arsenaux nucléaires. De plus, les armes nucléaires tactiques sont dangereuses³²⁷. Pour d'autres en revanche, comme l'Europe n'a que deux puissances nucléaires, la capacité française est utile pour assurer la défense de l'Europe³²⁸. La force nucléaire française peut donc être un élément dissuasif important dans la panoplie de défense euro-atlantique³²⁹.

Pour les officiers espagnols, la force française de dissuasion est importante car il s'agit d'une force diversifiée (dyade sous-marins/ avions) qu'il faut prendre en considération³³⁰. En revanche, au ministère des affaires étrangères, la réponse est plus hésitante. « *Il n'est pas certain que la "force de frappe" soit utile pour assurer la sécurité de l'Europe. Comme l'Espagne est un pays non nucléaire, et même si les Espagnols comprennent la volonté de la France d'avoir une capacité nucléaire, il serait préférable que le gouvernement français donne l'exemple en démantelant son arsenal nucléaire. Il n'est pas bien d'adopter une politique de deux poids deux mesures (les quelques États autorisés par le TNP à posséder des armes nucléaires et les "Autres")*³³¹.

En Italie la réponse à la question de savoir si la force française de dissuasion nucléaire jouait un rôle important dans la sécurité européenne et transatlantique a été assez mitigée. Pour certains, « *c'est un système d'arme inutile qui vise surtout à démontrer la "grandeur" française. C'est*

326. Colonel, attaché militaire, ambassade de la république Fédérale d'Allemagne, Paris 27 décembre 2008 ; directeur et directeur adjoint du département PESD, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009 ; journaliste, spécialiste des questions de défense européenne, Berlin, 22 janvier 2009.

327. Desk officer sécurité et défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier, 2009.

328. Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier, 2009.

329. Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier, 2009.

330. Colonel chef du DPTO. De Organizacion y Liderazgo/ESFAS et colonel, armée de l'air, centre supérieur d'études de la défense nationale, état-major des armées, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009. Deputy director general for security affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

331. Deputy director general for security affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

une bizarrerie et certains médias ont même parlé de “furoncle de l’Europe” »³³². De plus, le budget lié à l’entretien de ces forces inutiles pourrait être alloué à d’autres programmes bien plus utiles aux forces françaises. Pour d’autres, il s’agit clairement d’une priorité nationale avant d’être un outil de sécurité collective. La force de frappe est une valeur ajoutée pour l’Otan mais pas pour l’UE car la PESD n’a rien à voir avec la défense territoriale. Le nucléaire reste tabou en Europe. Personne n’aborde directement la question des arsenaux britanniques et français. Un des problèmes pour le nucléaire dans la PESD est qu’il y a encore des États neutres (Autriche, Irlande et de moins en moins Finlande et Suède). Selon toute vraisemblance, il n’y a aucune nécessité pour le développement d’une capacité de dissuasion nucléaire européenne³³³. Il faut néanmoins constater que la dissuasion nucléaire continue de jouer un rôle important dans les relations internationales (Corée du Nord, Iran)³³⁴.

Les Britanniques ont une perception plutôt positive des capacités nucléaires françaises. Mis à part un fonctionnaire qui croyait que les armes nucléaires ne servaient qu’à défendre le territoire national³³⁵, la plupart des répondants britanniques considèrent que les capacités françaises sont importantes. La prolifération étant de plus en plus une menace sur la scène internationale, les capacités britanniques et françaises permettent d’assurer la dissuasion pour le reste de l’Europe. Ces deux arsenaux sont une source de stabilité dans un environnement global instable et dangereux³³⁶. Enfin, la dissuasion reste un élément central des relations internationales. La possession de l’arme nucléaire procure une influence évidente (à l’Onu par exemple) et elle démontre le sérieux des États qui les détiennent³³⁷.

La perception polonaise de l’apport français à la dissuasion nucléaire européenne et transatlantique est assez peu positive. Si la « force de frappe » procure une certaine liberté d’action à la France il

332. *Directeur de l’Istituto di affari internazionali, ancien secrétaire d’État à la défense*, 21 novembre 2008.

333. *Commandant, NATO & EU Force Planning Section, Italian defence general staff, ministère de la défense*, entretien effectué à Paris, 17 juin 2009.

334. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

335. *NATO and Europe policy division head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

336. *NATO and Europe policy division european union and France, assistant Head*, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

337. Entretiens, ministère de la défense, Londres, 2 avril 2009.

n'en reste pas moins que l'arsenal américain est le seul qui compte. Ils ne se gênent pas pour rappeler que la France n'a pas rejoint le Groupe des plans nucléaires (NPG) de l'Otan. Ce qui en dit long sur la volonté d'autonomie nucléaire française³³⁸. Pour les Polonais et leur obsession antirusse, la meilleure garantie de sécurité reste le parapluie nucléaire américain.

En Roumanie les opinions étaient partagées. Nombreux sont ceux qui croient que les capacités nucléaires françaises sont nécessaires pour assurer la sécurité de l'Europe³³⁹. D'autres sont moins optimistes car pour eux, soit les armes nucléaires sont inutilisables³⁴⁰, soit la France a toujours refusé d'intégrer ses forces nucléaires aux plans de l'Otan³⁴¹.

Pour les Suédois, mis à part la fonctionnaire assez ouvertement anti-française du ministère de la défense³⁴², la plupart de nos interlocuteurs ont semblé percevoir positivement la capacité nucléaire française. Ainsi, la « *force de frappe* » en plus de protéger l'Europe procure à la France une grande fierté et une marge de manœuvre considérable. Ces deux facettes ne sont d'ailleurs pas contradictoires. Face à l'Iran par exemple, il est préférable d'avoir plusieurs puissances nucléaires alliées. Pour certains Suédois, il serait parfaitement logique et légitime de discuter des problèmes de dissuasion nucléaire au sein de la PESD³⁴³.

Pour ce qui est de l'évaluation américaine de la dissuasion nucléaire française, cette dernière est considérée comme plutôt insignifiante. Cela n'est pas une appréciation péjorative mais « *comme il*

338. *Chef des affaires politiques et de l'Otan ; directeur de la division Union européenne*, ministère de la défense nationale, Varsovie, 25 juin 2009.

339. *Chef du bureau des activités de coordination de la RTO et de l'EDA. Directeur des programmes techniques et des acquisitions ; commandant, directeur du service des programmes d'acquisitions ; lieutenant-colonel, conseiller du Secrétaire d'État à la défense*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

340. *Colonel, chef de la section des tests et évaluations, synthèses et rapports. Directeur des programmes techniques et des acquisitions*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

341. *Directeur général, département pour les politiques de défense et la planification*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

342. *Directeur adjoint du département des affaires militaires*, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009. Selon elle, les forces françaises n'étant pas intégrées à l'Otan, elles n'ont aucune utilité pour la dissuasion européenne et transatlantique. Les arsenaux américains et britanniques sont plus efficaces à cet égard. Voir la note 62 pour de plus amples détails sur l'attitude de cet interlocuteur.

343. *Colonel de l'armée de terre ; conseiller politique pour la PESD*, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

s'agit d'un pays ami, on n'y pense même pas »³⁴⁴. Certains soulignent le rôle secondaire des armes nucléaires à l'heure actuelle. Qui peuvent-elles dissuader ? En cas de prolifération, les choses pourraient toutefois changer³⁴⁵. D'autres rappellent que la France est la troisième puissance nucléaire mais qu'il n'est pas facile de dire si la dissuasion a un rôle à jouer dans la sécurité de l'Europe. Les menaces proviennent dorénavant des acteurs transnationaux. Les armes nucléaires sont donc assez peu utiles contre ces acteurs non-étatiques³⁴⁶. D'autres interlocuteurs considèrent que le seul fait de coopérer avec la France dans ce domaine (de la dissuasion nucléaire) démontre que cette dernière joue encore un rôle important dans la sécurité transatlantique³⁴⁷. Certains officiers américains considèrent pour leur part que la force de frappe permet à la France de se maintenir au niveau des grandes puissances mondiales. Une partie de cette influence rejaillit sur l'Europe et décuple, jusqu'à un certain point, l'influence de l'UE³⁴⁸.

L'adaptation des différentes armes au contexte stratégique international actuel

La complexité des opérations militaires dans l'environnement stratégique du XXI^e siècle crée des pressions sur les différentes *armes* des forces armées des États les plus avancés. Pratiquement tous les États occidentaux, même les petites puissances comme les États scandinaves, s'efforcent d'adapter leurs armées aux exigences technologiques et doctrinales récentes. Cela est encore plus vrai pour les pays ayant des prétentions de grande puissance comme la France ou le Royaume-Uni. La question qui se pose est toutefois de savoir si toutes les *branches* des forces armées répondent efficacement aux nouvelles exigences du champ de bataille moderne. Sinon, quelle « *armée* » (armée de terre, aviation, marine) tire le mieux son épingle du jeu dans cette course à l'efficacité. Est-ce que les branches plus ouvertement dépendantes de la haute technologie comme l'aviation (avionique, armes de précision, furtivité) ou la marine (système de

344. Major, *US Army*, Paris, décembre 2008.

345. Senior research fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington, DC, 1er juillet 2009.

346. Colonel, *US Air Force*, coopération Internationale, regional manager, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

347. Directeur de la coopération internationale, bureau du sous secrétaire à la défense (acquisition, technologie et logistique), ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

348. Lieutenant-colonel *US Army*, political-military country desk officer, the joint staff. strategic plans and policy directorate (J-5). Western Europe and Balkans division, ministère de la défense, Washington D.C., 2 juillet 2009.

radar embarqué, sous-marins) sont nécessairement mieux adaptées que la pauvre armée de terre qui doit encore se contenter de se fier à ses matériels les plus solides (chars, blindés) et surtout à la qualité de sa *main d'œuvre* ? La réponse n'est pas aussi évidente que cela pourrait le sous-entendre et l'armée de terre, étant donné ses déploiements fréquents dans des opérations multinationales, se positionne plutôt bien par rapport à ses deux sœurs technologiques.

En ce qui concerne l'adaptation des différentes armes au contexte stratégique international actuel, la marine semble mieux tirer son épingle du jeu que les deux autres « armées ». Si l'aviation et la marine sont bien adaptées au nouvel environnement stratégique international, c'est la marine qui serait la mieux préparée technologiquement et en termes d'interopérabilité³⁴⁹.

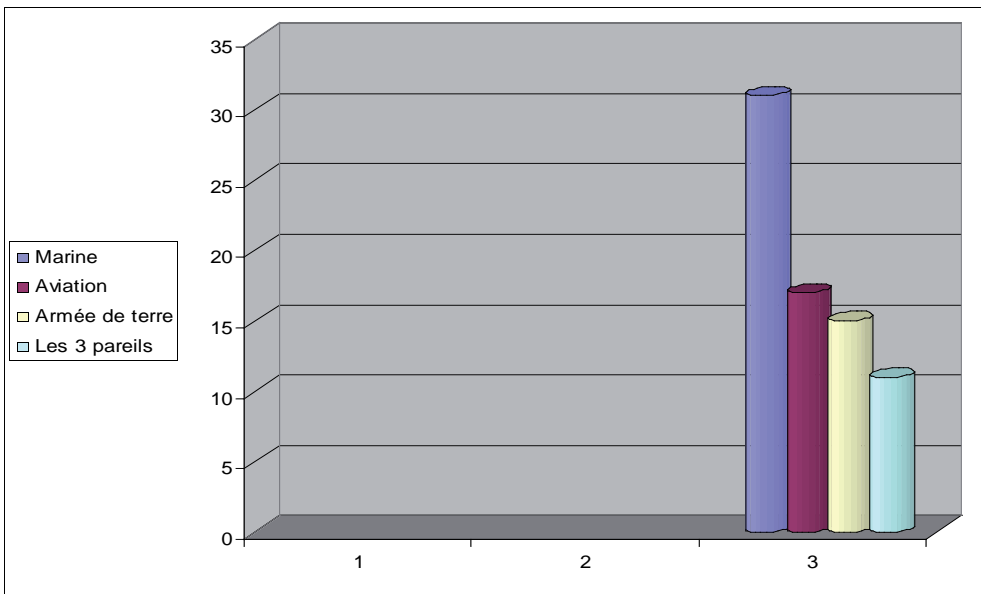


Fig. 2 L'adaptation des différentes armes au contexte stratégique international actuel : aviation, armée de terre, marine.

349. Desk officer sécurité et défense Otan et UE, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009; lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

Dans une perspective allemande, la marine serait plus habituée à travailler dans un environnement multinational puisqu'elle opère avec l'Otan et avec l'UE depuis très longtemps³⁵⁰. Les forces aériennes sont toutefois elles aussi habituées à travailler en anglais avec les autres pays de l'UE. Si l'armée de terre est la moins bien adaptée des trois armées, elle ne vient pas loin derrière les deux autres. En revanche, son personnel doit davantage parler anglais³⁵¹. L'armée de terre serait aussi bien adaptée au nouvel environnement grâce à la Légion étrangère. Cette dernière est parfaitement adaptée car elle peut être rapidement déployée partout dans le monde. Le problème de l'armée de terre est que son matériel est très usé et devra être remplacé³⁵². Enfin, toutes les forces françaises sont « raisonnablement » bien adaptées aux missions qui leurs sont assignées³⁵³.

Pour les militaires espagnols c'est l'armée de terre qui est la mieux notée des trois armes. Elle est perçue comme étant assez « *déployable* » par rapport à l'armée de l'air qui n'a pas de force de projection étant donné l'absence de capacités de transport stratégique (A400M)³⁵⁴. La marine est également considérée comme une force importante et moderne. Il ne faut surtout pas oublier que les opérations militaires actuelles sont conjointes. Toutes les branches des forces armées sont donc nécessaires. Or, étant donné le nombre d'opérations extérieures de la France, toutes les armes semblent bien adaptées³⁵⁵.

En Grande-Bretagne les trois branches de l'armée française (aviation, armée de terre et marine) sont perçues comme étant bien adaptées au nouvel environnement international avec une préférence pour l'armée de terre et la marine. À Londres on considère également que la France améliore constamment les capacités de son armée³⁵⁶.

L'adaptation des différentes armes de la défense française au nouvel environnement stratégique international n'est pas bien connue en

350. *Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

351. *Ibid.*

352. *Journaliste spécialiste des questions de défense européenne*, Berlin, 22 janvier 2009.

353. *Directeur adjoint du département PESD*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

354. *Colonel, armée de terre, centre d'études supérieures de la défense*, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

355. *Deputy director general for security affairs*, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

356. *Head, NATO and European policy division*, ministère de la défense, Londres, 2 juillet 2009.

Italie. L'importance des capacités interarmées dans le contexte actuel a été soulignée. La France est assez capable dans ce domaine, en particulier l'armée de terre. Le *Livre blanc* de 2008 et l'adaptation des armées qu'il propose sont un pas dans cette direction. La marine reste aussi importante pour assurer le contrôle des frontières maritimes de la France et de l'UE. L'idée générale est que les forces françaises sont plutôt bien adaptées et qu'il existe une synergie entre les trois forces (armée de terre, aviation, marine)³⁵⁷. Cette vision est également partagée en Pologne et en Roumanie. « *Les trois forces sont adaptées et elles se complètent mutuellement sur les théâtre d'opérations* »³⁵⁸. À Bucarest, on note cependant une certaine préférence pour l'armée de terre qui sans « *être la plus high-tech semble être la mieux adaptée pour répondre aux nouvelles menaces de l'environnement international. On cite comme exemple la Légion étrangère toujours présente dans les zones de crise* »³⁵⁹.

L'allié suédois considère également que les trois branches de l'armée française sont adaptées au nouvel environnement international. L'armée est sur-sollicitée (*overstretched*) et elle n'a pas les ressources matérielles nécessaires pour faire face à toutes les demandes. La marine et l'aviation auraient malgré tout plus de ressources pour s'adapter au nouvel environnement international³⁶⁰.

Pour les Américains, les branches des forces armées françaises les mieux adaptées au nouvel environnement international sont : la marine, les forces aériennes et l'armée de terre. Pour ce qui est de l'armée de terre, les conflits actuels font en sorte que tous les pays européens, y compris la France, adaptent leurs forces en conséquence. Pour ce qui est de la marine, elle est perçue comme une arme où la France dispose d'une longue tradition. Les forces aériennes françaises sont également considérées comme étant très performantes, notamment grâce au développement de la recherche et de la technologie française dans le domaine de l'aviation³⁶¹.

357. *Général de brigade aérienne et colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

358. *Head of NATO section*, ministère de la défense, Varsovie, 25 juin 2009.

359. *Commandant, directeur du service des programmes d'acquisitions*, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

360. *Colonel, armée de terre*, ministère de la défense. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009.

361. *Lieutenant -colonel, US Army, political-military country desk officer*, ministère de la défense, Washington, DC, 2 juillet 2009.

Que pourrait faire la France pour améliorer ses capacités de défense : recommandations des pays alliés

À la question de savoir ce que la France pourrait faire pour améliorer ses capacités de défense, les réponses ont oscillé entre les recommandations bureaucratiques et celles plus directement basées sur les matériels. Une chose est certaine, certains se sentaient mal placés pour donner des leçons à la France alors que leur propre défense est souvent dans un bien pire état que celle de la France. Un point est à souligner : la popularité du *Livre blanc* de 2008 auprès des spécialistes de la défense étrangers. C'est pourquoi il a souvent été suggéré de se contenter d'appliquer les recommandations déjà avancées dans ce document. Autre point marquant, l'importance des hélicoptères et des avions de transport pour les opérations militaires actuelles. Que ce soit en Afrique ou en Afghanistan, les pays européens manquent cruellement de ces deux types d'aéronef. À cet égard, les critiques à l'encontre de l'avion européen de transport A400M ont été fréquentes et quelquefois très dures (Italiens).

Pour ce qui est de savoir comment la France pourrait améliorer ses capacités de défense, les réponses allemandes ont fortement varié comme il fallait un peu s'y attendre. La coopération multilatérale dans le domaine de la production d'armement est revenue quasi systématiquement. D'autre part, le ministère français de la défense doit lire et appliquer le *Livre blanc* de 2008. Il serait également possible d'améliorer les choses en rationalisant le service des ressources humaines. Ainsi, à Berlin on souligne que « *plutôt que d'en garder trois (un service pour chaque armée), il serait préférable de les unir dans un seul service en plus d'externaliser certains services des armées en les sous-traitants à des firmes privées (logistique, maintenance)* »³⁶².

La France devrait aussi s'efforcer de s'impliquer davantage dans la sécurité transatlantique et s'efforcer de coopérer plus efficacement avec ses alliés pour ce qui est de la production de matériels militaires. L'abandon du projet de radar aéroporté de surveillance du terrain (AGS) par la France malgré les fonds déjà investis dans le programme explique la frustration de ses alliés européens³⁶³. Cette coopération multilatérale est une des meilleures et des moins coûteuses straté-

362. Colonel, *attaché militaire*, ambassade de la République Fédérale d'Allemagne, Paris 27 décembre 2008.

363. *Desk officer sécurité et défense Otan et UE*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

gies pour améliorer les capacités matérielles des forces françaises. L'autre élément étant d'appliquer les recommandations du *Livre blanc* de 2008³⁶⁴.

Il est donc d'une grande importance de produire les matériels en commun afin d'économiser des fonds et d'accélérer le processus de développement des systèmes (éviter de répéter les erreurs du Rafale et de l'*Eurofighter*). La France devrait aussi se débarrasser de ses armes nucléaires (*Scrap the Nukes* !)³⁶⁵. Une autre façon d'améliorer la défense française consisterait à faire en sorte que les militaires français soient plus nombreux à parler anglais³⁶⁶. Enfin, en période de coupures budgétaires (et de déclin démographique), il sera difficile pour la France (et pour tous les États européens) de conserver la totalité des moyens militaires. Les politiciens devront faire des choix difficiles souvent au détriment des forces armées. La solution pour la France (et pour les grands pays de l'UE) repose sur une plus grande coopération militaire avec les autres membres de l'UE³⁶⁷.

En Espagne, il est difficile de « donner des leçons aux militaires français car ils sont plus avancés que nous ». Les officiers espagnols considèrent cependant qu'améliorer sa force de projection serait une recommandation utile³⁶⁸. En Grande-Bretagne, on estime que la France devrait apprendre du modèle anglo-saxon des forces armées (*leaner but meaner*) et se concentrer sur la réduction des forces armées tout en approfondissant leur professionnalisation et leur modernisation³⁶⁹. Selon les Britanniques, la France devrait améliorer la flexibilité et la « *déployabilité* » de ses forces armées. La carte des Opex pourrait également être révisée. Pourquoi autant de missions en Afrique ?³⁷⁰ Vu de Londres, Paris devrait dépenser davantage pour améliorer ses capacités de défense. Cela est d'ailleurs perçu comme l'un des

364. *Directeur et directeur adjoint du département PESD*, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

365. *Journaliste spécialiste des questions de défense européenne*, Berlin, 22 janvier 2008.

366. *Lieutenant-colonel, responsable relations politico-militaires et bilatérales*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

367. *Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009.

368. *Colonel, armée de terre ; colonel de l'armée de l'air, centre d'études supérieures de la défense*, ministère de la défense, Madrid, 28 mai 2009.

369. *Head NATO and Europe policy division*, ministère de la défense, Londres, 2 juillet 2009.

370. *Ibid.*

but du *Livre blanc*. L'achat d'hélicoptères et une meilleure gestion des infrastructures de défense (*defence real estate*) devraient également constituer une priorité pour la France. Enfin, « *suivre les prérogatives du Livre blanc* » serait le meilleur conseil pour la France ("*Follow the White Paper !*")³⁷¹. Le *Livre blanc* est perçu à Londres comme pragmatique et ambitieux. Ce document reconnaît les atouts de la France et les défis auxquels elle doit faire face. La mise en application de ses propositions conduirait sans aucun doute à l'amélioration des capacités de défense³⁷².

En Italie, on estime que pour améliorer ses capacités de défense, la France devrait favoriser l'évolution de la défense européenne car, pour les Italiens, la défense européenne et l'Otan ne sont pas mutuellement exclusives. C'est plutôt le contraire³⁷³. Un des moyens pour renforcer les capacités françaises serait de travailler davantage en synergie avec ses partenaires euro-atlantiques. L'Italie partage une vision de « *mise en commun* » des capacités de défense au sein des pays alliés de l'Otan et de l'Union européenne. Ainsi, dans une perspective italienne, la France devrait travailler avec ses partenaires pour améliorer les capacités communes de défense³⁷⁴. L'accent devrait être mis à la fois sur le C 4I (*command, control, communication, computer, intelligence*), sur l'amélioration du transport stratégique et sur les échanges au niveau de la culture stratégique (*lessons learned*).

Cette vision d'une coopération accrue entre les alliés pour améliorer les capacités de défense est partagée par les Polonais et les Roumains. En Roumanie, on suggère d'éviter la duplication des capacités de l'Otan et de l'UE et de mettre l'accent sur la complémentarité de la PESD avec l'Otan³⁷⁵. De plus, Paris devrait investir davantage dans le transport aérien stratégique, contribuant ainsi à améliorer ses capacités et celles de l'Otan dans ce domaine³⁷⁶.

371. *Head of European defence policy and institutions*, ministère de la défense, Londres, 2 juillet 2009.

372. *Ibid.*

373. *Directeur de l'istituto di affari internazionali, ancien secrétaire d'État à la défense*, 21 novembre 2008.

374. *Général de brigade aérienne ; colonel, policy and plans division, deputy branch chief, policy branch, état-major de la défense*, ministère de la défense, Rome, 15 juin 2009.

375. Table ronde, direction pour l'armement, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

376. Table ronde, état-major des armées, ministère de la défense, Bucarest, 22 juillet 2009.

Pour les Suédois, les Britanniques et les Français devraient approfondir leur coopération en termes de flexibilité et de « déployabilité » des forces³⁷⁷. La France devrait également en finir avec sa politique de défense guidée par le seul intérêt de ses industries militaires (*French defense is too "industry driven"*)³⁷⁸. Dans une veine plus strictement française, la construction d'un second porte-avion et l'amélioration du transport aérien stratégique sont les principales recommandations des Suédois. Il est absolument essentiel de restructurer et de réorganiser l'administration de la défense pour la rendre plus efficace (cost effective). Poursuivre avec la réduction de la présence permanente en Afrique (fermer des bases) pour avoir davantage de soldats disponibles pour les opérations extérieures multinationales. Enfin, investir dans le transport aérien stratégique. A ce propos, le choix de l'avion de transport A 400M a été une erreur³⁷⁹.

Aux États-Unis, c'est l'augmentation des dépenses allouées au secteur de la défense en termes de pourcentage du PIB qui a dominé les propositions. Pour certains militaires américains, la France devrait augmenter les dépenses pour ce secteur à 3.5 - 4 % du PIB. Le manque de ressources matérielles est perçu comme un handicap majeur de la défense française³⁸⁰. La France devrait aussi chercher à améliorer l'interopérabilité de ses capacités et mettre à disposition de l'Otan ses capacités de défense (*play actively its capacities in NATO*)³⁸¹. L'amélioration du transport stratégique aérien et l'achat d'hélicoptères figurent parmi les principales recommandations du Pentagone. Concernant l'Europe de la défense, Les Américains estiment que la France devrait s'efforcer de construire « *une Europe de la défense forte et complémentaire de l'Otan et qui ne servirait pas de démultiplicateur de puissance pour Paris. Une Europe dans laquelle les pays qui possèdent des capacités de défense uniront leurs*

377. *Desk officer, département pour la sécurité et les affaires internationales*, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

378. *Directeur adjoint du département des affaires militaires*, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009. Encore une fois, ce fonctionnaire suédois critique la France. Voir également les notes 62 et 323 pour d'autres critiques plus ou moins justifiées provenant de cette personne.

379. *Colonel de l'armée de terre ; conseiller politique pour la PESD*, ministère des affaires étrangères de la Suède. Entretien réalisé à Paris, 10 juillet 2009. Les officiers italiens (dont un pilote) nous ont également confié que le A 400M était « *le pire choix* » que l'UE avait pu faire. Comparé au C-17 américain (qui existe déjà), le A 400M sera plus lent et ne pourra pas emporter une charge aussi importante. Tout cela pour des raisons politiques visant à prouver que l'UE pouvait tenir tête aux Américains et construire leur propre avion lourd de transport.

380. *Major, US Army*, Paris, décembre 2009.

381. *Colonel USAF, manager international programs, office of the under secretary of defense, acquisition, technology and logistics*, ministère de la défense, 2 juillet 2009.

moyens pour assurer la sécurité régionale voire globale. La France seule n'y suffit pas par elle-même. Il faut que les 27 États membres de l'UE travaillent ensemble pour créer une puissance complète et globale »³⁸².

382. *Senior Research Fellow, spécialiste des questions de défense européenne et des relations transatlantiques, CSIS, Washington, DC, 1er juillet, 2009.* Il est intéressant de noter la différence de perception de l'UE comme acteur des relations internationales. Pour les militaires américains, il ne faut pas que l'UE devienne trop puissante militairement car elle pourrait s'éloigner de l'Otan. Dans un tel cas, les États-Unis risqueraient de perdre leur influence sur leurs alliés européens. Avec cet entretien avec un civil et spécialiste des relations transatlantique, c'est la vision opposée qui domine.

CONCLUSION

Perceptions globales de la défense française

L'objectif de l'étude a été de déchiffrer de la manière la plus neutre possible le discours, les attitudes, les perceptions et les sentiments des alliés de la France à l'égard de sa politique de défense. C'est pourquoi la recherche a privilégié la dimension subjective de la perception. La recherche de terrain auprès de 63 personnes dans huit pays différents ainsi qu'auprès de fonctionnaires de l'UE a fait ressortir les points communs et les divergences entre les partenaires et les alliés de la France à l'égard de la défense française.

Il faut d'entrée de jeu reconnaître que toutes les personnes interviewées (les fonctionnaires civils des ministères des affaires étrangères, les civils et les militaires des ministères de la défense, les analystes politiques et les journalistes spécialistes des questions de sécurité et de défense européennes) ont démontré une très bonne connaissance de la défense française. Ce qui explique pourquoi nos interlocuteurs ont pu faire autant de références au *Livre blanc* de la défense 2008. Il faut également noter que malgré la complexité du sujet (perceptions) et le degré de subjectivité qui s'y rattache, nos interlocuteurs se sont

exprimés très librement. En d'autres termes, même si la courtoisie et la diplomatie leur interdisaient d'être trop radicaux, « *la langue de bois* » a rarement été utilisée. La majorité de nos interlocuteurs ont semblé prendre du recul par rapport aux débats ou aux polémiques médiatiques impliquant la défense française. En revanche, il est particulièrement difficile d'évaluer le degré d'objectivité et de neutralité des personnes interviewées. La formule « table-ronde » est à cet égard bien utile pour obtenir des points de vue différents sur le sujet. Plus il y a d'interlocuteurs et plus grande sont les chances d'obtenir des réponses riches et variées. Les visites aux États-Unis et en Roumanie l'ont prouvé.

Globalement, les perceptions de la défense française sont plutôt positives. Les forces françaises sont perçues comme étant capables, fiables et très professionnelles et il est facile de travailler avec elles en opération. Par rapport aux autres forces européennes, les forces françaises se classent parmi les meilleures. Les coupures (budgétaires et en termes de personnel) risquent toutefois de poser des problèmes à plus ou moins long terme. Les forces armées françaises fonctionnent bien mais elles sont « sous pression » (trop de coupures). Un autre problème est l'usure du matériel, surtout pour les opérations terrestres. Les matériels roulants et volants (hélicoptères, *Transall*) sont « fatigués ». Ils devront être remplacés. Selon les alliés, la France devrait renforcer ses capacités de transport stratégique aérien et sa flotte d'hélicoptères. C'est d'ailleurs dans ce secteur que la France devrait faire le plus d'effort pour renforcer ses capacités de défense.

Le budget alloué par la France à la défense se compare à celui des autres grandes armées européennes (Allemagne, Grande-Bretagne) mais il est supérieur à celui de l'Italie. Les Américains (sans surprise) considèrent que des efforts budgétaires restent à faire pour doter les forces françaises de véritables capacités d'intervention globale.

La professionnalisation des armées françaises est plutôt bien perçue par les spécialistes de la défense que nous avons rencontrés. Ce point est toutefois assez peu connu des opinions publiques. Probablement parce qu'il ne comporte pas d'élément spectaculaire. L'Espagne, l'Italie, la Pologne et l'Italie ont tenu à s'inspirer du modèle

français pour faire évoluer l'organisation de leurs forces armées³⁸³. Cela dénote une perception favorable. La plupart de nos interlocuteurs ont tendance à considérer cette professionnalisation comme un élément devant permettre d'améliorer la réactivité et la flexibilité des forces françaises et donc ses capacités de déploiement. Certains fonctionnaires (allemands, britanniques et roumains en particulier) ont toutefois tenu à souligner qu'il était encore trop tôt pour se prononcer à ce sujet. D'autres enfin ont rappelé qu'une armée professionnelle coûte plus cher et posait des problèmes en termes de disponibilité de la « main d'œuvre » (recrutement et rétention).

La marine est considérée comme étant la branche de l'armée la mieux adaptée au nouvel environnement international, suivie de l'aviation et de l'armée de terre. La plupart des alliés tiennent à souligner que la France a une très ancienne tradition dans le secteur de la marine mais ils reconnaissent que toutes les branches de l'armée se complètent mutuellement sur les théâtres des opérations et qu'elles sont toutes très performantes.

Concernant la perception des opérations extérieures de la France, la participation aux missions de l'Onu est presque inconnue. Plusieurs interlocuteurs ne pouvaient pas dire si la France participait aux opérations de paix Onusiennes. Seuls les Italiens et les Espagnols étaient au courant de l'implication importante de la France au Liban (à leurs côtés). Cela nous a paru étonnant dans la mesure où la France est l'un des rares contributeurs occidentaux (avec l'Italie) à participer assez massivement aux missions de paix de l'Onu³⁸⁴.

Le rôle de la France dans la PESD est parfaitement reconnu par tous les interviewés. Plusieurs ont même souligné que sans la France, la PESD n'existerait probablement pas. Des inquiétudes se font sentir à propos de l'annonce récente des coupures (budgétaires et de personnel). Pour presque tous les répondants, ces coupures risquent

383. En Suède le modèle français de professionnalisation semble aussi exercer une influence mais cela n'est pas aussi ouvertement avoué.

384. Au 30 juin 2009, la France était au 16^e rang des pays contributeur aux OMP de l'Onu avec 1 879 personnes déployées (policiers, observateurs et militaires). Seule l'Italie la devance (10^e rang avec 2 690 personnes) parmi les pays occidentaux. La Pologne et l'Espagne suivent aux 21^e (1 149 personnes) et 22^e (1 094 personnes) rangs. En comparaison avec les contributeurs traditionnels occidentaux que sont la Norvège et le Canada (51 et 52^e rangs avec 209 et 176 personnes), la France fait beaucoup mieux.

Données accessibles à l'adresse suivante : http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/2009/june09_2.pdf

d'affecter négativement les capacités d'intervention des forces françaises car la diminution du budget et des effectifs ne pourra pas rester sans effet sur les déploiements extérieurs. Cela s'est d'ailleurs déjà concrétisé par la déclaration du ministre de la défense, Hervé Morin, le 28 janvier 2009, qui prévoit un retrait de plusieurs centaines de soldats (plus de 2000) de certaines opérations africaines (Côte d'Ivoire et Tchad). À noter que le budget prévu pour les Opex en 2008 était de 460 millions d'euros et que le coût réel a été de 833 millions³⁸⁵. Le surcoût des Opex pose un vrai problème au ministère qui doit chercher à compenser en réduisant les coûts ailleurs.

La reconnaissance du rôle important de la France dans la construction de la PESD ne lui épargne cependant pas les critiques soulignant une attitude parfois « hautaine » vis-à-vis des pays moins importants en termes démographiques et militaires. Comme le souligne un fonctionnaire du Conseil de l'UE : « *La France est la clé de la PESD* ». *La contribution française est hautement appréciée au sein de l'UE. Il ne faut cependant pas oublier qu'il y a des pays plus petits tels que la Finlande et la Suède qui participent aussi activement aux missions de l'UE, notamment aux missions civiles. Paris a toujours su utiliser sa contribution militaire à la PESD pour favoriser son rayonnement international en tant que "grande puissance". Quand certains leaders politiques français évoquent l'Europe, il est souvent difficile de ne pas éprouver le sentiment qu'ils évoquent en fait une "grande France". Cette attitude déplaît aux petits pays qui sont également des contributeurs fidèles à la PESD.* »³⁸⁶

Un autre problème pour la perception de la défense française concerne son rôle auprès de l'Otan. S'il est un point qui ressort clairement des entretiens c'est celui de la mauvaise perception qu'ont certains alliés de la France. Le ton agressif souvent adopté par les décideurs français à l'égard de l'Otan et le discours opposant PESD et Otan sont mal perçus par de nombreux fonctionnaires et officiers des pays alliés. Pratiquement tous nos interlocuteurs ont tenu à souligner que la France était un allié fiable et disponible. « *Chaque fois que l'Otan a besoin d'elle, la France répond présente* ». Il est tout de même difficile de nier qu'il se dégage une image quelquefois négative de la relation entre la France et l'Otan. Le vrai test pour la France est son

385. Ministère de la défense (DlCoD), projet de loi de finances. 2009 budget de la défense, septembre 2008, p. 25.

386. *Conseiller politique et communication, spécialiste opérations extérieures*, conseil de l'Union européenne, Bruxelles, 6 février 2009.

retour dans le commandement intégré et la manière dont elle réussira à équilibrer son engagement politique et militaire entre la PESD et l'Alliance atlantique. L'idée qui sous-tend la pleine réintégration de la France dans l'Otan est d'une part, de pouvoir peser davantage sur les discussions qui auront lieu sur l'évolution de l'architecture de sécurité de l'Europe et d'autre part, d'eupéaniser l'Alliance atlantique. L'eupéanisation de l'Otan est cependant tributaire de la volonté de tous ses membres. Or, pour l'instant ceux-ci ne semblent pas partager entièrement la vision française.

La perception des alliés est que la France devrait faire des efforts pour s'intégrer dans l'UE et dans l'Otan comme un membre « normal » et cesser d'essayer de les dominer³⁸⁷. Toutefois, si le gouvernement français donne quelquefois l'impression d'adopter une attitude prétentieuse sur la scène internationale, il n'a pas vraiment d'autre choix étant donné l'histoire de grande puissance de la France. Un gouvernement qui refuserait de jouer le jeu de la France comme puissance mondiale serait rapidement critiqué par les Français. « *La France est toujours là quand on en a besoin. Elle est un allié fiable mais elle est toujours consciente de ses intérêts* »³⁸⁸.

L'utilité de la force nucléaire française ne fait pas l'unanimité. Pour les Allemands et les Italiens cette force n'aurait qu'une utilité très marginale dans le dispositif défensif euro-atlantique. Certains interlocuteurs ont même souligné le danger des armes nucléaires tactiques (déstabilisantes) en parc dans l'aviation française. D'autre part, le coût très élevé de cette force relativement peu utile représente un fardeau financier qui pourrait certainement être mieux utilisé dans d'autres secteurs de la défense (achat de matériel par exemple).

La plupart des alliés (y compris les Polonais et les Roumains) considèrent que la France est peu impliquée sur les marges orientales de l'Europe. Que ce soit sur le plan économique, politique ou militaire la France est peu visible dans cette région. L'attitude de la France à l'égard de la Russie ne fait pas l'unanimité non plus. Pour les Européens de l'Est, la France, comme tous les autres grands pays

387. *Journaliste spécialiste des questions de défense européenne*, Berlin, 22 janvier 2009.

388. *Lieutenant-colonel, département affaires africaines et européennes*, ministère de la défense, Berlin, 23 janvier 2009. Cela est admis par les grands pays européens mais moins par les États-Unis, la Pologne et la Suède.

d'Europe, adopte une posture trop tolérante face à la Russie. Qu'il s'agisse de la résolution des conflits régionaux (Géorgie, Moldavie) ou des questions énergétiques, la voix de la France (comme celles de l'Allemagne et de l'Italie) se fond dans un discours européen « mou » à l'égard d'un pays peu démocratique.

Enfin, tous les alliés sont unanimes : le président Sarkozy et le *Livre blanc* de 2008 représentent un point de rupture et de renouveau dans la politique de défense française. À la question « *que devrait faire la France pour améliorer ses capacités de défense ?* » la plupart de nos interlocuteurs ont répondu : « suivre le *Livre blanc* de 2008 ». Dans la plupart des cas, ce sont les passages du *Livre blanc* se rapportant chapitre 5 sur les relations transatlantiques qui sont cités : « *L'Alliance atlantique joue un rôle central dans la sécurité de l'Europe. Elle est essentielle à la sécurité de la France (...). L'Union européenne et l'Otan, chacune avec ses spécificités, ses objectifs et ses dynamiques propres, sont nécessaires à la sécurité et à l'action de la France sur la scène internationale (...). la complémentarité entre l'Union européenne et l'Otan doit donc se nourrir de la valeur ajoutée respective des deux entités* »³⁸⁹. Pour les alliés, la rupture se trouve dans la volonté de la France de concevoir l'Otan et la PESD de façon complémentaire et non plus divergente. Le *Livre blanc* est perçu comme étant « extrêmement équilibré, ambitieux et réaliste à la fois ». Quant au président Sarkozy, il incarne « un autre type de *leadership*, ambitieux et pragmatique » qui ne peut que contribuer à l'amélioration des relations transatlantiques.

389. Gouvernement de la France, *Défense et sécurité nationale*. Le *Livre blanc*, Paris, Odile Jacob/La documentation française, 2008, pp. 99

Le tableau ci-dessous présente les réponses, pays par pays, les plus saillantes à la question : globalement, quelles sont vos perceptions de la défense française ?

Tableau N° 3 : globalement, quelles sont vos perceptions de la défense française ?

Pays	Résumé des opinions
Allemagne	« Les forces françaises restent parmi les meilleures au monde (<i>One of the most capable</i>). Le gouvernement utilise efficacement les forces françaises comme un outil politique. C'est pourquoi elles ont une marge de manœuvre que n'ont pas les forces allemandes en opération. C'est d'ailleurs cette liberté d'action des militaires français (règles d'engagement plus souples) qui rend les forces françaises aussi performantes. Les forces françaises sont sérieuses, respectées et efficaces et Paris a raison d'exiger une plus forte intégration militaire de l'Europe » ¹ .
Espagne	« Les forces armées françaises sont équilibrées et adaptées aux besoins du pays. La défense française est importante pour l'Europe et pour l'Espagne. « C'est une force facilement projetable et qui est mise au service de l'UE et maintenant de l'Otan » ² .
Grande Bretagne	Certains britanniques emploient l'adjectif « <i>fabulous</i> » pour qualifier les armées françaises en ajoutant « surtout après l'arrivée de Sarkozy ». La France est un pays où la défense est respectée ³ . « Défense professionnelle, de haut niveau, un peuple fier avec une défense performante. La France « peut faire davantage dans le domaine de la défense. Le retour dans le commandement intégré représente une opportunité pour la France de tester ses capacités au sein de l'Alliance » ⁴ . La France sera un des principaux <i>players</i> au sein de l'Otan. Le Livre blanc témoigne des ambitions d'un pays capable qui possède une défense « incroyablement performante ».
Italie	« La défense est un domaine bien plus important en France qu'en Italie. Cela se voit dans l'importance d'une école comme polytechnique ou dans l'étendu des liens entre le gouvernement français et les industries de défense. Politiquement et industriellement, la défense française est bien plus forte que la défense italienne. De plus, si les Italiens ont encore tendance à associer valeurs militaires et fascisme, ils considèrent qu'une France forte militairement est un atout au sein de l'UE. La France peut jouer le rôle militaire que l'Italie ne peut pas jouer étant donné son histoire récente ». « De Gaulle et Sarkozy ont des lignes de pensée similaires. Ils pensent tous les deux à la grandeur de la France. D'une manière plus délicate et peut-être plus efficace, Nicols Sarkozy cherchera à favoriser une européanisation de l'Otan pour que la France puisse y avoir plus d'influence ».
Pologne	Une armée sophistiquée et des capacités dont « <i>on rêve chez nous</i> » ⁵ .
Roumanie	« Les forces armées servent efficacement les intérêts nationaux de la France. La défense contribue à projeter une image positive de la France à l'extérieur du pays. Les Français ont une doctrine efficace et une présence globale ». « La France s'adapte lentement mais durablement au nouvel environnement international. Après 1990, la France est restée ancrée dans le passé (surtout gaulliste) tout en s'efforçant de devenir européenne et maintenant atlantiste et globale. Il n'est cependant pas encore certain que la France est un véritable <i>team player</i> . Le retour dans le commandement intégré de l'Otan montre une volonté politique allant dans cette direction » ⁶ .
Suède	« La défense française est « impressionnante ». Elle représente un atout pour les capacités de défense de l'Europe à tous les niveaux y compris dans les secteurs de la recherche et du développement » ⁷ .
États-Unis	« La défense française est « <i>One of the most capable in Europe</i> » mais elle n'a pas les moyens de s'impliquer militairement au niveau mondial. Ce handicap est un point commun à toutes les puissances moyennes. On note cependant la volonté de la France d'être visible sur les différents théâtres du monde. Le retour dans le commandement intégré de l'Otan constituera un test pour la France. Elle devra démontrer sa volonté d'être un allié fiable et de participer activement aux missions de l'Alliance. « La France n'est pas un ennemi. Bien au contraire. C'est un de nos meilleurs alliés » ⁸ .

1. Directeur et directeur adjoint du département PESD, ministère des affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 2009.

2. Deputy director general for security affairs, ministère des affaires étrangères, Madrid, 28 mai 2009.

3. Head NATO and Europe policy division, ministère de la défense, Londres, 2 juillet 2009.

4. Assistant Head, NATO and Europe policy division, European Union and France, ministère de la défense, Londres, 2 juillet 2009.

5. Entretiens, ministère de la défense, Varsovie, 25 juin 2009.

6. Table ronde, département pour l'armement, ministère de la défense, Bucarest, 21 juillet 2009.

7. Directeur adjoint, département for military affairs, ministère de la défense, Stockholm, 4 juin 2009.

8. Table ronde, Pentagone, Washington, 2 juillet 2009.

PROPOSITIONS D'ACTION

L'analyse de la perception de la défense française chez les alliés nous a permis de formuler quelques recommandations stratégiques :

1) La participation française à l'Onu et à l'Otan est peu connue des alliés. Un effort de communication de la part du ministère de la défense et du ministère des affaires étrangères serait nécessaire afin de rendre plus visibles ces Opex. L'accent devrait être mis sur le rôle de la France au sein de l'Onu. Non seulement la France est le pays occidental qui contribue le plus aux OMP de l'Onu après l'Italie mais elle insiste pour obtenir des mandats des Nations-Unies pour presque toutes les opérations multinationales. Cela démontre un attachement profond de la France à la légalité et à la légitimité des interventions internationales³⁹⁰. D'où la nécessité pour le gouvernement français de rappeler son rôle positif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

390. Une vision cynique pourrait arguer que cet attachement de la France à l'Onu découle de l'importance de sa position au Conseil de sécurité. Cette vision est trop réductrice. Le degré d'implication de la France dans les OMP de l'Onu depuis 1991 et les pertes qu'elle a essuyé démontrent un attachement véritable aux institutions représentatives du droit international comme l'Onu.

2) Il est impératif de clarifier le rôle de la force nucléaire au sein du dispositif militaire de la France. C'est de loin le point le plus sombre au tableau de la défense française. Cette force est perçue par certains alliés comme militairement inutile et financièrement dévastatrice pour le budget français. Or, puisque la force nucléaire française reste au cœur du dispositif militaire de la France (*Livre blanc* 2008, chapitre 10), il serait avisé pour le gouvernement français d'insister davantage sur le fait que « *la France continuera à maintenir ses forces nucléaires à un niveau de stricte suffisance. Elle les ajustera en permanence au niveau le plus bas possible compatible avec sa sécurité* »³⁹¹. Il semble essentiel de rassurer les alliés sur l'utilité de ces armes. Leur présence au sein du dispositif militaire de la France est réellement mal comprise. Un véritable effort de diplomatie publique est donc souhaitable dans ce domaine.

3) Autre point central à améliorer : l'image de la France comme allié fiable de l'Otan. L'effort devra être important. Le décalage entre les perceptions (basées sur la rhétorique politique française) et la réalité de la participation des forces françaises sur le terrain doit être atténué. La situation dans ce cas ressemble étrangement à celle identifiée par Jonathan Mercer dans son ouvrage sur la réputation. Peu importe ce que fait *concrètement* un État, son image peut être très difficile à changer. Selon toute vraisemblance, l'image négative de la France comme allié de l'Otan date de la fin des années 1960 et de la décision du général de Gaulle de retirer son pays du commandement intégré de l'Alliance. Les déclarations du président Sarkozy à propos d'un rapprochement et du retour de la France dans le commandement intégré ont d'ailleurs été très bien perçues par les alliés. Il s'agit donc de poursuivre dans cette veine afin de restaurer l'image de la France comme allié fiable au sein de l'Otan.

4) De la même façon, la France doit préciser son positionnement à propos de la complémentarité de la PESD et de l'Otan dans sa politique de défense. Cela intéresse tous les alliés de la France. Cette recommandation se situe dans le prolongement de la précédente sur la fiabilité de la France comme allié au sein de l'Otan. Tous les alliés – incluant les Suédois – considèrent que la PESD et les opérations de l'Otan sont complémentaires. D'où leurs attentes à l'égard de la

391. Gouvernement de la France, *Défense et sécurité nationale*. Le *Livre blanc*, Paris, Odile Jacob/La documentation française, 2008, p. 170. Italiques dans l'original.

position française. Le *Livre blanc* les rassure mais plusieurs d'entre eux attendent de voir les mesures concrètes qui seront présentées par la France. C'est la maxime selon laquelle il faut regarder ce que fait la France qui compte et non ce qu'elle dit qui s'applique encore une fois. Un effort pour rassurer les alliés devra donc être entrepris en direction des alliés les plus sceptiques.

5) L'étude a permis de dégager certaines pistes concernant l'amélioration du fonctionnement de la défense et de sa perception à l'étranger. Encore une fois, le *Livre blanc* trône en première place des recommandations. Pour améliorer les « performances » des armées françaises, il est nécessaire de respecter et de mettre en application les propositions du *Livre blanc*. Plus spécifiquement, la rationalisation des structures organisationnelles (bureaucratie, unités militaires) doit se poursuivre afin de les alléger pour les rendre plus efficaces (*cost effective*). Ce processus est difficile car il implique des coûts sociaux (fermeture de bases, mises à pied) mais il doit absolument se poursuivre. Enfin, le gouvernement français doit absolument investir dans l'achat de nouveaux hélicoptères et d'avions de transport stratégique (type A 400M). Idéalement, il faudrait éviter de répéter les erreurs liées à la mise au point de cet avion entièrement européen sans pour autant négliger le développement des capacités industrielles européennes en matière d'armement. L'Europe doit se doter de capacités industrielles militaires de pointe et la France doit continuer de jouer le rôle de chef de file dans ce domaine. Tous les alliés européens l'ont répété.

6) L'implication de la France aux marges orientales de l'Europe est trop faible. Même si cette région est éloignée géographiquement de l'Hexagone, la France devrait s'y investir davantage. Les raisons justifiant cette recommandation sont nombreuses.

- a) L'espace que l'on appelle Région de la Mer Noire élargie renferme des réserves d'hydrocarbures très importantes. Cette région est donc cruciale pour la sécurité énergétique de l'UE. La France doit rester présente pour défendre ses intérêts et protéger l'accès à ces réserves d'hydrocarbures.
- b) La Russie est un acteur incontournable de cette région stratégique. La France doit donc maintenir des bonnes relations avec la Russie. Cela n'implique pas de toujours accepter les

actions de Moscou. La France, avec ses partenaires de l'UE, doit adopter une position de fermeté avec la Russie quand cela est nécessaire.

- c) Les relations avec la Turquie doivent s'améliorer. Avec la Russie, la Turquie est un acteur incontournable du voisinage européen. Il serait judicieux d'essayer de rétablir les relations entre la France et la Turquie.
- d) La région revêt une importance stratégique dans la mesure où la persistance des *conflits gelés* favorise l'instabilité et les trafics de toutes sortes. La France devrait donc utiliser son influence au sein de l'UE (et de l'OSCE) pour pousser ses partenaires à faire davantage pour régler ces conflits déstabilisateurs.
- e) Dernier point, la France se désintéresse presque complètement des marchés qui peuvent s'ouvrir pour ses entreprises d'armement. Une attitude plus offensive à l'égard des marchés potentiels devrait rapidement être adoptée. En cas de succès, une telle politique permettrait de cumuler deux avantages : un gain en termes financiers pour les entreprises françaises et un gain en termes politiques puisque l'achat de matériel militaire s'accompagne très souvent d'un « *service après-vente* » dans les pays clients.

BIBLIOGRAPHIE

ANDREANI, Gilles, « La France et l'Otan après la guerre froide », *Politique Etrangère*, Vol. 63, No. 1, 1998, pp. 78-92.

ARBOIT, Gérald, « Entre la France et la Grande-Bretagne, toujours très cordialement... », *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2005, pp. 507-538.

BARBER, Benjamin, "Brand America or America the Beautiful? Public Diplomacy in the Obama Era" *Public Diplomacy Magazine*, November 2008.

BERGERON, Sébastien, « Vers une européanisation de la politique de sécurité et de défense de la France en Afrique », *Revue de défense nationale et de sécurité collective*, janvier 2007, pp. 55-62.

BOENE, Bernard, « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et sociopolitique », *Revue Française de Sociologie*, Vol. 44, No. 4, 2003, pp. 647-693.

BONIFACE, Pascal, *La France est-elle encore une grande puissance?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998.

BOZO, Frédéric, *Alliance atlantique : la fin de l'exception française ?*, Document de travail de la Fondation pour l'innovation politique, Février 2008.

BOZO, Frédéric, "The Effect of Kosovo and the Danger of Decoupling" in HOWORTH, Jolyon & KEELER, John T.S. (dir.), *Defending Europe: The EU, NATO and the Quest for European Autonomy*, Basingstoke, Palgrave/Macmillan, 2003, pp. 61-77.

BRYANT, Janet, "France and NATO from 1966 to Kosovo: Coming Full Circle?", *European Security*, Vol. 9, No. 3, 2000, pp. 21-37.

CAMERON, Alastair & MAULNY, Jean-Pierre, *France's NATO Reintegration. Fresh Views with the Sarkozy Presidency?*, Royal United Services Institute (RUSI), Occasional Paper, February 2009.

CHARILLON, Frédéric, « Politique étrangère de la France : l'heure des choix », *Politique étrangère*, n° 1, 2007.

CHARILLON, Frédéric, *Peut-on choisir sa loyauté en politique étrangère ?*, Colloque AFSP-SEI « La loyauté dans les Relations Internationales », 28 et 29 octobre 2000, 15 pages.

COHEN, Samy, « L'interview démystifiée » in COHEN, Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, pp. 4-13.

COHEN, Samy, « Enquêtes au sein d'un « milieu difficile » : les responsables de la politique étrangère et de défense » in COHEN, Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, pp. 17-49.

COPELAND, Dale C. « Do Reputations Matter? », *Security Studies*, Vol. 7. No. 1, 1997, pp. 33-71.

CRESCENZI, Mark J.C., "Reputation and Interstate Conflict", *American Journal of Political Science*, Vol. 51, No. 2, 2007, pp. 382-396.

CROFT, Stuart, "European Integration, Nuclear Deterrence and Franco-British Nuclear Cooperation", *International Affairs*, Vol. 72, N° 4, 1996, pp. 771-787.

DOISE, Jean et VAISSE, Maurice, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire*, Paris, Editions du Seuil, 1992.

DUMOULIN, André (dir.), *France-Otan : vers un rapprochement ? Au-delà du 40ème anniversaire de la crise franco-atlantique*, Bruxelles, Bruylant, 2006.

FORSTER, Anthony, *Armed Forces in Europe*, Londres, Palgrave, 2006.

GALLIS, Paul, "France: Factors Shaping Foreign Policy, and Issues in U.S.-French Relations", *CRS Report for Congress RL 32464*, 21 mai 2008.

GERECHT, Reuel Marc & SCHMITT, Gary J., "A Post-Gaullist, Pro-American France?", *American Enterprise Institute European Outlook*, No. 1, 2006.

GHEZ, Jeremy & LARRABEE, F. Stephen, « France and NATO », *Survival*, Vol. 51, No. 2, 2009, pp. 77-90.

GNESOTTO, Nicole, *Le partage du fardeau dans l'Otan – 1. Enjeux et réalités*, « Les notes de l'Ifri », No.11, Paris, Institut français des relations internationales, 1999.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, *Défense et sécurité nationale. Le Livre blanc*, Paris, Odile Jacob/La documentation française, 2008.

GREGORY, Shaun, « The French Military in Africa: Past and Present », *African Affairs*, vol. 99, n° 396, 2000, p. 435-448.

GRUNDERG, Isabelle, “Still a Reluctant Ally? France’s Participation in the Gulf War Coalition” in BENNETT, A., LEFGOLD, J. et UNGER, D. (dir.), *Friends in Need: Burden Sharing in the Persian Gulf War*, Londres, Macmillan, 1997, pp. 113-134.

GUILLOT, Philippe, “France, Peacekeeping and Humanitarian Intervention”, *International Peacekeeping*, Vol. 1, No. 1, 1994, pp. 30-43.

HATTO, Ronald, *Le partage du fardeau de la sécurité transatlantique : les relations franco-américaines à l'épreuve de la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, Paris, Editions Dalloz, 2006.

HEARN, Michael, « La perception », *Revue française de science politique*, Vol. 36, No.3, 1986, pp. 317-324.

HOFFMANN, Stanley, « La France dans le monde : 1979-2000 », *Politique Étrangère*, No. 2, 2000, pp. 307-317.

HOFFMANN, Stanley, “De Gaulle, Europe, and the Atlantic Alliance”, *International Organization*, Vol. 18, No. 1, 1964, pp. 1-28.

HOLSTI, Kalevi J., “National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy”, *International Studies Quarterly*, Vol. 14, No. 3, 1970, Pp. 233-309.

HOUSE OF COMMONS DEFENCE COMMITTEE, *Recruiting and retaining Armed Forces personnel, Fourteenth Report of 2007–08*, HC 424, Published on 30 July 2008 by authority of the House of Commons London: The Stationery Office Limited, 297 pages.

HOWORTH, Jolyon, *Security and Defence Policy in the European Union*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2007.

HUTH, Paul K. « Reputations and Deterrence: A Theoretical and Empirical Assessment », *Security Studies*, Vol. 7. No. 1, 1997, pp. 72-99.

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES, 'Chapter Three: Europe', *The Military Balance*, Vol. 109, No. 1, 2009, pp. 99-206.

JAKOBSEN, Peter Viggo, "Reinterpreting Western Use of Coercion in Bosnia-Herzegovina: Assurances and Carrots Were Crucial", *The Journal of Strategic Studies*, Vol. 23, No. 2, 2000, pp. 1-22.

JANOWITZ, Morris, "The All-Volunteer Military as a 'Sociopolitical' Problem", *Social Problems*, Vol. 22, No. 3, 1975, pp. 432-449.

JANOWITZ, Morris, "Volunteer Armed Forces and Military Purpose", *Foreign Affairs*, Vol. 50, No. 3, 1972, pp. 427-443.

JERVIS, Robert, *The Logic of Images in International Relations*, New York, Columbia University Press, 1970.

JERVIS, Robert, "Hypotheses on Misperception" in KNORR, Klaus (dir.), *Power, Strategy and Security*, Princeton, Princeton University Press, 1983, pp. 152-177.

KEOHANE, Robert O., *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

KESSLER, Marie-Christine, *La politique étrangère de la France : acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1999.

KRAMER, Steven Philip, « French NATO Return: Beginning of a Beautiful Friendship? » *Atlantic Council*, 3 juin 2009.

KROTZ, Ulrich, « National Role Conceptions and Foreign Policies: France and Germany Compared », *Program for the Study of Germany and Europe Working Paper 02.1*, Minda de Gunzburg Center for European Studies, Harvard University, 2002.

LANXADE, Jacques, « De la conscription à l'armée professionnelle », *Etudes*, 2005/3, pp. 321-331.

LARRABEE, F. Stephen, "The United States and the Evolution of ESDP" dans *What Ambitions for European defence in 2020?*, Alvaro DE VASCONCELOS (dir.), EU Institute for Security Studies, 2009, p. 47.

MACLEOD, Alex, "Just defending national interests? Understanding French policy towards Iraq since the end of the Gulf War", *Journal of International Relations and Development*, Vol.7, No. 4, 2004, pp. 356-387.

MACLEOD, Alex, « La politique française et l'affirmation du leadership international » in MACLEOD, A. et ROUSSEL, S. (dir.), *Intérêt national et responsabilités internationales : six États face au conflit en ex-Yougoslavie*, Montréal, Guérin Universitaire, 1996, pp. 37-58.

MACLEOD, Alex et VOYER-LEGER, Catherine, « De la raison à la reconnaissance. Comprendre l'opposition de la France à l'intervention en Irak » in Alex MACLEOD et David MORIN (dir.), *Diplomatie en guerre. Sept États face à la crise irakienne*, Outremont, Athéna Editions, 2005, Pp. 149-169.

MACLEOD, Alex et VIAU, Hélène, « La France : les institutions internationales au service du rang? », *Études Internationales*, Vol. 30, No. 2, 1999, pp. 279-301.

MALLARD, Grégoire et MERAND, Frédéric, « Sommet de l'Otan - Le retour de la France servira-t-il le Canada ?, *Le Devoir*, 5 avril 2009.

MERCER, Jonathan « Reputation and Rational Deterrence Theory », *Security Studies*, Vol. 7. No. 1, 1997, pp. 100- 113.

MERCER, Jonathan, *Reputation and International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

MICHEL, Leo G., "Defense Transformation à la française and U.S. Interests", *Strategic Forum*, No. 233, 2008, 12 pages.

MILLER, Gregory D. "Hypotheses on Reputation : Alliance Choices and the Shadow of the Past", *Security Studies*, Vol. 12, No. 3, pp. 40-78.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE (DICO), *Projet de loi de finances. 2009 Budget de la défense*, Septembre 2008.

MONGRENIER, Jean-Sylvestre, « L'armée britannique, projection de puissance et géopolitique euratlantique », *Hérodote*, No. 116, 2005, pp. 44-62.

MORIN, Hervé « Nouveaux risques, nouveaux enjeux », *Défense et sécurité internationale*, Hors-série No. 2, 2007, pp. 7-10.

MOZAFFARI, Mehdi, « France – Scandinavie : perceptions et relations », *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2000, pp. 325-332.

NAVA, Massimo, « Sarkozy « Rientra nella NATO e interesse della Francia », *Corriere della Sera*, 12 mars 2009.

PAQUETEAU, Bernard, « Mots et stratégies : le débat sur la réforme des armées », *Mots*, Vol. 51, No. 1, 1997, pp. 85-100.

PARIS, Henri (Gén.), « Le recrutement dans l'Armée de terre : force et faiblesse d'une armée professionnelle », *Le débat stratégique*, No. 92, Juillet 2007. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.cirpes.net/article180.html>

PASCALLON, Pierre (dir), *Les armées françaises l'heure de l'interarmisation et de la multinationalisation. Les armées françaises à l'aube du XXIème siècle*, Tome V, Paris, L'Harmattan, 2007.

PICKLES, Dorothy, "The Decline of Gaullist Foreign Policy", *International Affairs*, Vol. 51, No. 2, 1975, pp. 220-235.

PONTON d'AMECOURT, Jean de, « La France, puissance stratégique et militaire dans et grâce à l'Europe », *La Revue internationale et stratégique*, n° 63, automne 2006, p. 87-89.

PRICE, Richard TANNEWALD, & Nina, "Norms and Deterrence: The Nuclear and Chemical Weapons Taboos" in Peter J. KATZENSTEIN (dir.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, pp. 115-152.

ROBERTS, Adam, "The Crisis in UN Peacekeeping", *Survival*, Vol. 36, No. 3, 1994, Pp. 93-120.

SADOUX, Antoine, « La PESD, un moyen d'assurer la position de la France en Afrique », *Revue de défense nationale et de sécurité collective*, octobre 2005, p. 67-77.

SAGAN, Scott D. & WALTZ, Kenneth N., *The Spread of Nuclear Weapons: A Debate*, New York, W.W. Norton, 1995.

SAVOYANT, Luc, « Renoncer à la dissuasion nucléaire? », *Défense nationale et sécurité collective*, No. 07, 2009, pp. 132-138.

STERN, Brigitte, « Introduction » in Brigitte Stern (dir.), *La vision française des opérations de maintien de la paix*, Tokyo et Paris, United Nations University Press et Montchrestien, 1997 pp. 15-21.

TANNEWALD, Nina, "The Nuclear Taboo: The United States and the Normative Basis of Nuclear Non-Use", *International Organization*, Vol. 53, No. 3, 1999, pp. 433-468.

TARDY, Thierry, *La France et la gestion des conflits yougoslave (1991-1995). Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'Onu*, Bruxelles, Bruylant, 1999.

TERTRAIS, Bruno, *Les limites de la dissuasion*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Recherches et Documents, No. 03/2009

TIERSKY, Ronald, "French Military Reform and NATO Restructuring", *Joint Forces Quarterly*, No. 15, 1997, 95-102.

TREACHER, Adrian, *French Interventionism. Europe last global player?* Aldershot, Ashgate, 2003.

TREACHER, Adrian, "Europe as a Power Multiplier for French Security Policy: Strategic Consistency, Tactical Adaptation", *European Security*, Vol. 10, No. 1, 2001, pp. 22-44.

UTLEY, Rachel (dir.), *Major Powers and Peacekeeping: Perspectives, Priorities and the Challenges of Military Intervention*, Aldershot, Ashgate, 2006

UTLEY, Rachel, « Not to do less but to do better... French Military Policy in Africa », *International Affairs*, Vol. 78, No. 1, 2002, p. 129-146.

UTLEY, Rachel, "The New French Interventionism", *Civil Wars*, Vol. 1, No. 2, 1998.

VAHLAS, Alexis, « Le prototype Artémis d'agencement multinational et la diversification de l'action militaire européenne », *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2005, pp. 262-275.

Peter VAN HAM, "The Rise of the Brand State: The Postmodern Politics of Image and Reputation", *Foreign Affairs*, October 10, 2001.

VERTZBERGER, Yaacov Y. I., "Foreign Policy Decisionmakers As Practical-Intuitive Historians: Applied History and Its Shortcomings", *International Studies Quarterly*, Vol. 30, No. 2, 1986, pp. 223-247.

VINÇON, Serge, « Réflexions sur notre défense », *Défense et sécurité internationale*, Hors-série No. 2, 2007, pp. 14-17.

WALKER, William, "Nuclear Order and Disorder", *International Affairs*, Vol. 76, No. 4, 2000, pp. 703-724.

WALKER, William, "International Nuclear Relations after the Indian and Pakistani Test Explosions", *International Affairs*, Vol. 74, No. 3, 1998, pp. 505-528.

WALTZ, Kenneth N. "The Spread of Nuclear Weapons: More May Better," *Adelphi Papers*, Number 171, 1981.

WOOD, Pia Christina, "France" in David S. SORENSON & Pia Christina WOOD (dir.), *The Politics of Peacekeeping in the Post-Cold Era*, Londres Frank Cass, 2006, p. 68-94.

YOST, David S. "France's New Nuclear Doctrine", *International Affairs*, Vol. 82, No. 4, 2006, pp. 701-721.

ANNEXE

Liste anonyme des personnes interrogées

I. ALLEMAGNE	Organisation	Entretien avec:
	1. Ministère des affaires étrangères	Directeur Adjoint du Département PESD
	2. Ministère des affaires étrangères	Directeur du Département PESD
	3. Ministère des affaires étrangères	Desk Officer Sécurité et Défense Otan et UE
	4. Ministère des affaires étrangères	Desk Officer, Division PESD
	5. Ministère de la défense	Lieutenant-colonel relations politico-militaires et bilatérales
	6. Ministère de la défense	Lieutenant-colonel affaires africaines et européennes
	7. Ministère de la défense/Ambassade d'Allemagne en France	Colonel attaché militaire, Paris
	8. FOCUS Magazine	Journaliste spécialiste des questions de défense européenne
II. ESPAGNE	9. Ministère de la défense, <i>Centro superior de estudios de la defensa nacional</i>	Colonel de l'armée de terre
	10. Ministère de la défense, <i>Centro superior de estudios de la defensa nacional</i>	Colonel de l'armée de l'air
	11. Ministère des affaires étrangères	Deputy Director General for Security Affairs
III. GRANDE-BRETAGNE	12. Ambassade de la Grande-Bretagne en France	Capitaine Royal Navy
	13. Ministère de la défense	Head NATO and Europe Policy Division
	14. Ministère de la défense	Assistant Head, NATO and Europe Policy Division, European Union and France
	15. Ministère de la défense	(participation table ronde)
	16. Ministère de la défense	Political Advisor NATO and Europe Policy Division, France
	17. Ministère des affaires étrangères	Head of European Defence Policy and Institutions
IV. ITALIE	18. Ministère de la défense/ambassade d'Italie en France	Général de brigade, armée de l'air
	19. Ministère de la défense/ambassade d'Italie en France	Attaché militaire adjoint
	20. Istituto affari internazionali IAI	Directeur IAI Ancien secrétaire d'État à la défense
	21. Istituto affari internazionali IAI	Senior Research Fellow, spécialiste de la défense européenne
	22. Ministère de la défense	Generale di brigada aerea, État Majeur de la Défense
	23. Ministère de la défense	Colonel ITAF, Deputy Branch Chief Policy and Plans Division, Italian Defence General Staff

LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS ALLIÉS

	24.	Ministère de la défense	Commandant, Italian Defence General Staff, NATO & EU Force Planning section
V. POLOGNE	25.	Ministère de la défense	Head of NATO section
	26.	Ministère de la défense	Head of EU section
	27.	Ministère des affaires étrangères	Head of the European and Defence Policy Unit, Department of Security Policy
	28.	Ministère des affaires étrangères	Head of NATO section
VI. ROUMANIE	29.	Ministère de la défense	Directeur Général, Department for Defence Policy and Planning
	30.	Ministère de la défense	Colonel, Staff Officer, Strategic Planning Directorate
	31.	Ministère de la défense	Chief of RTO & EDA Activities Coordination Office, Technical Procurement Programs Directorate
	32.	Ministère de la défense	Colonel Ingenieur, Chief of Test & Evaluation Syntheses and Reports Section, Technical Procurement Programs Directorate.
	33.	Ministère de la défense	Comandant Ingenieur, Head of Acquisition Programs Service, Technical Procurement Programs Directorate.
	34.	Ministère de la défense	Professeur Ingenieur, Vice-Counsellor for Scientific Research, Military Technical Academy
	35.	Ministère de la défense	Ingenieur, Secrétaire d'État pour l'Armement
	36.	Ministère de la défense	Conseiller, Department for Defence Policy and Planning.
	37.	Ministère de la défense	Lieutenant-colonel, Conseiller du secrétaire d'État pour l'armement
	38.	Ministère de la défense	Colonel Ingenieur Armée de terre Technical Procurement Programs Directorate.
	39.	Fondation EURISC	Président
	40.	Institut d'Etudes politiques de défense et histoire militaire	Research fellow
	41.	Focus Group - État Majeur des Armées, Ministère de la Défense	Focus Group organisé par le Ministère de la défense (plusieurs structures subordonnées à l'État Majeur des Armées).
VII. SUEDE	42.	Ministère de la défense	Deputy Head of Department for Military Affairs
	43.	Ministère de la défense	Desk Officer, Department for Security and International Affairs
	44.	Ministère de la Défense/Ambassade de la Suède en France	Colonel, Attaché de défense près de l'Ambassade de Suède
	45.	Ministère des Affaires étrangères/Ambassade de la Suède en France	Conseiller PESD

LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS ALLIÉS

VIII. ÉTATS-UNIS	46.	Ambassade des États-Unis d'Amérique	Colonel, US Air Force, Attaché Militaire
	47.	Ministère de la défense (Pentagone)	Comandant, US Army
	48.	Ministère de la défense (Pentagone)	Lieutenant Colonel, US Army
	49.	Ministère de la défense (Pentagone)	Manager International Programs, Office of the Under Secretary of Defense (Acquisition, Technology & Logistics, International Cooperation)
	50.	Ministère de la défense (Pentagone)	Conseillère, Europe, the Balkans and Post-Soviet States. Office of the Under Secretary of Defense (Acquisition, Technology & Logistics, International Cooperation)
	51.	Ministère de la défense (Pentagone)	OUSD(AT&I)/International Cooperation/Atlantic
	52.	Ministère de la défense (Pentagone)	Lieutenant -colonel, Armée de terre, The Joint Staff, Strategic Plans and Policy Directorate, Western Europe and Balkans Division
	53.	Ministère de la défense (Pentagone)	Deputy Director European Policy
	54.	Booz Allen Hamilton (defense strategy and technology branch)	Associate
	55.	Ministère de la défense (Pentagone)	Colonel USAF, International Cooperation Regional Manager , Office of the Under Secretary of Defense (Acquisition, Technology & Logistics, International Cooperation)
	56.	Ministère de la défense (Pentagone)	Director for International Cooperation, Office of the Undersecretary for Acquisition Technology and Logistics
	57.	Ambassade des États-Unis en France/Pentagone	Chief ODC France
	58.	Center for Strategic and International Studies (CSIS)	Senior Research Fellow, European defense and transatlantic relations
	59.	College of International Security Affairs National Defense University & Joint Special Operations University (USSOCOM)	Assistant Professor for International Security Studies Associate Fellow
BRUXELLES, Commission européenne	60.	Commission européenne	Porte-parole Relations extérieure et politique de voisinage
BRUXELLES, Conseil de l'Union européenne	61.	Conseil de l'Union européenne	Conseiller politique, spécialiste opérations extérieures
	62.	Conseil de l'Union européenne	Chef du Service de Presse
BRUXELLES, Conseil de l'Union européenne	63.	Conseil de l'Union européenne	Conseiller de presse (mission PESD)

LES AUTEURS

Ronald HATTO, docteur de l'IEP (Institut d'études politiques de Paris), spécialiste d'études stratégiques et de sécurité, travaille sur les relations transatlantiques et le maintien de la paix. Ses principales publications incluent : *Le partage du fardeau de la sécurité transatlantique : les relations franco-américaines à l'épreuve de la guerre en ex-Yougoslavie* (1991-1995), Paris, Editions Dalloz, 2006 ; *L'Onu et le maintien de la paix. Les propositions de réformes de l'Agenda pour la Paix au rapport Brahimi*, Paris, l'Harmattan, *Collection Logiques Politiques*, 2006 ; "United Nations' Command & Control Capabilities: Lessons from UNIFIL's Strategic Military Cell", *International Peacekeeping*, Vol.16, No.2, Avril 2009, pp. 188-200.

Odette TOMESCU, docteur de l'IEP de Paris (Institut d'études politiques de Paris), travaille sur les questions de démocratisation et de sécurité en Europe centrale et orientale et sur la contribution des PECO à la PESD et à l'Otan. Ses principales publications incluent : *Politique et Société dans la Roumanie Contemporaine*, Paris, Harmattan, 2004 (avec Alexandra Ionescu) ; *Human Security in Eastern and Central Europe : Ethical, Normative and Educational Frameworks*, Paris, Editions de l'UNESCO, 2007 (avec Shahrbanou Tadjbakhsh).

Les deux auteurs ont également publié ensemble, *Les États-Unis et la « nouvelle Europe »*. *La stratégie américaine en Europe centrale et orientale*, Paris, CERI Autrement, 2007 et *The European Union and The Wider Black Sea Area: Challenges and Policy Options*, Global Governance, Regionalisation and Regulation (GARNET), *Policy Brief*, Number 5, January 2008.